

défense de Occident

AD
Maurice BARDECHE :

Le pays réel et le pays légal



317

Agostino E. CARRINO :

Les étudiants italiens



François d'ERCE :

L'affaire du Biafra



Michel RIMET :

Enseignement Supérieur et recherche Scientifique



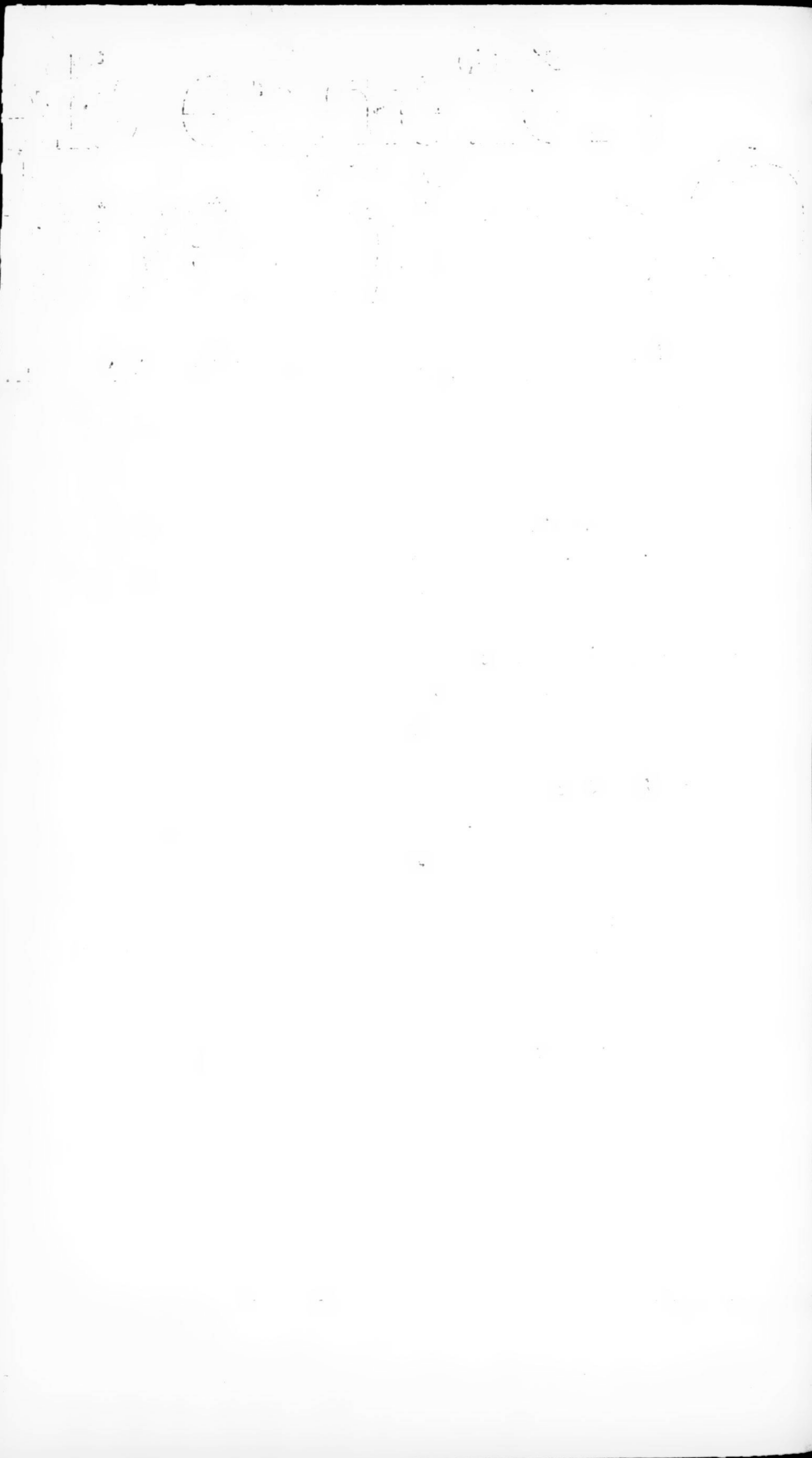
François DUPRAT :

La bataille de Kursk



Alfred ROSENBERG :

Sur Nietzsche



D. O.

Mauri

Agost

Frang

Frang

Miche
che

Frang

Alfred

F.-H. I

LES I

La Me

13, rue

AP

20

D32

n.s.

no. 74-77

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Dé
à ses
fut l
tion
seme
ques
fois
Sou
très
Défer
bora
ne so
numé
Maye
dans
Depui
étaier
donyr
sous l
ter ré
nique
des n
des «
décem
toire

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 16^e année

Juillet-Août 1968 — N° 74

S O M M A I R E

D. O. : <i>Jacques Poillot est mort</i>	3
Maurice BARDECHE : <i>Le pays réel et le pays légal</i> ..	5
Agostino E. CARRINO : <i>Les étudiants italiens</i>	15
François D'ERCE : <i>L'affaire du Biafra</i>	24
François DUPRAT : <i>La crise nigériane</i>	37
Michel RIMET : <i>Enseignement supérieur et recherche scientifique</i>	41
François DUPRAT : <i>La bataille de Kursk</i>	61
Alfred ROSENBERG : <i>Sur Nietzsche</i>	70
F.-H. LEM : <i>Chronique des arts</i>	85
LES LIVRES DU MOIS	92
<i>La Mort d'Abel Bonnard</i>	96

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

Jacques POILLOT est mort

Défense de l'Occident a le profond chagrin d'annoncer à ses lecteurs la mort soudaine de Jacques Poillot, qui fut longtemps son rédacteur en chef. C'est une disparition que nos plus anciens lecteurs ressentiront douloureusement comme nous-mêmes lorsqu'ils sauront que Jacques Poillot était l'auteur des articles qu'ils ont lus autrefois sous le nom de Jacques Mayenne.

Sous ce pseudonyme, Jacques Poillot avait fait partie très tôt de l'équipe, ou plutôt des équipes successives de *Défense de l'Occident*. Il est difficile de savoir s'il collabora à nos premiers numéros dans lesquels les articles ne sont pas signés. Mais nous trouvons son nom dès notre numéro 5 daté de mai 1953. La signature de Jacques Mayenne apparaît ensuite et on la trouve régulièrement dans tous nos numéros depuis celui de novembre 1953. Depuis cette date, il donna régulièrement des articles qui étaient signés, selon les cas, de son nom ou de son pseudonyme. En février 1956, *Défense de l'Occident* lui confia sous le titre de *Chronique du mois* la mission de commenter régulièrement l'actualité politique. Il tint cette chronique jusqu'à l'année 1960 et il y ajouta très rapidement des notes et informations qui constituèrent la rubrique des « notes de l'huissier sans chaîne ». Il avait écrit en décembre 1955, dans notre numéro 29, une « Petite histoire de *Défense de l'Occident* » qui contient des rensei-

gnements précieux sur les cinq premières années de la revue.

Depuis 1960, Jacques Poillot, chargé d'importantes responsabilités à la tête d'une des Caisses de Retraites des Cadres, dont il devint finalement directeur, ne disposait plus de tout le temps qu'il avait pu nous consacrer autrefois. Il ne put reprendre sa collaboration qu'en 1967, époque à laquelle il reprit sa *Chronique du mois* que nos lecteurs plus récents ont pu suivre. Le dernier article qu'il y écrivit avait été très remarqué et reproduit par plusieurs organes de la presse d'opposition. Il avait repris la place importante qu'il avait occupée autrefois à la direction de notre revue, quand une maladie brutale et imprévue l'emporta en quelques jours au début du mois de mai. Il avait quarante-deux ans.

Une anecdote peu connue fera comprendre son caractère à la fois généreux, brusque et en même temps concentré et secret. Il avait assisté en janvier 1945 au procès de Robert Brasillach, qu'il ne connaissait pas. Il avait alors vingt ans. Au moment où le président Vidal prononça le verdict, il s'écria : « C'est une honte ! » Et c'est à lui, inconnu, que Robert Brasillach répondit à travers la salle : « Non, c'est un honneur ! » Il fut arrêté. On le garda un mois en prison. L'affaire, étant un flagrant délit, ne put être classée, mais le Parquet comprit qu'il serait odieux de le poursuivre : elle ne vint jamais à l'audience.

C'est pourquoi Jacques Poillot était pour nous beaucoup plus que notre meilleur collaborateur. Il était le symbole de cette jeunesse que les événements de 1945 révoltèrent et l'image même de ces amis nouveaux que cette année honteuse nous amena.

D. O.

Nou
n'était
sérieu
a vote
précip
leçon
fin à
suffit
se pré
voit p
flexe.
hérita
raison
des de
Mais
que le
entre
triomp
représ
valoir
dre e
freiner
pas m
affecte
de lui
table

Maurice BARDECHE

Le Pays réel et le Pays légal

Nous avons donc eu ces élections de la peur qu'il n'était pas difficile de prévoir. La province a pris au sérieux la « comédie de la révolution ». On croit qu'elle a voté U.N.R. : en réalité, elle a voté C.R.S. Elle s'est précipitée dans les bras des gendarmes. C'est une bonne leçon à retenir pour l'avenir. Le drapeau rouge sert enfin à quelque chose. Il est réconfortant de penser qu'il suffit à quelques énergumènes de l'agiter pour que le pays se précipite dans la contre-révolution. Après tout, on ne voit pas pourquoi nous devrions nous désoler de ce réflexe. Le respect du gendarme n'est qu'une partie de notre héritage, mais il en est une partie. Nous n'avons aucune raison de gémir de la défaite des comités d'immeubles et des défilés du Front Populaire.

Mais le respect du gendarme n'est pas tout, et c'est là que les difficultés commencent. Cet article étant écrit entre les deux tours, il est trop tôt pour décider si le triomphe gaulliste sera confirmé au second tour. Les représentants de la Fédération n'ont pas tort de faire valoir que les gaullistes ont peu de désistements à attendre et que les regroupements du second tour peuvent freiner sérieusement leur marche en avant. Il n'en est pas moins vrai que même si les gaullistes ne peuvent pas affecter la majorité des épithètes qu'ils se proposaient de lui décerner, cette majorité sera pourtant plus confortable que dans la Chambre précédente et permettra au

régime de faire approuver sans difficultés ses initiatives. C'est à ce moment-là que nous retrouvons la fameuse distinction chère à Charles Maurras du pays « légal » et du pays « réel ».

Cette notion du « pays réel », telle qu'elle était présentée dans les articles de Charles Maurras, m'a toujours paru singulièrement dépourvue de précision et même de contenu. Elle était, à vrai dire, une notion proprement métaphysique. Maurras était incapable de décrire et peut-être même de définir ce « pays réel ». Cette référence reposait sur sa conviction que tous les Français étaient généralement de bons Français, égarés par l'idéologie républicaine et perpétuellement trompés par le mécanisme maléfique des institutions : ils étaient tous au fond des patriotes, des manifestants du 6 février, ils seraient certainement devenus tous des ligueurs d'Action Française s'ils avaient su que la ligne d'Action Française existait, et c'était certainement en raison de la perpétuelle improbité des lois électorales que ce « pays réel » ne parvenait jamais à se manifester. Cette notion qui était secondaire dans le mécanisme doctrinal de l'Action Française et qui n'apparut, du reste, que tardivement, à partir de 1934, si je me souviens bien, n'en était pas moins devenue un article du credo. Il était inutile de demander si le « pays réel » ne pensait pas essentiellement à ses week-ends, à ses congés payés et à ses revendications et essentiellement à esquiver toutes les formes du civisme et de la probité. Quand on présentait ces objections, les augures et même les sacristains de la maison vous accusaient de « désespérer de la France », péché d'une extrême gravité. Or, malgré son caractère métaphysique, cette notion du « pays réel » n'en était pas moins une référence utile, qu'on avait seulement le tort de rappeler un peu trop souvent. Il n'en était pas moins vrai que, d'une part, le pays lui-même était fort inexactement représenté par ses élus parlementaires, d'autre part, il constituait une matière première humaine systématiquement dénaturée par les idéologies et les engrais chimiques de diverse nature dont on prétendait l'enrichir.

La sociologie n'a pas fait depuis Charles Maurras autant de progrès qu'on le dit. Pourtant, les événements récents

et que
de dor
qui ne
que M
frage u
ont été
les Ma
cet inc
graves
non se
propor
la vie,
mière
qu'on
vigour
non se
quanti
n'ont
compr
sentim
du sur
seulm
versair
l'interv
tes qu
à la v
nion s
l'avons
nous
de la
tromp
tie sé
ment
vote p
ou sin
compt
voit a
cette
peut
tion,
primé

et quelques autres qui les ont précédés nous permettent de donner une définition plus précise du « pays réel » qui ne correspond peut-être pas tout à fait aux illusions que Maurras entretenait à ce sujet. Il est clair que le suffrage universel, outre les absurdités qu'il comporte, et qui ont été maintes fois et admirablement définies par Charles Maurras lui-même, présente au point de vue pratique cet inconvénient de consulter sur les décisions les plus graves une partie entièrement morte du pays, composée non seulement d'illettrés et d'abrutis, mais d'une forte proportion de vieillards qui n'ont plus aucun contact avec la vie, de ménagères qui ne connaissent que leur crémière et leur concierge, et d'octogénaires impotentes qu'on transporte à l'isoloir en les soulevant sur des bras vigoureux. Il faut ajouter à cette masse d'« étrangers » non seulement à l'activité mais à la vie elle-même, une quantité énorme et difficile à chiffrer de braves gens qui n'ont d'opinion sur rien, qui ne se mêlent de rien, qui ne comprennent rien et qui sont inaccessibles à tout autre sentiment que l'avidité ou la panique. La représentativité du suffrage universel est donc rendue contestable non seulement par toutes les raisons de principe que ses adversaires ont constamment rappellées, mais encore par l'intervention, à proprement parler abusive, de ces *inertes* qui ne renaissent à la vie publique, et même en réalité à la vie tout court, que pour faire connaître leur opinion sur la conduite de l'Etat. Or, le « pays réel », nous l'avons fort bien vu par la démonstration qui vient de nous en être faite, est composée d'une partie restreinte de la population qui peut être assurément manipulée, trompée, téléguidée, mais qui n'en est pas moins une partie sélective du corps électoral qui est importante justement parce qu'elle a d'autres moyens que le bulletin de vote pour se faire entendre. Dans une période troublée, ou simplement dans une phase de contestation, ceux qui comptent, ce ne sont pas les neutres ni les inertes qu'on voit affluer aux bureaux de vote les jours d'élections, mais cette partie de la population dont le mécontentement peut s'exprimer sous forme de pressions, d'insubordination, de rébellion ou d'obstruction. Le « pays réel », exprimé non plus en termes de métaphysique, mais en ter-

mes de puissance, est donc formé des ouvriers et des cadres, notamment ceux des grandes entreprises et des services publics, des étudiants, et aussi des hommes jeunes capables d'une action dans la rue, enfin des préto-riens, c'est-à-dire des forces du maintien de l'ordre et de l'armée. Lorsqu'il y a une contradiction entre le suffrage universel et le suffrage de ces catégories spécifiques de la population, que vaut la décision du suffrage universel ? Si les forces du maintien de l'ordre et de l'armée acceptent de faire respecter la décision du suffrage universel, le gouvernement peut imposer ses décisions par la force. Mais alors, il est constamment exposé à une succession de troubles et d'actions violentes et, finalement, si ces troubles et ces actions violentes prennent une certaine gravité, il est prisonnier de l'armée qui est son recours suprême. Telle est la contradiction véritable entre le « pays réel » et le « pays légal ». C'est la situation dans laquelle son succès électoral du mois de juin a placé le gouvernement. Et c'est pourquoi ces élections ne sont qu'un triomphe sur le papier et ne peuvent être regardées comme une solution sans appel.



L'opposition radicale de droite n'a pris aucune part aux événements du mois de mai. Nous reviendrons sur ce point tout à l'heure. Elle n'a pas pris de part non plus aux élections. Cette abstention venait moins d'une question de principe que de l'état de désorganisation totale dans lequel elle a été surprise par les événements. Cette première remarque nous avertit du danger qu'il y a à concevoir l'opposition radicale comme une machine purement électorale qu'on peut conserver sous cellophane, comme les Américains conservent leurs avions ou leurs croiseurs, pendant les périodes d'inaction électorale, et qu'on réveille de sa léthargie au moment où le calendrier politique prévoit une consultation. Ce genre d'erreur l'expose non seulement à ne jouer aucun rôle dans les événements qui se présentent mais encore à ne pas participer aux débats qui les suivent.

Les
avert
ici su
tion,
Il n'e
posit
l'élec
ques
man
mieu
Cett
relè
l'on
aura
mêm
teme
des
de v
sulta
la cl
port
gnée
résu
de g
tour
les
prés
a ré
à m
succ
lem
tout
rati
de
l'op
en
ses
E
fair
siti
pas

Les conséquences de cette abstention confirment les avertissements que nous n'avons pas manqué de donner ici sur l'importance que pourrait avoir une telle opposition, même faible, si elle était cohérente et bien dirigée. Il n'est pas douteux que l'absence de ces candidats d'opposition radicale est responsable en de nombreux cas de l'élection du candidat gaulliste au premier tour. Quelques conseillers autorisés de l'opposition avaient recommandé de voter pour le candidat de la Fédération le mieux placé à l'égard de son concurrent communiste. Cette recommandation était pleine de bon sens, mais elle relève un peu de la stratégie du café du Commerce où l'on conduit des divisions figurées par des dominos. Elle aurait pu avoir quelque effet, limité par son caractère même, sur les militants d'un parti bien structuré et fortement discipliné. Elle ne pouvait en avoir aucun sur des isolés et en l'absence d'une presse puissante capable de véhiculer des mots d'ordre. En fait, l'examen des résultats prouve que, dans la plupart des circonscriptions, la clientèle de l'opposition radicale de droite, ne pouvant porter ses voix sur un candidat de son choix, s'est résignée à voter pour le gaulliste. Il suffit de comparer les résultats de mars 1967 et ceux de juin 1968. Beaucoup de gaullistes ont obtenu la majorité absolue au premier tour en raison de cet appoint inattendu. Au contraire, dans les circonscriptions où un candidat radical de droite se présentait, même sans espoir, les 1.500 ou 2.000 voix qu'il a réunies sur son nom ont suffi dans beaucoup de cas à mettre le gaulliste en ballottage. On évitait ainsi un succès psychologique spectaculaire et on permettait également des combinaisons, même précaires, pour le second tour. Il est donc dangereux, en l'absence de toute structuration vigoureuse, de donner des consignes qui risquent de n'être pas suivies et il est en tout cas déplorable que l'opposition radicale renonce à jouer tout rôle politique en s'abstenant de présenter ses solutions et de compter ses voix.

En cette matière, il est plus facile de conseiller que de faire. Il est vain de faire le procès des personnes. L'opposition radicale manque cruellement de moyens, elle n'a pas non plus de chef qui s'impose ou simplement d'hom-

me qui ait à la fois les qualités d'un leader politique et celles d'un organisateur. Et surtout, elle se plaint du passé et n'a pas su dégager de plate-forme qui débouche sur l'avenir.

A la vérité, cette opposition est paralysée et indécise, parce qu'elle mêle deux courants qui sont au fond contradictoires, mais dont l'entente est pour l'instant indispensable pour qu'elle ait un minimum de représentativité. Depuis vingt ans, elle réunit deux catégories d'hommes qui sont d'accord dans l'opposition, mais dont les tempéraments et les solutions s'opposent. Les uns perpétuent une opposition traditionnelle de droite, composée de notables honnêtes, patriotes, modérés, consternés par le bilan de la politique gaulliste et par ses perspectives, au fond attachés à la vieille devise « travail, famille, patrie », même lorsqu'ils ont été opposés à l'homme qui l'incarnait. Ces notables sont essentiellement libéraux, ils acceptent l'Europe par raison plus que par sentiment, ils rêvent en réalité d'une troisième république sage et poincariste qui serait éternellement l'alliée de l'Amérique. Les autres, au contraire, aspirent à une formule entièrement nouvelle de la politique et de la vie. Ils ne veulent plus entendre parler des vieilles mécaniques parlementaires qui sont l'instrument de la ploutocratie. Ils dénoncent la hiérarchie de l'argent, l'hypocrisie du monde moderne, les profiteurs qui se sont installés en maîtres dans la société libérale et capitaliste. Ils rêvent de régimes autoritaires, forts, ils aiment la discipline, le courage, la loyauté. Ils ont une conception spartiate de la vie qui s'accommode mal des inégalités injustifiées de la société moderne. Ils sont européens parce qu'ils pensent que l'Europe peut apporter une solution moderne et un esprit nouveau. Ils ne croient pas que l'Amérique soit un exemple, ni même qu'elle puisse fournir en tout temps une protection efficace.

Il est clair qu'entre ces deux tempéraments et ces deux conceptions il ne peut y avoir que des alliances précaires. Ce sont deux races d'hommes qui ne sont pas faites pour s'entendre et qu'unissent seulement le dégoût et les refus qu'ils ont en commun. La rupture qui s'est produite finalement au sein de l'Alliance Démocratique

illus
proc
faire
avai
de p
La
néar
repr
soire
sent
ce s
et l'
disp
pas
ne s
D'au
tion
réali
les p
et le
d'esp

Ce
évén
certa
la ré
nuar
sait
pas
faire
parti
man
nière
qu'el
man
la G
infin
adve
ment

illustre bien cette incompatibilité. Tixier-Vignancour reprochait aux « fascistes » de le compromettre et de lui faire perdre des appuis précieux. Et les activistes, qui lui avaient permis de mener sa campagne, lui reprochaient de parler pour d'autres et d'être un étranger parmi eux.

La cohabitation, à laquelle l'opposition radicale est néanmoins contrainte si elle veut avoir un minimum de représentativité politique, ne peut donc être que provisoire. C'est l'élément proprement « radical » qui représente l'avenir, car lui seul porte une pensée neuve. Mais ce sont les autres qui représentent l'implantation locale et l'influence. A la machinerie électorale, ceux-ci sont indispensables. Mais la machinerie électorale n'apparaît-elle pas de plus en plus comme un équipage archaïque qui ne sert qu'à participer à un jeu dès maintenant dépassé ? D'autre part, sans elle, tous les moyens manquent, l'action politique est impossible. En perdant contact avec la réalité et avec les problèmes d'efficacité de la politique les plus énergiques et les meilleurs gaspillent leurs forces et leur temps dans des groupuscules qui ne vivent que d'espoir et d'illusions.



Ce dyptique de la droite s'est peu répercuté dans les événements récents, mais il était sensible cependant à certaines nuances. Pour une partie de l'opinion de droite, la révolte des jeunes était condamnée sans appel et sans nuances dès le début. Elle était le désordre, elle symbolisait la faillite de l'éducation et de l'autorité. Il n'y avait pas d'autre réponse à faire à ces galopins que de les faire rentrer dans leurs études à coups de trique. Cette partie de la droite aurait volontiers approuvé des contre-manifestations, en prenant à peine garde qu'une telle manière d'agir rendait le plus grand service au gouvernement qu'elle détestait. C'est ce réflexe qui fut à l'origine des manifestations sporadiques dirigées contre l'Opéra et la Gare Saint-Lazare. C'est lui encore, et ce résultat fut infiniment plus grave, qui fit participer un bon nombre des adversaires les plus résolus du gaullisme à ce rassemblement de la place de la Concorde et des Champs-Élysées

qui fut en réalité un véritable plébiscite en faveur du général De Gaulle.

D'autres éléments de l'opposition eurent, au contraire, au moins dans les premiers jours, une attitude sensiblement différente à l'égard des manifestants. D'abord, ils se sentaient parfaitement d'accord avec les slogans anti-gaullistes affichés par certains groupes. Ils étaient gênés seulement que ces slogans soient criés avec accompagnement de drapeaux rouges. Ils participèrent plus d'une fois aux barricades en éléments isolés. Ils se réjouissaient de la grave attaque morale portée à un régime qu'ils dénonçaient depuis longtemps. Pleurant d'un œil et riant de l'autre, comme le héros de Shakespeare, ils applaudissaient avec allégresse à la déconfiture du général De Gaulle et ils étaient irrités en même temps par l'anarchie castriste dont ils voyaient à chaque instant les images les plus frappantes. Si l'on va au fond des choses, ils sentaient, contrairement à l'autre partie de la droite, ce qu'il y avait de légitime dans cette révolte de la jeunesse, ils en approuvaient les motifs tout en en blâmant les formes. Ils n'étaient pas loin de se sentir fraternellement unis à ceux qui accusaient cette société de l'argent et de la technocratie à laquelle ils se sentaient, eux aussi, très étrangers et qui, en même temps, étaient les premiers parmi leurs adversaires à proclamer comme eux le caractère illusoire et hypocrite de la solution communiste. Cette troisième voie que les manifestants réclamaient, une partie de la droite la réclamait aussi depuis longtemps, mais elle la cherchait ailleurs : elle ne la trouvait pas dans l'imitation de la révolution culturelle de Mao et dans la démocratie directe, mais dans des formules que les étudiants des barricades repoussaient par ignorance et qu'il eût été intéressant de leur exposer loyalement.

Cette séparation peu sensible en France et que la tournure des événements empêcha très vite, d'ailleurs, de s'exprimer, le fut beaucoup plus en d'autres endroits et particulièrement en Italie. La position prise à Rome par les étudiants de l'organisation de jeunesse du M.S.I. groupés dans le F.U.A.N., qu'expose notre ami Augusto Carriano dans un article de ce numéro, est, à ce point de vue, un test significatif. Tandis que le M.S.I. se ralliait à la

défer
gouve
tait
de d
trouv
force
d'aut
d'Ord
sition
pour
de je
l'oppo
les pa
ment

Cor
mes i
adver
la ger
que l'
d'opp
accep
ses e
révolu

C'es
factic
nir d'
ser ce
ment
mais
l'ordre
discip
vice q
de no
lution

Nou
même
de l'o
radica
résona
moral
affirm

défense de l'ordre et se faisait ainsi le collaborateur du gouvernement italien, son organisation de jeunesse restait fidèle à l'inspiration révolutionnaire de l'opposition de droite, elle insistait sur son caractère radical et elle se trouva aux côtés de ceux qui cherchaient à obtenir par la force une défaite du régime. Ce choix de la F.U.A.N. est d'autant plus remarquable qu'il fut en même temps celui d'*Ordine Nuovo*, l'aile spécifiquement radicale de l'opposition de droite en Italie. Le conflit, qui fut assez grave pour aller jusqu'à l'exclusion de certaines organisations de jeunesse et de leurs dirigeants, met en pleine lumière l'opposition latente que nous signalons plus haut entre les partisans de l'ordre et ceux qui aspirent à un changement total de la société.

Comme les Italiens, c'est sur ce choix que nous sommes invités, nous aussi, à réfléchir. L'opposition, que ses adversaires placent en bloc à droite, est-elle un parti de la gendarmerie sur lequel tout régime peut compter lorsque l'ordre public est troublé ? Ou bien est-elle un parti d'opposition *radical* qui est décidé au changement et qui accepte d'obtenir ce changement par des voies dangereuses et souvent brutales, celles qu'on appelle des voies révolutionnaires ?

C'est à nous de dire que nous dépassons ce choix. Il est factice, il est illusoire, nous n'avons pas à le faire. L'avenir d'une opposition radicale de droite consiste à dépasser ces deux courants. Il lui appartient de dire clairement qu'elle veut un changement *radical* de la société, mais *dans l'ordre et au moyen de l'ordre*. C'est même l'ordre lui-même et le retour aux valeurs de l'ordre, la discipline, le sens civique, le courage, la notion du service qui impliquent un changement « révolutionnaire » de notre manière de vivre, qui est ce « changement révolutionnaire ».

Nous devons donc refuser, en fait, et par les termes même de notre profession de foi, qu'il y ait une droite de l'ordre et une droite de la révolution. L'opposition *radicale* à l'état de choses actuel n'aura une véritable résonance dans le pays que si elle repose sur une réforme morale totale, profonde, sur le refus que la jeunesse a affirmé de la ploutocratie et du communisme à la fois,

mais aussi sur la recherche d'une troisième voie dont l'ordre et la discipline constituent la charpente essentielle. Ce qu'elle peut offrir aux étudiants révoltés, ce n'est pas la démocratie directe et la Chine de Mao qui ne sauraient aboutir qu'au triomphe des assommeurs et à la dictature brutale de l'intimidation et de la terreur. Elle doit affirmer qu'il existe une voie constructive, raisonnable, saine, de dépasser la ploutocratie et le communisme, le désordre parlementaire et la dictature policière et elle doit avoir conscience que c'est dans cette voie que se trouve son avenir.

P.S. Le second tour des élections n'a pas amené le freinage rectificatif sur lequel on pouvait compter. Le succès des gaullistes, se superposant à un état de malaise grave et non réparé, crée une situation nouvelle pour laquelle il existe peu de précédents. Ces élections prouvent que la loi électorale empêche une représentation exacte du pays, qui aurait été toute autre avec une « proportionnelle » honnête. Les événements de mai, que ce succès ne fait pas disparaître, montrent qu'il est moins illusoire de compter sur une épreuve de force. Nous entrons dans une période où l'usure des mécanismes traditionnels de la vie politique fera nécessairement intervenir des mécanismes de remplacement. Le fusil à lunette de Dallas et les colonnes d'auto-mitrailleuses sont les conséquences à peu près inévitables des falsifications pratiquées par la plupart des grandes démocraties libérales.

Maurice BARDECHE.

La
tème
« ré
l'Uni
lité
prin
tion
com
de F
mém
que
arriv
Fidel
Marc
est a
dire
rade
Ma
italie
me »
un s
visio
prou
taine
nées
celles

Les Etudiants Italiens

La « révolte » des étudiants italiens contre le « système » a suivi, il faut bien l'admettre, le courant des « révoltes » estudiantines étrangères, bien que la crise de l'Université d'Italie ait eu sa lourde part de responsabilité dans les événements. La « révolte » a été influencée, principalement par les événements de Berlin et par l'agitation provoquée en Allemagne par le mouvement pro-communiste des *Socialistische Deutsche Studenten* (S.D.S.) de Rudi Dutschke, et les Italiens ont d'abord utilisé le même langage, les mêmes symboles, les mêmes « gurus » que les étudiants allemands. Mao Tse Tung, donc, est arrivé aussi dans l'Université italienne, en compagnie de Fidel Castro, du « Che », de Ho Chi Minh, de Herbert Marcuse et des critiques de la « affluent society ». Il est arrivé avec les drapeaux rouges, bien qu'on ait pu dire qu'il avait « l'âme noire ». On l'appelle le « camarade Mao ».

Mais certains aspects de la « révolte » estudiantine italienne rappellent plutôt, en fait, un certain « nihilisme » de type fasciste, et si nettement que, récemment, un sociologue démocrate, dans une émission à la télévision, a pu mettre en cause Von Salomon et ses « réprouvés ». Il y a en effet un fond commun, il existe certaines analogies entre les thèses, si confuses et désordonnées qu'elles soient, du « Movimento Studentesco », et celles de certains penseurs « d'extrême-droite », anti-

communistes et antidémocrates. La critique d'Herbert Marcuse, penseur au fond assez peu original et dernier arrivé parmi les détracteurs de la société moderne, démocratique et industrialisée (il vient après Adorno, Max Horkheimer, etc.), ressemble, par exemple, à celle qu'on rencontre dans l'œuvre de Julius Evola, qui est un peu le « Guénon italien », écrivain traditionaliste et réactionnaire dont nous aurons l'occasion de reparler. Tout récemment on pouvait lire la remarque suivante sous la signature de M. Giano Accame, un des meilleurs journalistes italiens « de droite » (mais, peut-être, M. Accame refuse cette appellation) : « A bien y regarder, il y a des aspects d'une stupéfiante ressemblance « instinctive » entre nos livres, nos mythes « ultraréactionnaires », et ceux des jeunes « chinois » des Universités ».

Je soupçonne que le succès du « Maoïsme », d'ailleurs plutôt embrassé « par intuition » par les étudiants qu'étudié dans ses « livres sacrés », est la conséquence logique de la disparition progressive, « à droite », de forces véritablement « réactionnaires » au sens fort du terme, ou, si l'on préfère, « révolutionnaires ». Les partis et les groupes de droite qui, il y a vingt ans, attaquaient violemment la « société du bien-être » démocratique et bourgeoise, se sont peu à peu transformés en partis « légalitaires », lesquels acceptent désormais le « système », ses « méthodes », ses schèmes. En Italie, tout particulièrement, l'« extrême-droite » qu'on appelle « néo-fasciste », a évolué jusqu'à faire une partie intégrante du « système », de la même façon que le *Parti Communiste Italien*, avec cette différence que le P.C. progresse à chaque élection (le 19 mai dernier il a gagné 800.000 suffrages rassemblant au total 8.500.000 voix), tandis que le *Mouvement Social Italien* (le parti d'« extrême-droite ») rétrograde. Récusée l'« extrême-droite », comme conservatrice, récusé le Communisme officiel, comme rempart du Régime, les uniques mythes qui restent à la disposition des étudiants, en veine de « contestation globale », sont ceux du « Communisme hérétique ». Mao, le « Che », constituent pour la jeunesse italienne (pour une minorité, mais qui est une élite en puissance) des « prétextes » dont elle se sert pour sa lutte contre le Régime, le « système ».

Ce s
claves
les p
conda
« dén
lumen
risque
deur l
sans p
facteu
mesur
cristal
velles
titutio
Les
cratiqu
toujou
l'« ar
même
comme
été pe
qui dé
« Avez
livre, i
d'hui il
tionnel
39 assa
que voi
Pourqu
Vietnar
injuste.
la justi
relle ?
somme
C'est p
l'étudie
formée
Il me
ce jeun
paroles
dire de

Ce système assez misérable et attristant, se nourrit d'esclaves et fabrique des esclaves ; il avilit les sentiments les plus élevés de l'homme, il domestique l'homme, il le condamne à la stérilité. Au nom du concept abstrait de « démocratie », il propose aux jeunes gens une vie absolument dépourvue de tout élan créateur, de tout goût du risque, de l'aventure, de l'inconnu. Il étale avec impudeur l'idéal à bon marché d'une vie bourgeoise, commode, sans passion, amorphe. Il tend à éliminer ce qui est un facteur essentiel de toute vie : l'affrontement où l'on se mesure, l'engagement généreux et fécond. Ce système se cristallise à mesure qu'il vieillit et laisse dehors les « nouvelles recrues », c'est-à-dire qu'il empêche toute « reconstitution des élites ».

Les jeunes gens ont besoin de mythes. La société démocratique, à vrai dire, leur en offre plusieurs, mais il s'agit toujours de pseudo-mythes, à commencer par celui de l'« antifascisme », qui est à la base, est le fondement même du Régime. Mais la jeunesse, bien confusément, commence enfin à se rendre compte de la tromperie qu'a été perpétrée à ses dépens. C'est un étudiant de Rome qui déclarait à l'hebdomadaire *Epoca* (3 mars 1968) : « Avez-vous lu *Insurgent Era* de R. Sanger?... Lisez ce livre, il vous apprendra que, depuis 1945 jusqu'à aujourd'hui il y a eu dans le monde 335 manifestations insurrectionnelles de violence politique, 12 guerres « limitées », 39 assassinats politiques, 162 révolutions sociales. Est-ce ce que vous appelez un monde où règnent l'ordre et la paix ? Pourquoi la Grande Amérique bombarde-t-elle le petit Vietnam?... La société soviétique, comme les autres, est injuste... Où est donc la société dans laquelle on trouve la justice ? La Chine de Mao, avec sa Révolution Culturelle ? Je ne le sais pas, nous ne le savons pas. Et nous sommes en train de le chercher, nous voulons le chercher. C'est pourquoi aussi la Révolution Culturelle il faut l'étudier comme le reste et non en donner une image déformée par la propagande ».

Il me semble que la réponse aux questions que pose ce jeune homme, à sa recherche anxieuse, est dans les paroles mêmes qu'il emploie : « Depuis 1945... », c'est-à-dire depuis qu'une Europe libre et indépendante succom-

bait devant les forces coalisées de la Russie et de l'Amérique, dont il déclare lui-même qu'il refuse les deux solutions. C'est avec beaucoup de logique, par conséquent que M. Roberto Mel écrivait dans *Totalità* (du 10 avril 1968) : « La logique aurait voulu qu'une révolte de ce genre se rattachât pour le moins, sinon s'inspirât tout simplement de la tendance politique qui était sortie vaincue de la guerre que la démocratie et le communisme lui avait faite ».

Mais, peut-être, c'est prétendre trop. Vingt années de démocratie, de « lavage du cerveau », de mystification « antifasciste » ne se sont pas écoulées en vain. Par conséquent, il me paraît nécessaire de ne pas condamner « sic et simpliciter » ces jeunes gens parce qu'ils sont « chinois » ou « maoïstes ». En dehors du fait que dans le « maoïsme », Mao étant un des derniers grands hommes d'Etat, il peut y avoir quelque chose de bon au point de vue moral, « être chinois — écrivait M. Mario Tedeschi dans *Il Borghese* (du 21 mars 1968) — selon la vision déformée du « maoïsme » qu'ont les jeunes gens européens, démocrates ou soviétisés, signifie essentiellement aspirer à une conception héroïque de la vie. Le temps du matérialisme, dans ses deux filiations, l'une démocrate et l'autre communiste soviétique, est fini. Mao reprend mais sous le drapeau rouge, le chemin qu'avaient suivi Hitler et Mussolini ».

Le succès du « maoïsme » en Europe rappelle à la mémoire celui que connut le « trotskisme » entre les deux guerres. Souvenons-nous que c'est de celui-ci que sortirent, après une certaine période de maturation, plusieurs des penseurs du « radicalisme » de droite comme J. Burnham, J. Dos Passos, W.S. Schlamm.



La révolte des étudiants a eu, en outre, du moins en Italie, le caractère d'une querelle de générations.

En Allemagne il y a un Dutschke, en France, un Cohn-Bendit, en Belgique un Paul Goossens : il n'est pas impossible que ces leaders soient à la solde du Communisme international : c'est ce qu'a démontré un article

récent d'*Europe Magazine* pour Paul Goossens, et c'est aussi la thèse de François Duprat, dans le numéro spécial récent de *Défense de l'Occident*, pour un certain nombre des « inspireurs » des journées de mai à Paris. En Italie, au contraire, pas de « leaders », pas d'« agit-prop » dans les manifestations, les occupations des Facultés, les rencontres avec la police ! J'ai lu dans *Rivarol* (du 14 mars 1968) ce propos de M. Solchaga : « Le député Misefari, chef du P.C. italien marxiste-léniniste peut être satisfait du patient travail de noyautage opéré dans les milieux étudiants de gauche par les adhérents de son parti ». Cette interprétation me paraît inexacte. Certainement, il est très difficile de mettre en doute la présence dans le « *Mouvement Estudiantin Italien* », de groupes provocateurs communistes, mais ceux-ci n'ont jamais été vraiment capables de « téléguider » les manifestations, sauf, peut-être, à Milan, où existaient dès 1963 de puissants groupes « prochinois ». Le fait le plus singulier, et je pense très significatif, est qu'un rôle *très important* a été joué dans les récents incidents en Italie, et principalement, à Rome, par le *Fronte Universitario d'Azione Nazionale*, ou, du moins, par une fraction assez importante de ce groupe, qu'est l'organisation universitaire du M.S.I. ! L'opinion italienne ne sait rien de ce fait, et pour cause ! La « grande presse », en fait, a glissé sur cette participation et a cherché, au contraire, à exciter les « fascistes » contre les étudiants « maoïstes ». A Rome, la « Caravella-FUAN », organisation de jeunesse M.S.I. a refusé, dans sa majorité, après une réunion orageuse de se faire le « gardien du Régime ». Le 1^{er} mars, dans les fameuses émeutes de Valle Giulia, à Rome, la « Caravella-FUAN » se heurta à la police, et réalisa une sorte d'alliance tactique révolutionnaire avec les « chinois ». La revue *L'Orologio* (Viale Pasteur 82, 00144 Roma) en a fait une chronique dans sa livraison n° 5 (du 15 mars 1968). Drieu la Rochelle en eût sauté de joie dans sa tombe. Ajoutons que les national-révolutionnaires n'ont eu aucune part dans les actes de banditisme qui ont marqué cette journée.

Mais le M.S.I. officiel condamna la position de la « Caravella » et de son responsable M. C. Perri, qui a refusé

de céder devant la police. Au contraire, le M.S.I. s'entendait avec le Ministère de l'Intérieur pour organiser une « action de force » contre les mouvements « subversifs » (désignant sous ce nom leurs camarades « fascistes », qui avaient pris part aux occupations des Universités avec le *Movimento Studentesco*). L'agitation se répandit alors à travers toute l'Italie, favorisée par la crise de l'Université et l'attitude de la « grande presse », qui cacha, d'une part, le véritable état des choses et les violences de la police, et favorisa, d'autre part, l'exploitation du mouvement par les communistes, en appelant tous les étudiants marxistes des « bandits ».



Nous avons parlé incidemment de la crise de l'Université italienne. Il est important d'en parler plus longuement, car le motif « occasionnel » fut justement cette crise. Voyons en bref quels en sont les éléments. L'Université d'Italie est inadaptée à notre époque, elle est anachronique ; elle n'est pas « scientifique » et n'est pas non plus « humanistes ». Il y a un nombre insuffisant de professeurs : en certains cas, un professeur doit s'occuper de plusieurs milliers d'étudiants ; il y a un nombre insuffisant de salles de cours ; les programmes sont incohérents et confiés à la fantaisie du corps enseignant ; il y a une carence effrayante d'équipement scientifique, de bibliothèques. Les professeurs s'attachent à des activités extra-universitaires et regardent leur carrière universitaire comme une simple étape pour accéder à l'influence et au pouvoir. Dans les Universités italiennes, en outre, on retrouve la même situation que dans le reste du pays : corruption, clientèles politiques, etc...

Un professeur n'est pas choisi en raison de ses connaissances, de ses travaux, de son autorité intellectuelle : il est choisi en vertu de son appartenance à un parti du Gouvernement ou de ses « sympathies » pour quelque notabilité démocrate ou communiste ou socialiste.

Or, une certaine presse a oublié que la condamnation de l'« autorité » académique par les étudiants était aussi le refus d'une « certaine » autorité, d'une pseudo-

aut
un
con
qu'
mar
T
mar
les
voci
des
que
d'ét
ticu
E
le F
que
« fr
couj
nism
d'ai
d'ac
afin
tefo
péra
tuel
Mov
pas.
sant
au c
gies
en r
les r
en p
com
serva
nale
« ba
« ba
arriv
avec
les é

autorité. Faut-il se plaindre lorsque les étudiants refusent un professeur systématiquement marxiste ? La presse conservatrice s'expose à beaucoup de contradictions lorsqu'elle se borne à définir tous les étudiants comme des marxistes.

Tout cela, nous l'avons déjà dit, ne favorise que les manœuvres du P.C., seul défenseur des étudiants contre les violences de la police. Et je ne pense pas ici aux provocations organisées à Turin en novembre dernier, lors des premières manifestations des étudiants, dans lesquelles figuraient surtout des jeunes gens peu désireux d'étudier : je pense aux événements qui ont suivi, en particulier les émeutes de Valle Giulia, le 1^{er} mars 1968.

En fait, face à « l'unité révolutionnaire » des étudiants, le Régime eut un peu de crainte, il faut l'avouer : jusque là les « fascistes » avaient refusé la séduction du « frontisme ». Le Régime croyait pouvoir ramener à tout coup au bercail ses « hérétiques », grâce à l'anticommunisme, mais la « Caravella », nous l'avons vu, refusa d'aider le Régime. Il se réalisa, par conséquent, une sorte d'accord tacite entre les conservateurs et les communistes afin que ceux-ci acceptent la paternité des agitations. Toutefois, les étudiants refusèrent cette tentative de « récupération » : les syndicalistes communistes, les intellectuels communistes n'eurent pas accès aux réunions du Movimento Studentesco. Les communistes ne désarmèrent pas. Ils concentrèrent leurs efforts sur Rome, et, en faisant pression sur quelques « tarés » à cheveux longs et au cerveau bien bourré de L.S.D., ils organisèrent des orgies « hippy ». Le 15 mars, à Pise, les étudiants refusèrent en revanche de laisser conduire leur manifestation par les rouges du P.C. La police est rendue furieuse et « mate » en profondeur jeunes filles et garçons. Mais, le 16 mars, les communistes seuls défendent les étudiants ; la presse conservatrice (*La Nazione, Il Messaggero, Il Tempo, Il Giornale d'Italia*) persiste à les appeler des « trublions » et des « bandits ». A Rome, le même jour, le M.S.I. commence sa « bataille ». Les députés Caradonna et Almirante ont fait arriver à Rome, de toute l'Italie, 300 travailleurs, en accord avec la police. Ceux-ci pénètrent à l'Université et ligotent les étudiants, tandis que les étudiants « fascistes » de la

« Caravella-FUAN » évacuent la Faculté de Droit, en cherchant à convaincre leurs camarades d'évacuer l'Université pour éviter l'affrontement : les députés du M.S.I. s'opposent à cette solution. Tandis que la « Caravella », aussi bien que « Primula » (du mouvement « Nuova Repubblica ») et « Il Ghibellino » (du mouvement « Ordine Nuovo ») déclarent leur scission, les travailleurs du M.S.I. cherchent à affronter les étudiants. Ceux-ci sont battus. La police intervient alors. L'Université peut reprendre son fonctionnement normal.

Le M.S.I. prononça l'exclusion du responsable de la « Caravella » à Rome, M. Perri, qui créa une « Caravella » autonome et persiste à chercher un accord avec les éléments « chinois » et modérés du *Mouvement Etudiant*. Le 27 avril se produisit une autre manifestation à Rome, tandis que les Universités d'Italie étaient à nouveau occupées, par le *Mouvement Etudiant* ou les « fascistes » (car l'attitude de « Caravella », d'après les collaborateurs de *l'Orologio*, qui, seuls, ont fait connaître la vérité, a été suivie par d'autres groupes nationalistes à travers le pays), ou par les simples étudiants. La réaction de la police fut très violente. Le Régime ne voulait pas de troubles en temps d'élections. Les étudiants furent battus comme plâtre. Ils se défendirent et il y eut un certain nombre de blessés. Les communistes exploitèrent cette violence par une campagne du sénateur Ferruccio Parri, directeur de la revue *Astrolabio*. il accusa la police d'avoir torturé un étudiant. C'était faux naturellement mais les rouges se servirent de cette situation et proposèrent une « manifestation commune » entre étudiants et travailleurs pour le 1^{er} mai. Je ne sais pas quelle a été l'attitude des nationalistes. Toutefois, les étudiants ne participèrent à la manifestation organisée par les communistes que pour huer les orateurs.

Quelques jours plus tard autre incident significatif : M. Feltrinelli est attaqué par les étudiants. M. Feltrinelli, éditeur d'extrême-gauche, est ami de Castro, est « chinois » lui-même (avec plusieurs milliards de lires).

Les étudiants, donc, semblent refuser, pour le moins à Rome, la « récupération » par le P.C. Tout cela peut signifier qu'une attitude différente des nationalistes en-

vers les problèmes de la jeunesse, une attitude plus « compréhensive » pourrait être déterminante.

Nous ne savons pas où ira le *Mouvement Etudiant* italien. Au moment où nous écrivons, tout est calme.

Toutefois, nous pouvons tirer de ces événements une leçon pour l'action politique de tous les groupes anticomunistes et antidémocratiques d'Italie. Il faut changer de registre. Il faut reprendre l'ancien esprit révolutionnaire : le moment est favorable : ces agitations auraient dû être « nos » manifestations. Les récentes élections générales en Italie ont démontré qu'il existe une part de la population (plus d'un million) qui refuse de se rallier au « système ». Il faut constituer un parti nouveau capable de canaliser cette protestation (qui se manifeste par le « bulletin blanc ») contre le système actuel, pour l'édification d'un ordre nouveau, pour la véritable indépendance de la Nation Européenne. Les groupes estudiantins du M.S.I. l'ont compris, le mouvement « Nuova Repubblica » l'a compris, « Ordine Nuovo » l'a compris. Il faut agir, avant que l'aile activiste des communistes ait réussi à retrouver son ancien esprit révolutionnaire.

Le vent tourne pour la démocratie, en Italie comme ailleurs. Il faut en profiter. Les récentes élections du 19 mai ont été une farce dépourvue de toute signification. Le véritable « showdown » n'est pas encore commencé.

AGOSTINO E. CARRINO.

L'Affaire du Biafra

La plupart des observateurs africanistes du monde ont aujourd'hui les yeux tournés vers le Nigéria où, depuis près d'un an, la guerre civile fait rage. Remettant à plus tard les réflexions d'ordre général que nous avons entreprises dans un précédent numéro, il nous a paru utile d'examiner ici ce qu'on pourrait appeler « l'affaire du Biafra » et, malgré des informations contradictoires et décousues, d'analyser la situation interne du Nigéria pour en tirer, à défaut d'une prise de position catégorique en faveur de l'un ou l'autre des protagonistes, de nouvelles leçons africaines.



Le Nigéria a pour principale particularité d'être, et de loin, le plus peuplé des Etats d'Afrique avec ses 55 millions d'habitants et l'un des plus denses, derrière le Rwanda et le Burundi, avec 60 habitants au km². Particularité d'autant plus imposante qu'en 1953 il n'avait encore que 30 millions d'habitants pour une densité de 39 habitants au km² et avec une superficie de 928.000 km² (1).

Que le 1/8^e de la population du Nigéria soit urbanisé constitue un autre fait remarquable, lié au visage démographique original de ce pays : 19 villes en effet y dépassent les 100.000 habitants, dont Ibadan (1,5 million, plus grande ville d'Afrique noire), Lagos (700.000), Kano

(300
ces
pro
miq
tine
Ce
rovi
aux
navi
bué,
qui

Ma
tout,
vrier
tre d
de pé
deux
En 1
millic
millic
qui a
place
et l'
produ
moye
Le
rel s'
occide
bon :
lions
gu.

(300.000), Kaduna (150.000), Enugu (140.000). Même si tous ces chiffres ont été « gonflés » pour les besoins de la propagande, comme le suggèrent certaines analyses économiques, ils n'en restent pas moins éloquents pour un continent qu'on s'accorde à estimer sous-peuplé.

Cette vaste région dispose enfin d'une infrastructure ferroviaire importante (3.000 kms de voie ferrée) qui s'ajoute aux 70.000 kms de route (en 1959) et aux 6.400 kms de voies navigables. Ces vastes réseaux de transports ont contribué, dans une large mesure, à la mise en valeur du pays qui se trouve être actuellement :

- 1^{er} exportateur mondial d'arachides (930.000 T. en 1965-66, dont les 2/3 sont exportés);
- 1^{er} producteur mondial de palmistes (51 % de la production mondiale en 1965);
- 2^e producteur mondial d'huile de palme (23,4 % du total en 1965);
- 2^e producteur mondial de cacao (25 % des exportations mondiales);
- 5^e producteur de caoutchouc, à égalité avec le Vietnam.

Mais le « miracle » nigérian s'explique aussi, et surtout, par sa prodigieuse richesse énergétique : le 17 février 1958 Sir Abubakar Tafawa Balewa, premier ministre de la Fédération, inaugurait la première exportation de pétrole nigérian qui représentait alors 9.000 T. En 1960, deux ans après, la production avait décuplé (861.000 T.). En 1963 elle était de 3,772 millions. En 1965 de 13,324 millions. En 1966 de 20,5 millions. On en prévoyait 35 millions en 1967 et 100 millions entre 1972 et 1975. Ce qui assure pour l'instant à la production nigériane la 3^e place d'Afrique après la Libye (72 millions de T. en 1966) et l'Algérie-Sahara (33 millions en 1966). Toute cette production est extraite des régions de l'est (80 %) et du moyen-ouest (20 %).

Le Nigéria possède en outre des réserves de gaz naturel s'élevant à 85 milliards de m³ et, seul pays d'Afrique occidentale et équatoriale, il produit également du charbon : 700.000 T. en 1965, avec des réserves de 359 millions de T, dont 114 millions pour la seule région d'Enugu.

Ce rapide aperçu des principales capacités économiques du Nigéria suffit à montrer quel est l'enjeu du problème. Mais il ne peut servir à expliquer l'actuelle guerre civile dont les racines sont beaucoup plus ancestrales et d'ordre moins économique que politique et tribal.

*
**

Cette puissance économique relativement formidable est en effet loin d'être monolithique. Elle est même au contraire assez nettement divisée en trois grandes régions : le nord, le sud-ouest et le sud-est.

Cette division provient pour une large part du peuplement du Nigéria constitué essentiellement par deux grandes invasions : celle des Yorubas et des Haoussas entre le VII^e et le XI^e siècle, celle plus tardive des Fulanis au XIV^e siècle. Toutes deux eurent à refouler dans l'est des populations antérieures : Ibos et Ijaws. Si l'origine des Ibos et des Yorubas est très controversée, on rattache par contre les Haoussas au grand rameau soudanais (ils peuplent également le sud du Niger). Quant aux Fulanis (les Peuhls et Foulbés d'Afrique francophone), on pense qu'ils sont issus d'un mélange de soudanais et de sémites et leur dispersion dans tout le continent africain les fait appeler les « Juifs de l'Afrique ». C'est sous l'impulsion des Fulanis que s'est maintenu jusqu'au XIX^e siècle l'empire Haoussa avant son éclatement en émirats pratiquement indépendants.

Aujourd'hui, le Nigéria est constitué par trois grands groupes ethniques : les Haoussas et Fulanis du nord (28 % de la population), les Yorubas du sud-ouest (16 %) et les Ibos et Ibibios du sud-est (20,5 %). Ces trois grands groupes constituent à eux seuls les 2/3 de la population nigérienne qui ne comprend pas moins de 250 tribus utilisant environ 300 langues ou dialectes.

A la diversité ethnique se superpose une diversité religieuse également tripartite puisque les 2/3 des habitants du nord sont musulmans, que les chrétiens (catholiques surtout chez les Ibos) prédominent dans le sud-est avec les animistes, et que animistes, chrétiens et musulmans se retrouvent à peu près à égalité dans le sud-ouest.

Inut
divisés
plus c
eux et
l'expa
nie :
établis
tion d
cession
Ces
tagoni
rance
toute
tion e
affaire
querel
succes
Ce t
des pa
mes p
entier
que se
— le
N.C.)
— l'
lowo,
— le
où s'il
Enco
sur les
le N.C
encore
du noi
tribale
Les
au Nig
dire d
autoch
à une
rent t
1945 la

Inutile de dire que ces trois grands groupes, eux-mêmes divisés en tribus, en clans et en villages — et d'ailleurs plus ou moins métissés —, ne peuvent pas se voir entre eux et que tous les prétextes sont bons pour dénoncer l'expansion et « l'impérialisme » de l'une ou l'autre ethnie : on dispute sur le pourcentage de Yorubas dans les établissements commerciaux, sur le degré de participation des Haoussas au gouvernement fédéral ou sur l'accession de tel Ibo à tel sous-secrétariat ministériel.

Ces querelles sont évidemment envenimées par les antagonismes religieux et les tempéraments : à l'exubérance naturelle des gens du sud répond l'intransigeance toute islamique des gens du nord, tandis que la corruption et la pratique généralisée du cousinage dans les affaires politiques achèvent de transformer tout conflit en querelle de famille où clans, tribus et ethnies apportent successivement leurs renforts.

Ce tripartisme ethnique se retrouve bien sûr au niveau des partis politiques qui eux-mêmes, au-delà de programmes plus ou moins différenciés, reposent presque tout entier sur des critères essentiellement tribaux. C'est ainsi que se constituèrent, après la guerre,

— le *National Council of Nigeria and Cameroon* (N.C.N.C.) des Ibos,

— l'*Action Group* des Yorubas fondé par Obafemi Awolowo,

— le *Northern People Congress* (N.P.C.) des Haoussas où s'illustra Sir Abubakar.

Encore faut-il ne pas s'illusionner sur ce tripartisme et sur les cohésions qu'il aurait pu engendrer : on sait que le N.C.N.C. — qui à la veille de l'indépendance défendait encore la thèse fédérale contre les velléités sécessionnistes du nord — ne regroupait pas moins de... 101 associations tribales.

Les Britanniques, qui se flattaient d'avoir mis au point au Nigéria la panacée coloniale de l'*indirect rule* (c'est-à-dire du contrôle colonial par l'intermédiaire des chefs autochtones, les *native authorities*, bornant la colonisation à une pure tutelle d'exploitation économique), entreprirent très tôt de décoloniser le pays et proposaient dès 1945 la Constitution Richards qui, prévue pour neuf ans,

dut céder la place en 1951 à la Constitution Macpherson.

Cette dernière instituait le principe de la représentation parlementaire assortie d'un système de suffrage indirect. Elle ne parvint pas cependant à fonctionner et les élections de 1953 donnèrent lieu, à Kano, aux premières émeutes entre Haoussas et Ibos. On dut la remplacer en 1954 par la Constitution Lyttleton qui instituait le régime fédéral (trois régions, les régions ethniques, avec Lagos pour district fédéral) et conduisait doucement à l'indépendance le 1^{er} octobre 1960.

Il y avait de quoi satisfaire la fierté britannique et les exigences de la conscience universelle. Comme l'écrit M. Laroche : « Le Nigéria est une création de l'Occident, plus *artificielle* même que d'autres. Sa complexité aurait pu être sa faiblesse, des forces centrifuges latentes auraient pu la faire éclater le jour où *l'abdication* volontaire de la Grande-Bretagne la laisserait seule en face de ses contradictions. C'est le grand mérite de l'Administration britannique et des leaders nigériens longtemps divisés d'avoir collaboré pour l'amener unie à l'Indépendance, pour en faire un grand Etat où est en train de naître une nation » (2). Un chroniqueur du *Monde* ajoute : « L'ancien territoire passait pour une réussite de la décolonisation, un modèle de démocratie sur le continent africain, un exemple de coexistence tribale » (3).

Las, cinquante ans à peine après sa création le 1^{er} janvier 1914 sous l'impulsion de Lord Lugard, le Nigéria allait sombrer, comme bien d'autres états africains, dans l'anarchie et la guerre civile.



C'est que *l'indirect rule*, fort utile pour diriger les populations du nord groupées en émirats constitués et les populations du sud-ouest relativement organisées dans des structures coutumières, ne convenait pas du tout à la population du sud-est caractérisée par une grande décentralisation politique, par une sorte d'anarchie tranquille où la cellule de base demeure la famille et où la femme — exemple rare en Afrique — est indépendante.

Il f
tration
qui de
britan
tes de
l'impô
tation
nier à

Les
se voy
par le
nécess
consti
avec 2
240 da
atteinc
énorm
densité

Com
chemin
nique
en 195
l'enseig
aux ch
école
modern
masse
portes

Quar
grade
ranceu
sées pa
sas et
cocasse

Cette
tifs ne
économi
se born
l'appari
charbon

Il fallut donc retourner, pour cette région, à l'administration classique, ce qui créait un nouveau particularisme qui devait donner naissance à un certain sentiment anti-britannique, lequel se traduisit en particulier par les émeutes de 1929 et de 1947 (motivées par un refus de payer l'impôt) et dont on retrouve un accent dans les manifestations antibritanniques qui se sont déroulées l'an dernier à Port-Harcourt et dans d'autres villes du Biafra.

Les Ibos, privés d'exutoire par l'administration directe, se voyaient en outre cantonnés sur un sol acide, lessivé par les pluies et épuisé par une culture « intensive » nécessitée par la forte concentration humaine. Le Biafra constitue en effet la région la plus peuplée du Nigéria avec 251 habitants du km² dans la province d'Owerri, 240 dans celle d'Annango, 160 dans celle d'Onitsha, pour atteindre parfois jusqu'à 400 habitants au km², chiffre énorme pour l'Afrique et qui représente *le triple* de la densité française moyenne.

Comme partout ailleurs, l'émigration allait prendre le chemin de l'instruction. Or, l'affairisme colonial britannique aidant, c'était les missions qui contrôlaient encore en 1955 99 % de l'enseignement primaire et 97 % de l'enseignement secondaire. Le système allait bénéficier aux chrétiens, tandis que le nord se contentait d'une école coranique bien incapable d'éduquer à des tâches modernes. Les Ibos acquirent donc les premiers et en masse l'instruction occidentale qui leur ouvrait toutes les portes de la fonction publique.

Quand on sait la puissance que confère le moindre grade administratif en Afrique, on ne s'étonnera pas des rancœurs des populations du nord à se voir ainsi colonisées par leurs « adversaires ». A tel point que les Haoussas et Fulanis accusèrent bien vite les Ibos — non sans cocasserie — d'être les « Juifs du Nigéria ».

Cette préséance des Ibos dans les rouages administratifs ne pouvait qu'être aggravée par la différenciation économique qui jouait également en leur faveur, le nord se bornant à demeurer agricole tandis que le sud voyait l'apparition, année après année, de nouveaux gisements de charbon, de pétrole, de gaz naturel, de fer, etc. En outre

le nord ne pouvait que s'inquiéter de voir ses débouchés vers la mer aux mains des Yorubas (ligne Kano-Lagos) et des Ibos (ligne Gombé-Port-Harcourt).

*
**

Des signes de malaise avaient éclaté dès 1962 et un complot Yoruba nécessitait l'état d'urgence au Nigéria occidental. En mars 1964 c'était au tour des Tivs (800.000 représentants) de se révolter, puis un mois plus tard des grèves ouvrières paralysaient le pays tandis qu'un complot d'inspiration Ibo était éventé : il avait suffi de cinq années seulement pour remettre en question l'entité créée en 1914 par Sir Lugard.

Les observateurs se tournèrent alors vers la plus grande force cohérente du Nigéria qui, comme dans toutes les républiques négro-africaines, est l'armée. Mais « très vite il apparut qu'elle aussi était rongée de l'intérieur par le cancer du tribalisme » (4) : les clivages ethniques subsistaient malgré la hiérarchie.

Or Kaduna, siège de l'académie militaire nigériane, se trouvait directement sous le contrôle Haoussa de Kano, par sa situation géographique même ; et le sardauna de Sokoto, chef politique et religieux des Haoussas et Fulanis ne se priva pas — jusqu'à son assassinat — de « noyauter » les cadres supérieurs de l'armée et de manipuler ainsi directement un certain nombre d'officiers.

Les élections régionales d'octobre 1965 avaient déclenché une véritable guerre civile dans le Nigéria occidental. Le 14 janvier 1966 le sardauna, dans une réunion à Kaduna, décidait l'intervention du 4^e bataillon contre la rébellion. Le 15 janvier le colonel Largema, commandant du bataillon, était assassiné et l'opération « Damissa » conduisait au pouvoir le général Ironsi. Il avait suffi de 32 officiers et de 80 soldats pour réaliser un putsch qui donnait les rênes à la tendance Ibo.

Les choses se compliquèrent lorsqu'une trentaine d'officiers Haoussas mirent au pouvoir le général Gowon en juillet 1966. A la quinzaine de victimes du putsch de janvier (les personnalités politiques et militaires devaient être « enlevées » mais furent en fin de compte sauve-

ment assassinées) répondit le massacre, dans leur sommeil, de 43 officiers et de 171 sous-officiers ou soldats Ibo.

En septembre et octobre de la même année les Haoussas devaient se venger plus sévèrement encore en massacrant quelques 35.000 Ibos avec l'aide des troupes. Il y avait à Kano en septembre 1966 près de 120.000 Ibos : il n'en reste aucun aujourd'hui. C'est dire l'ampleur du massacre. Les Ibos ne restèrent d'ailleurs pas en reste et s'empressèrent de faire violence aux quelques représentants Haoussas demeurant dans le sud-est dès leur retour d'armement. Dans les 42 aérodromes du nord les techniciens Ibo furent remplacés par 70 conseillers de l'Allemagne de l'ouest, puis par 113 techniciens russes qui dans la mère patrie. Quand on sait enfin que plusieurs milliers d'Ibos ont été assassinés lors de la reprise de Bénin par les troupes fédérales l'an dernier, on conviendra volontiers que le génocide est désormais entré dans les mœurs nigérianes, renouant ainsi avec de séculaires traditions africaines.

Le refus du gouverneur de la province orientale, le lieutenant-colonel Ojukwu, de reconnaître la validité du putsch de juillet et l'assassinat de son frère de race le général Ironsi, joint aux pogroms organisés dans le nord du pays, allaient creuser rapidement le fossé. Des deux côtés du Niger les parties approvisionnèrent leurs stocks apportaient avec eux une vingtaine de Migs 17 soviétiques.

Dans l'est les Ibos détenaient le tiers du matériel roulant des chemins de fer nigériens tandis que Lagos renonçait à régler sa dette de 10 millions de livres sterling à la province orientale, ce qui conduisit Enugu à supprimer le versement de ses revenus à la caisse fédérale. Parallèlement, tandis que le major Gowon acceptait les 33,6 millions de livres que lui prêtaient les pays communistes, de nombreux meetings populaires à Enugu, à Aba et ailleurs réclamaient l'indépendance.

Le 28 mai le général Gowon proposait un nouveau découpage de la Fédération nigérienne en 12 provinces, découpage dont le principal mérite aurait été de fractionner la région orientale en trois provinces distinctes.

Le 30 mai 1967 la province orientale faisait officiellement sécession en se constituant en « République démocratique de Biafra ».



Comme l'écrivait l'éditorialiste du *Monde*, « la comparaison avec le Katanga s'imposerait si le facteur tribal ne jouait pas davantage à propos du Nigéria et surtout si l'intérêt de la Grande-Bretagne n'était pas que l'éclatement de la Fédération puisse être empêché » (3).

Le fantôme du Katanga plane en effet sur toute cette affaire et la comparaison n'a pas fini d'être reprise. D'autant qu'en 1961-1962 le général Gowon comme le lieutenant-colonel Ojukwu ont servi dans les forces nigérianes de l'O.N.U. au Congo et que celles-ci, sans acquérir la notoriété des sinistres Gurkhas, s'illustrèrent assez bien dans la réduction de la sécession katangaise.

Mais les intérêts britanniques ont été suffisamment puissants pour faire pencher la balance. C'est que le Royaume-Uni reçoit 38 % des importations du Nigéria. En outre la sécession biafraise survenait au moment même où la crise du Moyen-Orient mettait l'approvisionnement pétrolier de la Grande-Bretagne en difficulté : or celle-ci dépend pour 6 % de sa consommation de la production biafraise et ces 6 % représentaient le volant dont disposait M. Wilson pour éviter la crise.

Les sociétés pétrolières, et d'abord la plus implantée, la Shell-B.P. britannique qui détient 50 % du capital de la *Petroleum Refining Co of Nigeria* et dont la capacité est de 20 millions de tonnes par an (provenant à 70 % de la région orientale), semblaient d'abord regarder la sécession d'un bon œil. Mais le monde des affaires est sans pitié et seul importe l'intérêt. Les revers militaires d'Ojukwu firent rapidement basculer les compagnies pétrolières anglo-saxonnes dans le camp fédéral.

Quant à M. Wilson, il lui était difficile de contester la formule fédérale « inventée » par les colonisateurs de Sa Majesté. Mais il avait surtout besoin que le Nigéria demeure tranquille. Aussi l'attitude britannique, qui se limita d'abord à une stricte neutralité (neutralité militaire

s'ent
répul
pour
samm
rales

Par
orien
muni
nel C
fourn
l'occa
riches
que c
aux p

On
choisi
ment
tation
aurai
la fav
et au
cheve
et son
paraît

Les
faciler
quand
ces de
que ce
leurs
phone
plusiet
économi

Quar
ingéren
des év
tude d
financi
de pre
Nigeria
Rotschi

s'entend, car le Royaume-Uni refusa de reconnaître la république biafraise, ce qui était montrer ses préférences pour Lagos), passait dès août 1967 à une neutralité puissamment active et nul n'ignore plus que les armes fédérales proviennent de Londres par avions entiers.

Paradoxalement, tandis qu'on accuse le Biafra d'une orientation résolument « progressiste », aucun pays communiste n'a encore apporté son appui au lieutenant-colonel Ojukwu. Bien au contraire, l'U.R.S.S. a entrepris de fournir Lagos en matériel et en techniciens. C'est que l'occasion lui permettait de s'introduire dans un des plus riches (ou des moins pauvres) pays négro-africains, alors que ce pays, jusqu'à cette date, avait préféré s'adresser aux pays occidentaux pour ses demandes de subsides.

On a supposé également (5) que l'Union soviétique a choisi de soutenir le camp fédéral pour éviter l'éclatement de la Fédération et sa transformation en foyer d'agitation permanente sur les « marches » duquel les Chinois auraient pu implanter des maquis comme ils l'ont fait, à la faveur de la crise congolaise, en Tanzanie, au Burundi et au Congo-Brazza. La thèse nous paraît tirée par les cheveux. Par contre la pénétration soviétique au Nigéria, et son utilité dans la stratégie communiste mondiale, nous paraît plus évidente et se justifie d'elle-même.

Les autres attitudes diplomatiques s'expliquent plus facilement : le soutien de la R.A.U. à Lagos est logique quand on sait que le major Gowon est aux mains des forces de Kaduna (lui-même étant originaire du nord) et que ces forces sont musulmanes. On comprend par ailleurs l'attentisme favorable à Lagos de l'Afrique francophone compte tenu du fait que le Nigéria constitue pour plusieurs états, dont le Niger et le Tchad, le débouché économique indispensable vers l'Océan.

Quant à la France, qui se vante bien haut de sa « non-ingérence », et se fait gloire d'une attitude identique lors des événements du Congo belge, elle est liée par l'attitude de l'Afrique francophone. Cela dit, certains milieux financiers et pétroliers n'auraient pas été mécontents de prendre au Biafra la place de la Shell-BP ou de la *Nigerian Coal Corporation*, et il est avéré que la Banque Rotschild a eu quelques tentations.

Il semble cependant que ces milieux aient renoncé à soutenir le Biafra du moment que celui-ci se dirigeait vers l'échec. On sait, en outre, que la plupart des mercenaires biafrais (dont un certain nombre de Français) ont rendu leur tablier faute d'avoir reçu en temps utile leur chèque mensuel, tandis que les mercenaires de la R.A.U. et d'Afrique du sud employés par Lagos poursuivent le combat.



Il est sans doute encore trop tôt pour tenter d'évaluer le bilan de cette guerre civile qui fait rage depuis pratiquement un an et demi. On estimait cependant, en décembre dernier, à 100.000 le nombre des morts et blessés graves en 6 mois de conflit militaire et à plus de 100 millions de livres le manque à gagner et les pertes en résultant pour la Fédération nigériane, tandis que Lagos engloutissait 60 millions de livres en achats d'armes et le Biafra 20 millions.

Au dire du major Gowon, il ne s'agissait pourtant que d'une simple « opération de police » destinée à remettre un peu d'ordre, et cela ne devait pas occuper plus de quelques semaines. En janvier dernier, après sept mois de guerre civile, il annonçait cette fois qu'il se donnait jusqu'au 31 mars pour régler le sort de cette sécession.

En attendant, les opérations se poursuivent, incertaines, faites de prises et de reprises, d'avances et de replis dont l'ensemble se solde par une lente régression de la défense biafraise mais qui n'a pas encore réussi à juguler définitivement la sécession.

Lagos disposait cependant d'un atout majeur en la personne du chef Yoruba Awolowo, de tendance d'ailleurs progressiste, qui, après avoir penché vers Enugu, a définitivement rejoint le camp fédéral. Cette hésitation avait permis aux forces biafraises de s'emparer de Bénin : ce fut pratiquement la seule incursion d'envergure réalisée par la province orientale qui, depuis, doit se limiter à une défense pied à pied.

La prise de Nsukka (ville universitaire créée par les Américains), de Calabar, d'Onitsha, d'Enugu ont grignoté

peu
qui s
supé
tons
pron
ne s
Il
théât
comr
Murt
d'éta
le co
comm
de K
Est
moin
Ibos

Cor
kwu
gérier
bilités
ble en
cités
dans
M.
ment
l'ense
tal ri
dérab
jeter
des R
Rier
mais
républ
sence
tous l
dans
ethnie

peu à peu le territoire de l'éphémère république biafraise qui succombe tout à la fois sous une puissance militaire supérieure et sous l'unanimité internationale. Nous doutons cependant que le major Gowon puisse tenir ses promesses de janvier et les derniers foyers de rébellion ne sont pas encore éteints...

Il est hors de doute qu'il y parviendra, sauf coup de théâtre ou pourrissement politique. D'autant que le commandant de la 1^{re} division fédérale est le colonel Murtala Mohammed, un des principaux acteurs du coup d'état de juillet 1966, et que celui de la 2^e division est le colonel Shuwa, celui-là même qui en octobre 1966 commandait le 5^e bataillon responsable des massacres de Kano (6)...

Est-ce à dire que la Fédération reverra le jour ? C'est moins sûr... On peut déjà prévoir, au mieux, que les Ibos choisiront l'exode.



Comme le déclarait un jour le lieutenant-colonel Ojukwu : « L'anéantissement brutal et prévu d'officiers nigériens de l'est... a jeté des doutes sérieux sur les possibilités pour les populations du Nigéria de vivre ensemble en tant que membres du même pays après ces atrocités » (7). Peu après il entraîna la province orientale dans la sécession.

M. Decraene écrivait de son côté après le déclenchement des hostilités : « Comme la crise congolaise ébranla l'ensemble du continent, la sécession du Nigéria oriental risque, à son tour, d'avoir des répercussions considérables à travers toute l'Afrique et de contribuer à jeter à nouveau la suspicion générale sur l'ensemble des Républiques négro-africaines » (8).

Rien n'est plus exact, à supposer que nous ayons jamais eu la moindre confiance dans les capacités des républiques nègres à se gouverner elles-mêmes. La présence britannique au Nigéria avait permis, nonobstant tous les désagréments du « colonialisme », de maintenir dans cette région d'Afrique une paix imposée dont les ethnies rivales s'étaient fort bien trouvées.

La démission britannique, et de manière générale européenne, a eu pour seul effet, là comme ailleurs, de livrer à elles-mêmes des populations non policées : le pays où fleurit naguère cette « civilisation » du Bénin que certains employés de l'UNESCO osent comparer à la civilisation gréco-romaine vient de basculer, après bien d'autres, dans l'anarchie. Il ne semble pas qu'il puisse s'en remettre sans un apport extérieur.

L'Occidental avait pu, en tant que puissante occupante, passer outre au tribalisme : l'organisation européenne interdisait aux conflits ethniques de dégénérer en génocides. Le départ, la démission occidentale a libéré dans tout le continent la seule force politique réelle que connaissent les civilisations noires : le tribalisme (9), précisément.

Tant que les ethnies n'auront pas réussi à se redistribuer un continent dépecé à la règle et au compas par l'Occident, Katanga et Biafra se succéderont sur toute l'étendue de l'Afrique. Le conflit entre structures traditionnelles et constitutions politiques inspirées des principes de 1789, le conflit entre nationalisme et universalisme est ouvert en Afrique noire depuis 1945.

Il ne se résoudra que de deux manières : ou bien les génocides et les guerres « civiles » permettront à chaque ethnie de retrouver son indépendance originelle, mais les convulsions ethniques de l'Afrique n'ont jamais cessé d'exister et en constituent toute l'histoire ; ou bien une puissance extérieure, chinoise, arabe, indienne ou blanche, viendra imposer par la force une paix qui n'est jamais apparue en Afrique que de cette manière.

Les tentatives du Biafra pour acquérir son indépendance nous conduisent directement à poser la question : faut-il recoloniser l'Afrique ?

C'est dire qu'elles viennent s'ajouter au passif, déjà si lourd, de la décolonisation.

François d'ERCE.

(1) L'ensemble de ces données statistiques nous est fourni essentiellement par le *Bull. de l'Afrique noire* dont le numéro spécial du 15 mars 1967 (n° 455) brosse un bilan assez complet de l'économie nigériane pour l'année 1966.

(2)
C'est
(3)
(4)
Etats
pp. 3
(5)
1967,
(6)
p. 16.
(7)
Paris,
(8)
(9)
numér
mons,
vie af

P.S.
situati
toujou
memer
mener
fait pl
monde
Boigny
Pa
tant p
le Gab
de l'op
Il se

Ce qu
produit
paigne c
comme

(2) Hervé LAROCHE, *La Nigéria*, Paris, PUF, 1962, 128 p. C'est nous qui soulignons.

(3) *Le Monde*, 30 mai 1967, p. 1, col. 1.

(4) Ernest MILCENT, Tribalisme et vie politique dans les Etats de Bénin, in *Le Mois en Afrique*, juin 1967, n° 18, pp. 37-53.

(5) Philippe DECRAENE, in *Le Mois en Afrique*, septembre 1967, n° 21.

(6) Détail précisé par *Le Monde diplomatique*, mars 1968, p. 16.

(7) Cité par SAINT-PAULIEN, *La contre-révolution africaine*, Paris, Ed. France-Empire, 1967, p. 45.

(8) In *Le Mois en Afrique*, juin 1967, n° 18.

(9) Auquel le *Mois en Afrique* a jugé utile de consacrer son numéro de juin 1967 pour conclure que, comme nous l'affirmons, le tribalisme est une force politique essentielle dans la vie africaine.

P.S. — Depuis la rédaction de cette étude (février), la situation a quelque peu évolué. Certes, la guerre se poursuit toujours à grand renfort de cargaisons britanniques d'armement. Mais le major Gowon s'est révélé incapable de mener à bien son « opération de police ». La guerre a déjà fait plus de 200.000 morts : « Il meurt au Biafra plus de monde par le fer et par la faim qu'au Vietnam » (Houphouët-Boigny, conférence du 9-5-68).

Parallèlement, le Biafra a réussi à se faire reconnaître tant par la Tanzanie (d'orientation « chinoise ») que par le Gabon (d'orientation « libérale »). Indice d'un « dégel » de l'opinion internationale ?

Il serait temps que cesse le génocide !

F. B.

La Crise Nigériane

Ce que nous avons déjà dit à propos d'Israël se reproduit dans le cas du Biafra. Là aussi, une intense campagne de presse entend faire passer l'état sécessionniste comme l'expression d'une ethnie luttant pour sa survie.

Ce n'est pas pour rien que les journaux sionistes défendent avec un tel acharnement le Biafra, et qu'Israël soutienne en coulisse le groupe d'Ojukwu.

Quelques rectifications s'imposent donc au tableau d'un Biafra luttant héroïquement contre l'agression nigeriane.

Il est tout d'abord à noter que le processus de violence a été déclenché par les Ibos. Le 15 janvier 1966, une poignée d'officiers Ibos, de tendance ultra-gauchiste, ont sauvagement assassiné les dirigeants pro-occidentaux du Nigeria. La mort de Sir Tafewa Balewa, de Bello et de Akintola a été l'engrenage de la tragédie nigeriane.

Historiquement, la responsabilité en incombe aux extrémistes ibos, et à eux seuls.

Lorsque les Ibos eussent accaparé le pouvoir central, grâce à la dictature du général Agnyi Ironsi, lui-même Ibo, ils se montrèrent décidés à ne pas céder une parcelle de ce pouvoir. Dans ce but, ils maintinrent en prison les chefs yoroubas de l'Action Group et colonisèrent la Fédération. Les Ibos se montraient alors de fanatiques défenseurs de la notion « Un seul Nigeria ». Leur défense de l'Unité alla jusqu'à la suppression des provinces et la création d'un état unitaire, par un décret d'Ironsi le 24 mai 1966.

Face à cette colonisation ibo, les autres ethnies ne pouvaient répondre que par des mesures de force.

Les assassinats d'officiers nordistes et yoroubas en janvier avaient clairement averti les survivants que les Ibos entendaient se débarrasser d'eux. Aussi les officiers non-ibos se mirent-ils d'accord, et, par le coup d'état du 29 juillet 1966, ils prévinrent l'action prévue du groupe extrémiste d'Ojukwu.

Les pénibles incidents du 29 septembre 1966, où des milliers d'Ibos furent victimes d'émeutes raciales, furent dus aux tentatives d'Ojukwu pour créer, *antérieurement à ces morts*, un pouvoir autonome dans la région est. Les Ibos avaient déjà entrepris d'expulser les membres des autres tribus vivant dans la région Est et de massacrer les Haoussas, spécialement à Port-Harcourt. *L'annonce de ces massacres déclencha les pogromes Haoussas contre les Ibos.*

Le l
s'effor
demen

Penc
massiv
sion. l
popula
posséd
rité d
régime
état d

Pour
ment
avec l'
velle r
douze

Reje
quand
sionnis
dépend
guerre

Les p
qu'il en
par Oj
permit,
l'état c
Nordist
Biafra
postes
du pay
rent le
que le
sous sa

Deva
rallia a
riane r

Depu
les déf
çaise, e

Le lieutenant-colonel Gowon, nouveau chef de l'état s'efforça de faire cesser les massacres et y parvint rapidement.

Pendant ce temps, Ojukwa organisait une émigration massive des Ibos vers la région est et préparait la sécession. Mais son pouvoir était battu en brèche par les populations non-ibos de cette région. Ces populations possédaient les terres où était exploité la grande majorité du pétrole nigerian. Par des mesures de force, le régime Ojukwu entreprit de les intégrer dans le futur état du Biafra.

Pour essayer d'empêcher la guerre civile, le gouvernement fédéral du lieutenant-colonel Gowon, en accord avec l'immense majorité des ethnies, organisa une nouvelle répartition politique du Nigeria, par la création de douze états en mai 1967.

Rejetant tout accord, la clique d'Ojukwu, hier unitariste quand elle pensait dominer le Nigeria, et devenue sécessionniste devant l'échec de juillet 66, proclama alors l'indépendance du « Biafra », déclenchant par ce geste la guerre civile.

Les premières opérations militaires allaient montrer ce qu'il en était de la soi-disant « défense du peuple ibo » par Ojukwu. La trahison de certains officiers fédéraux permit, au mois d'août, aux forces biafraises d'occuper l'état du Centre-Ouest (Bénin). Loin de « libérer des Nordistes le Bénin », comme le proclamait « La Voix du Biafra », les hommes d'Ojukwu s'emparèrent de tous les postes de commande et réalisèrent une annexion de fait du pays. Ils se livrèrent à de sanglants pogromes et remirent le pouvoir à leurs frères Ibos. Il était dès lors clair que le « Biafra » entendait réunifier le Nigeria, *mais sous sa direction.*

Devant une telle menace, tout le peuple yorouba se rallia au gouvernement fédéral, tandis que l'armée nigériane repoussait les envahisseurs biafrais.

Depuis lors, l'armée rebelle n'a cessé de collectionner les défaites et, malgré les déclarations de la Radio française, elle est en complète désintégration.

Après ces quelques rectifications, il importe de saisir l'importance de la sécession d'Ojukwu. Si cette sécession réussit, elle incitera tous les groupes minoritaires d'Afrique à se soulever. Une épouvantable anarchie suivra logiquement l'éclatement de tous les états africains. On peut être certain que les seuls profiteurs d'une si sanglante anarchie ne pourront être que les traditionnels pêcheurs en eau trouble chinois (dont certains combattent comme mercenaires dans l'armée d'Ojukwu). L'intérêt bien compris de l'Occident passe par le maintien du statu-quo territorial en Afrique, seul gage de paix pour le continent noir. C'est pour cela que la victoire du gouvernement Gowon sera bénéfique, en permettant d'écarter les troubles chinois de l'Afrique. Comme l'a déclaré l'Association France-Nigeria (2, rue Monge, Paris-V^e) et comme je l'ai moi-même écrit dans un éditorial du mensuel « Un seul Nigeria » (même adresse) : « *il est du devoir de tous les vrais patriotes français de dénoncer l'activité d'agents troubles dans leur action en faveur de la sécession biafraise* ». La cessation de toute aide au Biafra est nécessaire pour le maintien de rapports cordiaux entre la France et le Nigeria, rapports qui ne peuvent qu'être bénéfiques pour notre pays.

François DUPRAT.

BIBLIOGRAPHIE

- « The Struggle for One Nigeria », Lagos.
- « Towouds One Nigeria », n^{os} 1, 2, 3, Lagos.
- « Notes de base sur la crise nigeriane », Lagos.
- « La crise nigeriane 1967 », Lagos.
- « Un seul Nigeria, n^{os} 1 et 2 », Paris, 2, rue Monge, Paris-V^e.
- Dossier de l'Association France-Nigeria, 2, rue Monge, Paris-V^e.
- Collection des journaux nigerians :
Daily Sketch, New Nigerian.
- Choix d'articles du Monde et du Monde Diplomatique.

En
tifiq
souve
Il se
un tr
conce
d'équ
ges,
il ser
tière
faire.
der
insuff
s'agit
pose
des n
rappo
seign
donne
condu
Ava
tiquer
comb
en av
treint
leur
l'égar
lutior
de la

Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique

En France l'Education nationale et la Recherche scientifique sont des sujets à l'ordre du jour, dont il a été souvent question au cours des quinze dernières années. Il semble d'ailleurs que les pouvoirs publics aient fait un très gros effort en pareils domaines, tant en ce qui concerne les crédits de fonctionnement que les crédits d'équipement (constructions de facultés, lycées et collèges, création de postes nouveaux, etc., etc...). Cependant il semble que les réformes de structure en pareille matière demeure insuffisantes, et qu'il reste beaucoup à faire. Nous nous proposons donc dans l'immédiat d'aborder certains aspects de la question qui ont pu être insuffisamment étudiés, voire passés sous silence. Il s'agit de trouver une solution au problème — qui se pose avec de plus en plus d'acuité — du recrutement des maîtres de l'enseignement supérieur, et de définir les rapports qu'il conviendrait d'établir entre cet ordre d'enseignement et un C.N.R.S. digne de ce nom ; ensuite nous donnerons un bref aperçu de quelques problèmes secondaires.

Avant la 2^e guerre mondiale, le C.N.R.S. n'existait pratiquement pas ; c'était aux professeurs d'université qu'incombaient les fonctions de recherche scientifique. Ils en avaient d'ailleurs la possibilité, car ils n'étaient astreints qu'à des horaires peu chargés et n'exerçaient leur autorité et leurs responsabilités enseignantes qu'à l'égard d'un nombre limité d'étudiants. Cependant l'évolution de la société s'effectuant toujours dans le sens de la spécialisation, ou, si l'on veut, de la « division du

travail », pour employer une expression chère à Durkheim, les fonctions d'enseignement et les fonctions de recherche allaient se dissocier progressivement : le C.N.R.S., embryonnaire en 1938, allait se développer considérablement et se charger peu à peu de presque toutes les fonctions de recherche scientifique qui relevaient jadis de la compétence des professeurs de faculté. Ceux-ci, par contre, ont dû faire face à des tâches et à des servitudes croissantes, à tel point qu'un grand nombre d'entre eux n'ont plus le temps matériel de s'adonner à la recherche ; ils ne peuvent, décemment, se plaindre d'un tel état de choses, du fait qu'il existe maintenant un puissant organisme d'état prévu à cet effet (le C.N.R.S.) et qu'ils n'ont plus à se mêler de recherche. Cette dissociation est normale et tout à fait conforme à une certaine logique appliquée au domaine de la psychologie : la recherche scientifique requiert une attitude mentale d'*introversion*, seule capable d'originalité, ou si l'on veut de *création* dans le domaine de la pensée, alors que l'enseignement — même supérieur — exige de la part de celui qui le pratique de grandes facilités d'*assimilation* à l'égard de la science acquise, et aussi une remarquable promptitude de l'esprit, indispensable à la mise en œuvre de cette dialectique incessante entre le professeur et l'étudiant, seule base possible du véritable enseignement ; de telles qualités sont le propre de sujets *extravertis*. Il y a donc un certain antagonisme entre ces deux groupes d'aptitudes mentales : d'un côté, chez le chercheur, *l'introversion*, la profondeur, l'originalité, mais aussi la lenteur d'assimilation et de réaction, et de l'autre chez l'enseignant, *l'extraversion*, la facilité et la rapidité d'assimilation, la compréhension du point de vue d'autrui, mais aussi la superficialité. Il est extrêmement rare que ces deux groupes de caractères co-existent chez le même individu : Henri Poincaré était un brillant mathématicien certes, et même un génie, mais un professeur assez terne et un piètre orateur. On pourrait en dire autant de Pierre Curie, esprit très lent et très profond qui n'obtint sa licence ès-sciences qu'à l'âge de 27 ans, après un lent et pénible effort, mais réalisa par la suite de belles et fécondes découvertes. Ces deux hommes étaient fortement introver-

tis, et
seme
que

Cet
tonon
instit
insuffi
cherce
des s
vant
l'auto
rivali
gnant
tants
reche
rat. I
moins
de se
dans
pas t
partir
après
pendr
titut

L'in
sont
biose
supér
tion
des c
lisées
nover
— de
conqu
unive
mesu
préfé
cienn

Lor
pou
reche

tis, et ils ne furent pas les seuls dans ce cas. Malheureusement pour eux, le C.N.R.S. n'existait pas à cette époque

Cette évolution des organismes de recherche vers l'autonomie n'est pas encore achevée. Il existe bien quelques instituts autonomes du C.N.R.S., mais ils sont en nombre insuffisant et ne peuvent recevoir qu'une faible partie des chercheurs... Les autres sont hébergés dans des facultés des sciences, autrement dit dans des laboratoires relevant de l'enseignement supérieur et sont donc soumis à l'autorité des professeurs d'université. Des tensions, des rivalités prennent quelquefois naissance entre enseignants et chercheurs, car, comme chacun sait, les assistants et maîtres-assistants font tout de même un peu de recherche notamment en préparant leur thèse de doctorat. Il en résulte une sorte de rivalité scientifique, du moins à un certain niveau, entre éléments susceptibles de se jalouser mutuellement. De ce fait, leurs contacts, dans le cadre d'une faculté des sciences, n'est peut-être pas tellement à souhaiter. Sans doute serait-il bon qu'à partir du grade de « Chargé de recherches » (c'est-à-dire après avoir soutenu sa thèse) un chercheur cessât de dépendre de l'enseignement supérieur et fût affecté à un institut autonome du C.N.R.S.

L'instabilité professionnelle des agents du C.N.R.S., qui sont des contractuels et non des fonctionnaires, la symbiose assez poussée de cet organisme avec l'enseignement supérieur apportent justement la preuve que cette évolution n'est pas terminée. Les promotions et nominations des chercheurs sont décidées par des commissions spécialisées qui se réunissent deux fois par an (en juin et en novembre) et dont les membres sont — pour la plupart — des professeurs d'université. Pour que le C.N.R.S. pût conquérir son autonomie, il serait souhaitable que ces universitaires fussent progressivement remplacés, dans la mesure des possibilités, par des agents du C.N.R.S., de préférence d'un grade élevé et ayant suffisamment d'ancienneté en tant que chercheurs.

Lorsque cette dissociation sera un fait accompli, on pourra espérer que la France disposera d'un corps de recherche scientifique complètement autonome, compor-

tant des agents titulaires — autrement dit des fonctionnaires — au moins à partir d'un certain grade (celui de Chargé ou de Maître de recherches). La première nation scientifique du Monde a achevé cette dissociation progressive : l'Académie des sciences d'U.R.S.S. est complètement indépendante des universités. Il est probable cependant qu'il doit exister entre ces deux organismes un puissant organe de liaison car l'enseignement supérieur se doit d'être toujours au courant des travaux scientifiques les plus récents.

En France même les chercheurs les plus doués, attirés par la stabilité et par de hauts traitements, finissent tous par passer dans l'enseignement supérieur. Il s'attache d'ailleurs, dans ce pays, au titre de professeur, un prestige bien plus grand qu'à celui de Chercheur ; on se demande bien pourquoi ! Ce n'est pas le cas aux U.S.A., disons-le en passant.

Il s'agit là certes d'une forme de « pantouflage », chère aux anciens élèves de certaines grandes écoles. Il faut considérer en effet que, la mentalité française est éprise de sécurité. En France, l'intellectuel à la mentalité d'un mandarin chinois. La conception américaine du professeur d'université contractuel — et non fonctionnaire ! — est absolument impensable au pays de Voltaire, alors qu'elle est en vigueur outre-Atlantique sur la plus large échelle possible. Le C.N.R.S. se rapproche, par le régime de ses promotions, et son statut, de l'enseignement supérieur américain, et c'est la raison pour laquelle très peu d'agents envisagent d'y faire carrière complète.

Pour le moment, le C.N.R.S. n'a pas encore conquis ses lettres de noblesse. A part quelques réalisations comme celle du microscope électronique, il lui reste encore à affirmer sa suprématie scientifique par rapport à l'enseignement supérieur. Or jusqu'à présent les distinctions vont surtout à des universitaires chevronnés (nous pensons aux prix de l'Académie des sciences, et même aux prix Nobel) (1).

(1) Dans les tout derniers palmarès de l'Académie des Sciences, nous remarquons cependant une proportion croissante de chercheurs C.N.R.S. parmi les lauréats.

Cela est dû au fait que les chercheurs les plus doués entrent dans l'enseignement supérieur sans chercher à faire carrière au C.N.R.S. (ce corps n'a vraiment commencé à se développer que depuis vingt ans), et cela est dû aussi probablement au favoritisme dont pourraient bénéficier les universitaires, les académiciens appartenant presque tous (ou plutôt ayant appartenu) à l'enseignement supérieur.

Cependant que l'on modifie les structures du C.N.R.S. dans le sens de la stabilisation de manière à permettre aux chercheurs de faire une carrière normale, et l'on verra alors des modifications importantes dans les résultats obtenus ! L'académie des sciences d'U.R.S.S. — son homologue russe — est en train de justifier par des succès scientifiques spectaculaires sa raison d'être. Il est certes possible à un chercheur de faire carrière complète, jusqu'à la retraite, dans un organisme de recherche comme le C.N.R.S., l'I.N.R.A., l'I.N.S.E.R.M., etc... sans avoir à passer dans l'enseignement supérieur après la quarantaine. On sait que l'ingéniosité, le pouvoir d'abstraction, etc... en un mot les capacités créatrices, diminuent plutôt avec l'âge, mais un chercheur de valeur qui semble lassé de présenter des résultats de son propre cru, peut parfaitement diriger une équipe de jeunes chercheurs et les faire profiter de son expérience, de son jugement. Il importe en tout cas, de leur présenter une garantie de carrière, car le Français a la hantise de l'insécurité.

En conclusion, l'évolution normale qui consiste dans la dissociation progressive des fonctions d'enseignement et des fonctions de recherche doit se poursuivre et elle doit entraîner comme conséquence la stabilisation de la carrière de chercheur.

Un second problème extrêmement important qui se pose à l'heure actuelle est celui du recrutement des maîtres dans l'enseignement supérieur.

Avant la guerre 1939-1945, les promotions des maîtres de conférences dans les facultés des lettres et les facultés des sciences ne posaient aucune difficulté essentielle : le nombre des titulaires du doctorat d'état était très faible et n'excédait guère le nombre des postes disponibles. A

cette époque d'ailleurs, le doctorat d'état était d'un niveau élevé, car le nombre des thèses en préparation étant faible, les grands patrons avaient le temps et par conséquent la possibilité de contrôler avec minutie les travaux de leurs « poulains » et même d'aider considérablement ces derniers. A notre époque, la situation est bien différente : l'abondance exceptionnelle du nombre de thèses de doctorat d'état en préparation ne permet guère aux différents professeurs chargés de la direction des recherches un contrôle très suivi. Ceux-ci, pour éviter d'être débordés de travail, encouragent même les étudiants à rédiger un mémoire assez court. Il suffit de penser que certains professeurs en Sorbonne ont jusqu'à 100 thèses par an à rédiger. Cependant en agissant ainsi, ces maîtres provoquent l'abaissement intrinsèque — et nous dirons même l'effondrement — du niveau du doctorat. Ajoutons que la cote sociale de ce diplôme a considérablement baissé depuis 30 ans, du fait que l'accroissement du nombre des thèses soutenues chaque année a eu pour effet de réduire considérablement les possibilités professionnelles et sociales des nouveaux docteurs. La dégradation de ce titre — jadis prestigieux — s'est donc effectuée sur deux plans différents.

Le résultat de cette prolifération extraordinaire des thèses soutenues est que, malgré l'augmentation considérables du nombre de postes dans l'enseignement supérieur, il est de plus en plus difficile à un Docteur ès-Sciences (ou ès-Lettres) d'accéder à une maîtrise de conférences. Pour l'inscription sur les listes d'aptitude à l'enseignement supérieur (liste « large » et liste « restreinte ») on est obligé d'opérer parmi les docteurs une sélection de plus en plus sévère. Cependant quels sont les critères utilisés pour une telle sélection ? Ils ne peuvent comprendre la *valeur scientifique* des travaux réalisés par les candidats, comme il serait logique que cela fût, car il est pratiquement impossible d'établir un classement, strictement conforme à la justice, des thèses présentées, du fait que, parmi celles-ci, il n'en existe pas deux traitant du même sujet. Au contraire, un classement équitable est possible pour l'agrégation qui consiste en un concours portant sur des épreuves *communes*. Il y a d'une part,

impossibilité d'établir un classement équitable au niveau de la recherche, et d'autre part, extrême facilité de classer chaque candidat selon son mérite au concours d'agrégation.

Le résultat de la situation actuelle est que le favoritisme, et souvent même le népotisme, sont pratiquement les seuls facteurs déterminants permettant l'accession aux fonctions de maître de conférences, sauf exceptions bien entendu. Nous pourrions citer le cas d'assistants qui n'ont obtenu que péniblement leur baccalauréat et leurs certificats de licence, mais qui, parce qu'ils sont les fils, petits-fils, neveux ou nièces de tel ou tel professeur d'université accéderont aisément au doctorat d'état et même, grâce à un appui « sérieux » (si on peut dire !) à une maîtrise de conférences. Pendant ce temps il exige des agrégés de l'enseignement secondaire qui ont énormément de difficultés pour accéder à un poste d'assistant ou de maître-assistant, et qui, la plupart du temps sont obligés de demeurer dans un lycée et sont astreints de ce fait à des tâches épuisantes et peu exaltantes. Il y a là une injustice flagrante !

Dans les conditions actuelles en effet, un Docteur d'état non-agrégé ne vaut pas un agrégé de l'enseignement secondaire non-docteur. Les statistiques prouvent que dans le département des sciences physiques, il y a trois fois plus de docteurs d'état que d'agrégés. Un physicien ou un chimiste préfère naturellement « attaquer » l'élaboration d'une thèse qui aboutit à des résultats certains, quand on y met le temps, plutôt que la préparation à l'agrégation, bien aléatoire. Il effectue ce choix, d'abord parce que c'est plus facile, et ensuite parce qu'il se berce de l'illusion qu'il pourra accéder plus tard à une maîtrise de conférences dans une faculté. Il y a quelques années, nous avons eu sous les yeux l'exemple d'un professeur agrégé de lycée (sciences naturelles) qui eut toutes les peines du monde à se faire admettre à la faculté des sciences comme maître-assistant, en dépit de ses remarquables aptitudes à l'enseignement. Il était mis en échec par des maîtres de conférences et des professeurs dont aucun n'était agrégé. Par la suite, après avoir soutenu une thèse brillante, il parvint tout de même, mais après main-

tes difficultés, à se faire nommer maître de conférences.

Précisons que dans les facultés des lettres ce genre d'anomalie n'existe pas. A de très rares exceptions près, les professeurs d'université, maîtres de conférences, maîtres-assistants et assistants sont des agrégés de l'enseignement secondaire qui ont passé — ou passeront — des thèses importantes, de telle sorte qu'on peut dire que dans les disciplines littéraires, contrairement à ce qui a lieu dans les sciences expérimentales, la hiérarchie : Enseignement supérieur/enseignement secondaire est respectée. On peut d'ailleurs faire des observations analogues pour le département des sciences mathématiques. Cependant il est certain que la création d'agrégations d'enseignement supérieur améliorerait la qualité du recrutement dans toutes les disciplines.

Il s'agirait en effet d'instituer des *agrégations d'enseignement supérieur* ou *agrégations de spécialité* tout à fait analogues à celles qui existent déjà en droit et en médecine. Ces concours seraient accessibles aux titulaires du doctorat d'état et bien entendu auraient lieu sur le plan national. Il faudrait également organiser — toujours sur le plan national — des concours d'assistant, dans les disciplines littéraires aussi bien que dans les disciplines scientifiques.

L'agrégation de médecine est un « leurre », pour la bonne raison que le favoritisme, l'esprit « chapelle » y jouent un rôle primordial. A une certaine époque, le favoritisme était même si important qu'il était possible de donner à l'avance les noms des lauréats, lorsqu'on connaissait les noms des membres du jury et ceux des candidats. En tout cas, il en était ainsi entre 1945 et 1950. Peut-être la situation s'est-elle améliorée depuis ?

Cependant, il ne faut pas jeter le manche après la cognée. Le principe du concours est bon. Il suffit de prendre des mesures pour que le favoritisme disparaisse, ou tout au moins diminue sensiblement d'importance.

Ces concours auraient pour effet de concourir à maintenir au C.N.R.S. des chercheurs réellement doués pour leurs fonctions propres et non pour l'enseignement.

Nous devons également noter ceci : avant-guerre il suffisait, pour être professeur de collège ou de lycée, de

possé
bre d
tions
des c
seigne
fut l'
se des
rieur.
institu
Scienc
tanat,
cours
lignes
ra fait
table
En
C.N.R.
difficu
classer
opérer
à la c
chotec
perme
les ap
Il y a
une p
d'Ulm
de leur
présent
au C.N.
d'entre
l'enseig
eût pas
lectuels
de la s
ment q
verte. L
tudes s
cheurs
que ne
milatio

posséder une licence d'enseignement. Cependant le nombre des licenciés s'est accru par la suite dans des proportions telles qu'on a dû instituer au cours des années 40 des concours pour le recrutement des professeurs d'enseignement secondaire et d'enseignement technique. Ce fut l'origine du CAPES et du CAPET. La même évolution se dessine actuellement au niveau de l'enseignement supérieur. Nous ne pouvons dire si le gouvernement actuel instituera pour les facultés des Lettres et les facultés des Sciences des concours d'agrégation et des concours d'assistantat, mais ce qui est à peu près sûr, c'est que ces concours seront créés tôt ou tard. Ils sont inscrits dans les lignes de force de l'évolution sociale actuelle. On ne pourra faire autrement pour procéder à un recrutement équitable des professeurs d'université.

En ce qui concerne le recrutement et l'avancement au C.N.R.S., on peut craindre malheureusement beaucoup de difficultés pour organiser un concours, ou méthode de classement équitable. Il est douteux qu'on puisse jamais opérer un classement des candidats selon leurs aptitudes à la création, à la découverte. Peut-être un jour la Psychotechnique parviendra-t-elle à réaliser des tests qui permettront d'établir des classements en fonction de telles aptitudes ! Nous n'en sommes pas encore là, hélas ! Il y a quelques années — probablement en 1960 — toute une promotion de normaliens scientifiques de la rue d'Ulm refusèrent systématiquement de prendre possession de leurs postes dans le second degré et affirmèrent leurs prétentions à faire de la recherche et à se faire intégrer au C.N.R.S., bien qu'ils eussent signé l'engagement, avant d'entrer à l'école, de servir pendant au moins 10 ans dans l'enseignement public. Il serait souhaitable qu'on ne leur eût pas donné satisfaction. Le fait que ces jeunes intellectuels soient brillants dans le domaine de l'assimilation de la science acquise ou de l'imitation, ne signifie nullement qu'ils aient des aptitudes à la création, à la découverte. Il est même probable que ces deux groupes d'aptitudes s'excluent chez la plupart des sujets. Les chercheurs scientifiques, plus aptes qu'eux à la création, quoique nettement moins brillants dans le domaine de l'assimilation se comporteraient en francs-tireurs ou iraient

offrir leurs talents à l'étranger. Il est bien connu que ces grandes écoles scientifiques que sont Polytechnique et l'E.N.S. de la rue d'Ulm ont pour effet de stériliser les capacités créatrices de leurs élèves. Les prix Nobel français ne se recrutent pas parmi les anciens élèves de ces écoles. Revenons au mode de recrutement actuel des maîtres de l'enseignement supérieur français, nous ne dirons jamais assez à quel point il est arbitraire et déplorable. Ajoutons ceci : il est monstrueux qu'un Docteur ès sciences d'état, qui a passé de nombreuses années à faire de la recherche sur un sujet extrêmement restreint en préparant sa thèse, soit jugé digne *ipso facto*, d'enseigner dans une faculté des sciences, une matière incomparablement plus étendue : faire de la recherche spécialisée sur un problème scientifique quelconque est une chose ; organiser des cours et enseigner une discipline en est une autre. Or il y a des docteurs qui ne connaissent de leur discipline que le sujet extrêmement restreint délimité par leur thèse et rien d'autre ; comment donc pourraient-ils décemment enseigner une discipline qu'ils ne connaissent pas ? (Il est vrai que J.-J. Rousseau apprenait la musique en donnant des leçons). Seule l'institution de concours adéquats peut faire disparaître de telles anomalies. Une telle création aurait des avantages énormes sur le développement du savoir et de l'épistémologie. En effet il est devenu un lieu commun d'avancer que le travail d'analyse et de spécialisation est prépondérant et même excessif à notre époque alors que l'effort de synthèse est très nettement insuffisant. Le résultat en est que la science moderne a un caractère disparate d'émiettement extrême sans qu'il y ait de liens solides entre les différentes branches du Savoir. Or les différentes branches peuvent se féconder mutuellement par un rapprochement incessant et aboutir à des résultats originaux. Il semble qu'au C.N.R.S. on ait compris le problème puisqu'on encourage les recherches interdisciplinaires. En fait, les différents essais qui ont été tentés en ce domaine jusqu'à présent, sont bien timides, pour ne pas dire inexistant. Les difficiles concours d'agrégation d'enseignement supérieur obligeraient les candidats à étudier de manière approfondie tous les travaux réalisés dans une même discipline au

cours
quer,
sur u
tes, la
ple ju
discip
rait u
tirait
trava
faible
voir la
ment
ne val
suite.
facile,
« dou
tiques,
science
extrêm
cherch
cherch
ce der
dition
certain
raliste
faire p
n'ignor
et d'un
ficile d
une exp
facile
tant de
pas ; ce
leur sp
Ainsi
pourrai
che, qu
tout au
non seu
d'intére
la mesu

cours des dernières années, à les *confronter*, à les *critiquer*, à les *hiérarchiser*, et à en faire la *synthèse*, au moins sur une modeste échelle. Pour beaucoup de candidats certes, la préparation au concours consisterait dans la simple juxtaposition des connaissances relevant d'une même discipline, mais pour les esprits les plus originaux, il y aurait un travail de confrontation et de fusion qui aboutirait à l'élaboration d'idées ou de théories nouvelles. Ce travail permettrait en outre d'éliminer les travaux de faible valeur ou suspects, car il ne faut pas avoir peur de voir la vérité en face : il y a, notamment dans le département des sciences naturelles, des travaux scientifiques qui ne valent à peu près rien, comme nous le verrons par la suite. Dans les sciences biologiques, le « bluff » est très facile, du fait que le travail expérimental n'est jamais « doublé » ou contrôlé par des développements mathématiques, comme c'est le cas dans le département des sciences physiques. L'expérimentation du biologiste est extrêmement longue, et, à moins que le directeur de recherches ou le patron ne soit constamment derrière le chercheur — ce qui n'est jamais le cas, précisons-le ! — ce dernier peut raconter à peu près ce qu'il veut, à condition bien entendu que ses résultats obéissent à une certaine logique ; ce qui est plus grave, c'est que le naturaliste est tenté d'agir ainsi pour se mettre en relief, pour faire parler de lui dans les milieux scientifiques, car nul n'ignore que la première qualité d'un travail scientifique et d'une thèse est, en premier lieu, *l'originalité*. Il est difficile d'atteindre l'originalité par une intuition hardie ou une expérimentation astucieuse et difficile ; il est bien plus facile de donner l'impression de l'atteindre en présentant des résultats fantaisistes. Beaucoup ne s'en privent pas ; certains ont même passé pour de grands maîtres en leur spécialité.

Ainsi les futurs maîtres de l'enseignement supérieur pourraient abandonner totalement leur travail de recherche, qui deviendrait l'apanage exclusif du C.N.R.S. ou de tout autre organisme de recherche. Ils se consacraient non seulement à leurs tâches enseignantes, mais aussi à d'intéressants travaux de critique et de synthèse, dans la mesure où ils en auraient la possibilité matérielle, bien

entendu (c'est-à-dire le temps). On sait ce qu'est la critique littéraire. Pourquoi donc la critique scientifique n'existerait-elle pas ? Elle permettrait de porter des jugements sur le *degré de certitude* des résultats scientifiques et aussi sur leur *portée*, sur leur *utilité*, puis de hiérarchiser ces résultats. La synthèse et la critique organisées et suscitées de manière scientifique mettraient un terme à la puissance de certaines féodalités pseudo-scientifiques et surtout à un regrettable état d'esprit qui sévit dans les milieux scientifiques français et qui consiste à se replier le plus possible dans « sa coquille » ; chaque spécialiste « se terre » dans sa spécialité et n'admet pas qu'un autre de ses collègues empiète sur ses plates-bandes, sur sa « chasse gardée ». Inutile de préciser que cette attitude mentale est accentuée, et pour cause, chez le chercheur fantaisiste (ou le « fumiste »). Lorsqu'un futur enseignant entreprend la synthèse ou la critique d'un ensemble de travaux relevant d'une même discipline, il ne peut certes démasquer le « bluff » à sa source, puisqu'il ne participe pas au stade expérimental, mais il peut confronter, tout comme le ferait un bon policier, un ensemble de travaux. Les travaux ou résultats suspects se remarquent tout de suite par leur singularité, alors que les travaux sérieux présentent une certaine logique, une certaine harmonie, et s'insèrent dans un vaste ensemble qui permet la synthèse et l'obtention de résultats intéressants. Les travaux fantaisistes n'apportent rien dans le cadre de cette synthèse et c'est justement cela qui permet de les démasquer.

Une telle répartition des tâches entre l'enseignement supérieur et le C.N.R.S. permettrait de réaliser la *complémentarité* de ces deux organismes et non leur *rivalité*, comme ce fut le cas jusqu'à maintenant. Il serait souhaitable que les maîtres de l'enseignement supérieur eussent le temps de s'adonner à la critique et à la synthèse. Pour le travail de critique, relativement facile, semble-t-il, il ne semble pas qu'il y ait de difficultés ; c'est aux professeurs d'université qu'il incombe. Le travail de synthèse, plus approfondi, plus exigeant, demanderait davantage de temps et de liberté d'esprit, dont disposent, dans une plus ample mesure, les agents du C.N.R.S. ; cependant,

ceux
qu'au
supé
(prép
aptes
à un
thèse
rera

On
des
faut
des t
corps
temp
torat
cheur
supér

Il e
nent
toute
rogati
créati
nisme
lente
rieur.
les pl
d'univ
aband
tes pl
diale,
sépara
ment
blé d'
alors
passar
seur
maître
seigna
cise qu
il vien
ce foss

ceux-ci semblent plus aptes au travail de spécialisation qu'au travail de synthèse; les maîtres de l'enseignement supérieur, en raison même de leur formation éventuelle (préparation aux agrégations de spécialité) semblent plus aptes que les précédents à une spécialisation moindre et à une synthèse sur une petite échelle; quant à la synthèse sur une vaste échelle, elle a toujours été et demeurera toujours dans les attributions des philosophes.

On aperçoit ainsi la ligne de clivage de la répartition des tâches entre C.N.R.S. et enseignement supérieur. Il faut que cesse la symbiose fonctionnelle, ou empiètement des tâches organique ou administrative de ces deux grands corps. Celle-ci peut être admise, à la rigueur, aussi longtemps que le chercheur n'a pas soutenu sa thèse de Doctorat d'état, mais n'a plus de raison d'être pour les chercheurs qui n'ont plus rien à attendre de l'enseignement supérieur.

Il est bien évident que les professeurs d'université tiennent à leurs privilèges désuets; ils se cramponnent avec toute l'énergie du désespoir, à des attributions ou des prérogatives qui leur échappent de plus en plus, du fait de la création relativement récente du C.N.R.S. et autres organismes de recherche. Celle-ci a provoqué une dégradation, lente mais continue, des fonctions de l'enseignement supérieur. En effet les tâches de recherche qui sont assurément les plus nobles, échappent de plus en plus aux professeurs d'université, qui se voient confier, en contre-partie de cet abandon, des tâches (et même des servitudes) enseignantes plus ternes, et plus ingrates. Avant la 2^e guerre mondiale, un fossé profond sur le plan intellectuel et social séparait le professeur de faculté du professeur d'enseignement secondaire. Le premier était un conférencier doublé d'un homme de science (souvent même d'un savant) alors que le second n'était qu'un pédagogue. Notons en passant le caractère très équivoque du mot « professeur »; la langue anglaise qui appelle « professor » le maître dans l'enseignement supérieur et « teacher » l'enseignant du 1^{er} comme celui du 2^e degré, semble plus précise que la nôtre, plus juste à cet égard. L'évolution dont il vient d'être question tend de plus en plus, à combler ce fossé. Dans quelques années, le professeur d'université

ne sera plus qu'un professeur de lycée à un échelon supérieur.

Il faut mettre un terme aux féodalités locales ou régionales. Jusqu'à présent le professeur d'université était le seul à disposer de la plénitude du pouvoir professoral ; non seulement il faisait — et fait encore — passer les examens de licence et de doctorat, mais s'efforçait de détecter parmi les étudiants, les futurs assistants, les futurs docteurs, les futurs agrégés, etc... C'est également lui qui dirigeait — et qui dirige toujours — les préparations de thèse. Tout ceci est assez normal. Ce qui l'est moins c'est que ce professeur d'université repère ou choisit, pour lui succéder dans son poste, tel ou tel assistant particulièrement docile s'il est assez influent, il arrive généralement à obtenir gain de cause pour son protégé. L'institution du concours sur le plan national devrait normalement faire disparaître ces pratiques abusives et faire échec aux féodalités de l'enseignement supérieur. Il y va de l'intérêt de la Science.

Soulignons en passant la différence fondamentale de régime qui existe entre un assistant de faculté et un chercheur du C.N.R.S. lorsqu'ils préparent leur thèse : le premier n'a qu'un patron de thèse (généralement son chef de service). Ce dernier a évidemment intérêt à favoriser son subordonné (ou ses subordonnés) pour donner un certain lustre à son service. Par contre un Attaché de recherche au C.N.R.S. qui prépare sa thèse est soumis à l'autorité de deux « patrons » : un *directeur de recherches* (en général un professeur d'université) qui héberge le chercheur dans son laboratoire, exerce une certaine autorité sur lui dans le domaine de la discipline générale (assiduité au laboratoire, régularité dans le travail, etc...) et surveille plus ou moins ses recherches. Un *parrain* qui peut être un chercheur du C.N.R.S. ou un professeur d'université, et qui, en général, dirige un autre service, la plupart du temps dans une autre résidence. Ce « parrain » est en quelque sorte « l'avocat du diable » ou le contrôleur, chargé de prévenir les abus ; son rôle est donc, au moins dans une certaine mesure, antagoniste de celui du directeur de recherches. Nous pourrions citer le cas de directeurs de recherches particulièrement bienveillants, qui ont fait échec à l'hostilité ou à l'intransigeance de

parrain
ces d
ou le
ordre
est u
parrain
cepen
dit, a
de le
« hor
doit
confo
tériel,
pour
nisme
qui f
faufila
d'apti
ce no
nous
se con
vu qu
énerg
laïc d
contre
stabil
Il y
enseig
seur c
émolu
son c
diplôm
dans l
arrive
parabl
fin de
voque
supéri
blème
pensés
Nou

parrains particulièrement durs, en se passant des avis de ces derniers et en donnant malgré tout le « feu vert », ou le permis d'imprimer à des thésitifs placés sous leurs ordres. Ne critiquons pas le principe du parrainage qui est une bonne chose en soi. Critiquons plutôt l'absence de parrainage pour les assistants de faculté. Il est certain, cependant, que des « patrons », des féodaux autrement dit, admettraient très difficilement le contrôle de certains de leurs confrères de l'extérieur à l'encontre de leurs « hommes-lige ». Doit-on bien payer les chercheurs ? On doit leur assurer un traitement décent et même assez confortable afin de les mettre à l'abri de tout souci matériel, mais l'attribution de très hauts traitements aurait pour effet d'attirer au C.N.R.S. ou dans tout autre organisme de recherche des gens cupides ou peu scrupuleux qui feraient jouer leurs relations personnelles pour se faufiler dans ces organismes, sans pour autant justifier d'aptitudes créatrices. Le chercheur authentique digne de ce nom est, avant tout, *désintéressé*. En avançant cela nous pensons à Pierre Curie, qui disait un jour « qu'il se contenterait volontiers d'un salaire d'un ouvrier, pourvu qu'il pût consacrer la totalité de son temps et de son énergie à la recherche scientifique ». Ce genre de saint laïc devient malheureusement de plus en plus rare. Par contre il serait bon, répétons-le, d'assurer une plus grande stabilité statutaire, au moins à partir d'un certain grade.

Il y a peu de remarques à faire sur les traitements des enseignants de faculté : d'une façon générale un professeur ou maître de conférences a sensiblement les mêmes émoluments dans l'enseignement supérieur, que ceux de son collègue de l'industrie privée, titulaire des mêmes diplômes bien entendu. Il faut reconnaître cependant que, dans le secteur privé, la progression est plus rapide ; on arrive bien plus rapidement au plafond ; seuls sont comparables les traitements de début de carrière et ceux de fin de carrière. Cette petite disparité ne semble pas provoquer un exode de la matière grise de l'enseignement supérieur vers l'industrie ; elle ne pose donc aucun problème particulier, les traitements supérieurs étant compensés par une stabilité moindre.

Nous terminerons par l'exposé d'un problème mineur,

moins fondamental, plus particulier que les précédents, mais qui n'en a pas moins une importance non-négligeable :

La section de Physiologie des facultés des sciences et son homologue du C.N.R.S. sont littéralement envahies et même noyautés solidement par le Corps médical. La plupart des titulaires des chaires de Physiologie sont occupées par des médecins. Ils ont un esprit de corps très poussé, des habitudes de favoritisme (Voir les agrégations de médecine) et apportent avec eux dans les facultés des sciences des pratiques regrettables. Comme il serait souhaitable qu'ils pussent se cantonner dans les facultés de médecine et à l'I.N.S.E.R.M.!!!

Ces anciens médecins estiment en particulier qu'en dehors du Corps médical il n'y a pas de salut ; cependant, ce qui est plus grave, c'est qu'ils sont, bien souvent, des pseudo-scientifiques. Il faut considérer en effet qu'à l'échelle humaine, la Biologie s'attaque à des problèmes extrêmement complexes, du fait du degré d'organisation extrêmement poussé des organismes humains, dont le fonctionnement tend à échapper, bien souvent, aux lois habituelles de la Biologie animale, du fait de l'indéniable influence, à cette échelle, de l'esprit sur la matière (le cas-limite extrêmement net est celui des yogis dont la physiologie est tout à fait déroutante). Cette complexité est telle qu'une étude vraiment scientifique de la physiologie humaine n'est pas toujours possible. Il en résulte que le médecin fait habituellement appel à son intuition personnelle, irrationnelle, à son flair, pour tout dire, devant chaque problème qu'il a à résoudre. Il est assez normal de penser qu'il utilise son intuition personnelle lorsqu'il s'attaque à un problème de Biologie animale, qui exige et permet la mise en œuvre des méthodes scientifiques ordinaires, en raison de sa relative simplicité intrinsèque. Il faut ajouter que les médecins ont une conception assez déformée de la physiologie, du fait qu'ils sont axés en quelque sorte sur le côté pathologique de la nature humaine, et non sur son fonctionnement normal ; or le pathologique n'est que l'exception.

Citons à l'appui de cette façon de voir le cas suivant : il s'agit d'un jeune médecin qui se fit admettre au Centre

national de la recherche scientifique, il y a quelques années. Ce chercheur parvint à élaborer sa thèse de Doctorat ès-sciences naturelles d'état en deux ans seulement, alors que dans des conditions normales la préparation d'une telle thèse requiert quatre, cinq ou six ans au minimum. Pour parvenir à un tel résultat, il fallait qu'il fût un génie ou un « fumiste ». Il s'avéra par la suite que ce n'était pas un génie ! Il fit une soutenance « brillante » ; les résultats qu'il présenta firent sensation, ou plutôt firent illusion. Quelques années plus tard, on se rendit compte qu'il avait « bluffé », car répétons-le, le bluff est très facile dans le domaine des sciences biologiques. Cependant il avait été assez habile pour se faire nommer, entre temps, maître de conférence. Aux Etats-Unis ou au Canada, ce jeune universitaire aurait été « remercié » à l'expiration de son contrat, au bout de trois ans ou de cinq ans. En France, le régime de l'enseignement supérieur maintient le professeur-mandarin dans ses fonctions jusqu'à la retraite, à moins de motif de révocation extrêmement grave et rare. A l'heure actuelle, l'intéressé est professeur titulaire dans une faculté des sciences de province ; il est fonctionnaire, donc « tabou », ce qui n'empêche pas les savants allemands et russes de rire sous cape en pensant à ses travaux.

Certes le mandarinat français a du bon ! Cependant le recrutement des fonctionnaires devrait être un peu plus sérieux et s'entourer de sérieuses garanties. Il est à peu près certain que si le médecin précité avait dû subir un concours d'agrégation d'enseignement supérieur, il ne serait pas, à l'heure actuelle, professeur dans une faculté des sciences.

Dans le même ordre d'idées, nous devons signaler l'anomalie suivante :

Le Doctorat ès-sciences d'état est considéré comme étant supérieur, intellectuellement et même socialement, au doctorat en médecine ; cette supériorité est reconnue par les médecins eux-mêmes. Pourtant si par hasard, un docteur ès-sciences s'avise de faire sa médecine, on le dispense seulement du P.C.B. ou de ce qui en tient lieu, à la suite de quoi il ne lui reste plus qu'à se faire inscrire en 1^{re} année de médecine avec l'espoir d'être doc-

teur en médecine au bout de six ans, et encore à condition qu'il suive assidûment tous les cours et passe avec succès tous les handicaps qui seront dressés sur sa route en fin d'année (examens). Par contre, en raison du régime actuel des équivalences, un docteur en médecine sera admis à entrer directement en relations avec un professeur de faculté des sciences pour le choix d'un sujet, et à préparer sa thèse sous sa direction pendant quatre, cinq ou six ans, dans des conditions à peu près totales de liberté ou d'autonomie, sans obligation d'assiduité à des cours quelconques, sans avoir à subir chaque année des handicaps. Dans des conditions exceptionnellement favorables, notamment s'il est en bons termes avec son directeur de recherches, celui-ci étant par ailleurs supposé peu exigeant, il pourra bâcler sa thèse en deux ans (Voir exemple précité!) Pourquoi cette différence de traitement? Nous ne critiquerons pas les médecins, lorsqu'ils se montrent aussi jaloux de leurs attributions et prérogatives mais alors il serait normal, pour des raisons de réciprocité bien compréhensibles, qu'ils demeuraient dans les organismes qui leur sont réservés (Facultés de médecine et I.N.S.E.R.M.).

Il est bien évident que beaucoup de médecins rechignent à l'idée d'avoir à préparer un concours d'agrégation pour être professeurs dans leurs propres facultés; il est beaucoup plus tentant pour eux de préparer une thèse de doctorat ès-sciences d'état pour ensuite être nommés, sans concours, maîtres de conférences dans une faculté des sciences. L'inscription sur les deux listes d'aptitude à l'enseignement supérieur est pour eux chose relativement aisée, surtout s'il existe au sein du comité consultatif un ou deux médecins, ou davantage, en raison de l'étroite solidarité qui lie les membres du corps médical.

Celui-ci est socialement très puissant en raison de l'argent qu'il draine et dont il dispose. Il se rend très souvent odieux aux yeux du public dans la lutte qu'il mène contre les guérisseurs, du fait qu'ils voient en eux, non des ennemis de la santé publique, mais des concurrents (il est encore heureux qu'il y ait en France des magistrats impartiaux qui savent absoudre certains guérisseurs sérieux et faire ainsi échec aux prétentions monstrueuses du

Cor
des
seig
ès-s
(lic
pou
rific
méc
de c
plus
déco
prol
plex
en e
en p
tes
« ex
leur
étan
nent
sera
Dan
gran
cont
ce r
le d
En
nalis
supé
tre
il fa
auss
les f
aux
une
la n
fonc
Scien
ganis
de l'
ment

Corps médical). Celui-ci cesserait de coloniser les facultés des sciences si l'on créait des concours d'agrégation d'enseignement supérieur, accessibles seulement aux docteurs ès-sciences ayant suivi une voie universitaire classique (licence ou maîtrise). Ainsi le doctorat ès-sciences que pourrait obtenir un médecin ne serait que purement honorifique ; d'ailleurs à l'heure actuelle, nombreux sont les médecins ou les pharmaciens qui soutiennent des thèses de doctorat ès-sciences, simplement pour avoir un titre de plus. Le Français est cocardier ; il aime le panache, les décorations et les titres. Il y aurait évidemment d'autres problèmes à résoudre, concernant un sujet aussi complexe, et nous terminerons en citant le suivant : il s'agit en effet de l'utilité de l'enseignement qu'on arrive de plus en plus à mettre en doute. A la Sorbonne et dans maintes facultés de province, les professeurs font leurs cours « ex cathedra » et n'ont pratiquement aucun contact avec leurs étudiants (ils ne peuvent se permettre d'en avoir, étant donné l'abondance de leur auditoire !); ils ne donnent donc pas d'explications à leurs élèves, qui, de ce fait seraient tout aussi bien devant un poste de télévision. Dans de telles conditions, il n'est donc pas étonnant qu'un grand nombre d'étudiants « sèchent » leurs cours et se contentent d'étudier leurs cours photocopiés. Or, dès que se rompt cette dialectique permanente entre le maître et le disciple, l'enseignement perd sa raison d'être!!!

En conclusion, nous soulignerons la nécessité de *rationaliser* les structures et les fonctions de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, afin d'en accroître considérablement l'efficacité ; pour parvenir à ce but il faut briser la résistance des féodalités universitaires, aussi désuètes, aussi inadmissibles à notre époque que les féodalités politiques ou économiques ; il appartiendra aux autorités politiques compétentes de s'en charger. C'est une œuvre de longue haleine. Nous soulignons également la nécessité de dissocier les fonctions enseignantes des fonctions de recherche, surtout dans l'intérêt de la Science, et de créer un organisme de liaison entre les organismes de recherche et les universités, car les maîtres de l'enseignement supérieur se doivent d'être bien documentés sur les toutes nouvelles acquisitions de la Science.

Dans un tel organisme les cerveaux électroniques et les ordinateurs doivent jouer un rôle essentiel. La solution des problèmes sérieux que rencontre l'Education nationale ne se trouve pas tellement dans l'effort financier des pouvoirs publics que dans la volonté de ceux-ci de modifier, dans le sens de la rationalisation, les structures déjà existantes.

Michel RIMET.

La

Ap
du C
saille
mées

Da
trés
Arme
1^{re} A
rie e
vaier
dang
défer

L'E
prise
à m
la lic
défer

Ma
telle
ces c
par l
ment
atteir
troup
de c

La Bataille de Koursk

La genèse de l'opération « Zitadelle » (Citadelle).

Après la grande victoire de la IV^e Panzer Armee et du Corps SS à Kharkov, le 14 mars 1943, un dangereux saillant avait subsisté au centre du front du Groupe d'armées Sud de Manstein.

Dans le saillant de Koursk, les Russes avaient concentrés des forces très importantes : 13^e, 38^e, 40^e, 65^e, 69^e, 70^e Armées, 5^e, 6^e et 8^e Armées de la Garde (formations d'élite), 1^{re} Armée Blindée ; en tout environ 70 divisions d'infanterie et 8 corps blindés et mécanisés. De ce saillant pouvaient et devaient déboucher des offensives russes très dangereuses pour Orel et Kharkov, les môles du système défensif de Manstein.

L'Etat-Major de Manstein, qui avait vainement exigé la prise de Koursk par la IV^e Panzer Armee, avait cherché à monter une rapide opération contre la poche, afin de la liquider avant que les Russes puissent renforcer leurs défenses.

Manstein s'effaça d'obtenir l'accord du Führer pour une telle opération, qui semblait avoir d'assez sérieuses chances de succès. Mais Hitler était alors très impressionné par les possibilités du nouveau char Tiger, incontestablement le meilleur char de la guerre. Il voulait, de ce fait, atteindre le plus longtemps possible pour renforcer les troupes engagées du plus grand nombre possible de chars de ce type. De même, Hitler escomptait (à tort, cette

fois-là) que le char lourd Ferdinand, lui aussi en pleine maladie d'enfance, serait indispensable à la réussite de l'offensive.

Guderian, sorti de sa disgrâce (il avait été privé de son commandement lors de l'offensive contre Moscou, en décembre 1941), avait été nommé en février 1943, inspecteur général des troupes blindées. Il se montrait, comme Manstein, favorable à un assaut brusqué, sans nier, cependant, l'importance de la réception d'un nombre important de chars lourds nouveau modèle, ainsi que de l'excellent char moyen Panther (Pz K.W. 5). Guderian et Manstein étaient soutenus par Hoth (chef de la IV^e Pz Armee) et se heurtaient aux conceptions hostiles de Model, Kempf et surtout Jold et Hitler.

A mesure que le temps passait, les généraux favorables à une offensive immédiate devenaient de plus en plus partisans d'une annulation de l'opération Zitadelle.

Hitler, décidé à briser les reins d'une possible offensive d'été russe, continuait à croire en Zitadelle. L'arrivée le 10 juin de 90 chars Pz K.W. 6 (Tiger) et de 90 Pz K.W. 5 (Panther) allait permettre d'étoffer le Corps blindé, renforcé un peu plus tard par 90 chars lourds Ferdinand.

L'opération Zitadelle était, dès la fin de mai, parfaitement mise au point. Le point opérationnel était le suivant :

Attaque en double pince :

1° par le nord : 9^e Armée du général Model.

2° par le sud : 4^e Pz Armee (General-Oberst Hoth) et groupe Kempf (division d'élite Grossdeutschland et SS Wiking).

Les Allemands allaient mettre en ligne une trentaine de divisions dont 11 blindées, totalisant 1.100 chars et 380 canons d'assaut. Les effectifs directement engagés dépassaient 600.000 hommes.

Face à ces troupes, les Russes alignaient plus de 1.000.000 d'hommes, étayés par 2.500 chars et soutenus par 9.000 canons.

De part et d'autre, une vaste concentration d'aviation était prévue. 2^e et 3^e Luftflotten de la Luftwaffe, 16 divi-

sion
du c
M
nais
sible
Reic
s'agi
K.G.
des
jusq
qu'il
plote
To
se h
du s
(P.A.
gne,
sailla
que,
moin
le m
Les
le 11
Euro
car l
l'obli
sule.
Le
fascis
Reich
délai
choc
gré l
étaier
menc
L'offe
A 4
mètre
tèlent

sions aériennes russes, en vue de se disputer la maîtrise du ciel.

Malheureusement pour les Allemands, les Russes connaissaient parfaitement les plans de Zitadelle. Il est impossible de savoir qui fut le traître, parmi les officiers du Reich au courant de ceux-ci. Il est légitime de penser qu'il s'agissait du mystérieux « honorable correspondant » du K.G.B. soviétique, qui le renseigna sur l'Ober Kommando des Heeres (O.K.H. : Etat-Major de l'Armée de Terre) jusqu'à la fin de la guerre. Il est aussi légitime d'estimer qu'il s'agissait d'un membre du groupe pro-russe des comploteurs de l'équipe de von Stauffenberg.

Toujours est-il que, mis ainsi au courant, les Russes se hâtent dès la fin de mai de renforcer leurs troupes du saillant. Ils créent un formidable barrage antichar (P.A.K.), édifient de nombreuses fortifications de campagne, et massent de fortes réserves blindées en arrière du saillant. Appliquant la doctrine de la résistance élastique, en profondeur, les Russes ne s'en préparent pas moins à une offensive vers Orel, qui joue pour leur front le même rôle que Kursk, pour le front allemand.

Les victoires alliées en Méditerranée (la Tunisie tombe le 11 mai et la menace d'un débarquement se précise en Europe) forcent Hitler à attaquer le plus vite possible, car l'effondrement de l'Italie risque, s'il se confirme, de l'obliger à envoyer des troupes de renfort dans la péninsule.

Le Führer prévoyant d'y expédier, pour galvaniser les fascistes, le corps SS (leibstandarte Adolf Hitler, Das Reich, Totenkopf), il lui est nécessaire d'attaquer sans délai afin de pouvoir utiliser cette redoutable force de choc avant son embarquement vers la Méditerranée. Malgré les inquiétudes de Manstein et de Guderian, les dés étaient enfin jetés. Le 4 juillet, l'offensive Zitadelle commence.

L'offensive allemande.

A 4 h. 30 du matin, le ciel, sur des dizaines de kilomètres, devient rouge sang. Des milliers de canons martèlent le sol, tandis que les Russes ripostent rageuse-

ment. Les avions allemands se ruent à l'assaut, pilonnant les positions rouges, mais étant aussitôt contre-attaqués par des essaims de nouveaux Yak 9.

Dans le jour qui se lève, les longues colonnes allemandes se mettent en route. Le désastre de Stalingrad est bien oublié, tous les esprits sont habités d'une même pensée. En avant, et au-delà de Kursk vers Moscou ou vers le Caucase, comme en 1941 ou en 1942.

L'enthousiasme est si possible encore plus grand dans les unités de Waffen SS, avides d'ajouter une nouvelle victoire à leurs drapeaux. Les « Wikingers » de la 5^e SS de Steiner sont impatients de faire aussi bien que les vainqueurs de Kharkov (1^{er}, 2^e, 3^e SS).

Les hommes sont dans les chars et sur les engins blindés ; les démineurs ouvrent la route, dans des terrains truffés de mines ; des petits groupes de choc (Stosstruppen), s'infiltrèrent dans les lignes adverses. Partout, le long du vaste front, retentit le cri qui a scandé les victoires de la Blitzkrieg, de Sedan à Kiev, de Bromberg à Kharkov : « Panzer Marsch ! » Zitadelle commence.

Dès les premières heures de la bataille, il est évident que la résistance russe sera coriace. Les chars allemands progressent lentement sur des terrains difficiles, face à des troupes plus nombreuses et bien fortifiées. Le temps laissé aux Russes a été visiblement bien utilisé par eux. En outre, les matériels sur lesquels comptaient Hitler pour arracher la victoire ne se montrent pas aussi efficaces que prévu. Le char Ferdinand apparaît comme un échec : son unique canon le rend inapte au combat rapproché et son allure trop haute sur patte le fait très vulnérable aux canons antichars soviétiques. Le char Tiger est en tout point remarquable, mais son moteur électrique est si fragile que, dès le premier jour de combat, 20 % des effectifs sont immobilisés par des pannes mécaniques. Dans les airs, les M^{1e} 109 et même les nouveaux Focke-Wulf 190 « Long Nez » ont fort à faire contre les Yak, tandis que les avions d'assaut russes Sturmovick « straffent » les colonnes allemandes, leur infligeant de lourdes pertes.

Cependant, malgré ces nombreux et graves handicaps,

les All
sitions
du SS
du co
prend
le pre
russe
Pz Ar
les au
chir le
corps
Protch
11 juil
sion S
Psel. I
sant u

Dans
de Mo
résista
pertes
blindés
division
ses act
Voronc
division
à galva

Deva
ses mc
massan
terie) c
ser. Le
fureur,
vrent c
soldats
à des f
les con
Finaler
ville et
douzain

Haus:

les Allemands poursuivent leur avance, grignotant les positions soviétiques. Les Waffen SS du SS Panzer Korps du SS Obergruppenführer Paul Hausser sont à la pointe du combat. Animés d'une passion fanatique, ils veulent prendre Koursk. Le 7 juillet, le SS Pz Korps remporte le premier vrai succès de la campagne, en perçant le front russe (69^e armée). Le SS Korps, fer de lance de la IV^e Pz Armee, se met ainsi dangereusement en flèche, car les autres divisions de Hoth ne parviennent pas à franchir les lignes de défense soviétiques. Après de féroces corps à corps, les Waffen SS pénètrent dans la ville de Protchorovka, ville-clé du dispositif sud des Russes, le 11 juillet. En même temps, les pionniers de la 2^e division SS lancent, à toute allure, un pont de bateaux sur le Psel. Rapidement, les unités SS passent le fleuve, creusant une vaste poche dans le front soviétique.

Dans le nord, malgré des efforts héroïques, la 9^e Armée de Model ne parvient pas, elle aussi, à briser la fanatique résistance des rouges. Une semaine s'est écoulée, et les pertes, des deux côtés, sont très fortes, plus en engins blindés qu'en hommes. Les Allemands lancent plusieurs divisions Panzer fraîches dans la bataille, mais les Russes actionnent des réserves beaucoup plus considérables. Voronov et Joukov lancent sans compter de nouvelles divisions dans la bataille, tandis que Staline cherche à galvaniser ses généraux, par des interventions multiples.

Devant l'inquiétante menace des SS sur le Psel, les Russes montent aussitôt une contre-offensive d'envergure, massant onze divisions (4 blindées, 3 mécanisées, 4 infanterie) contre les trois divisions assez amoindries d'Hausser. Le 12, l'attaque russe se déclenche avec une sauvage fureur, des combats de rue d'une violence inouïe se livrent dans les ruines de Protchorovka. Les Waffen SS, soldats du national-socialisme, se heurtent par endroits à des formations du N.K.V.D., gardiens du stalinisme. Là, les combats atteignent à un paroxysme extraordinaire. Finalement, dans la soirée, épuisés, les SS lâchent la ville et se replient sur une ligne de défense, située à une douzaine de kilomètres en retrait.

Hausser demande à grands cris des renforts à Hoth qui

ne peut que faire rogner la 5^e SS pour soutenir le corps SS. Hâtivement, Hausser monte une offensive pour reprendre le point vital perdu le 12. Le 14, dans une ruée frontale coûteuse, les quatre divisions SS foncent sur la ville qui tombe après huit heures de combats de rue. Protchorovka est parsemée de dizaines de carcasses de chars T 34 et Staline russes et Pz K.W. 3, 4, 5 et 6 allemands. Épuisés par leur effort, les Waffen SS doivent, après leur succès, se limiter à border le Psel, sans essayer de le franchir.

Si les Waffen SS ont ainsi reconquis l'avantage sur les Russes, il n'en est pas de même du reste de la IV^e Armée Panzer, qui piétine quelque peu, et, surtout, de la 9^e Armée, qui, elle, stagne purement et simplement. Il est vrai qu'elle ne dispose que d'un nombre très peu important de chars. Model épuise ses divisions en les lançant à l'assaut de positions encore intactes. L'appui aérien des Allemands devient de plus en plus déficient devant la multiplication des avions russes. Les Stukas ne peuvent visiblement plus ouvrir la route aux Panzers. L'opération Zitadelle, le 15 juillet, n'est pas un grand succès, mais les résultats déjà obtenus ne sont certes pas insignifiants. En effet, plusieurs poches ont été creusées dans le front soviétique, devenu de ce fait beaucoup plus difficile à défendre. Les Soviétiques, s'ils n'ont perdu qu'un nombre assez réduit de prisonniers (24.000 environ), ont essuyé de lourdes pertes en matériel. Les pertes allemandes, elles, restent à un niveau encore supportable, mais il appert qu'il faudrait disposer de plusieurs divisions blindées fraîches pour parvenir à la percée.

Or, le débarquement anglo-américain en Sicile montre clairement à l'Oberkommando der Wehrmacht et au Führer, qu'il leur est impossible d'attaquer Kursk, tout en envoyant des renforts substantiels en Italie, renforts dont l'urgence n'est pas à démontrer.

Le 17 juillet, tandis que la bataille fait encore rage, le Corps SS est désigné pour se rendre en Italie, ce qui désarticule le dispositif d'attaque. Les virulentes protestations de Manstein obtiennent d'Hitler que les Waffen SS continuent à être utilisées au front jusqu'au dernier

mo
pos
pas
div
leu
enc
pou

Le

S

le f
gé
tale
nier
détr

et 1

Les

20.0

saut

pou

déjà

M

sold

du 1

n'av

te o

était

s'avé

la be

Ce

coml

attaq

laien

la vi

taille

le te

étaie

plus

part

au n

moment avant leur embarquement. Manstein, qui ne dispose plus dès lors des troupes nécessaires, et qui ne croit pas au succès possible de Zitadelle, donne l'ordre à ses divisions de se mettre sur la défensive, après avoir stoppé leurs derniers efforts. Quelques combats se déroulent encore, mais la bataille s'apaise. Le front redevient calme, pour peu de temps, il est vrai. Zitadelle est terminée.

Le Bilan.

Si l'offensive allemande n'avait point réussi à percer le front russe, les Allemands n'en avaient pas moins infligé des pertes sérieuses à leurs adversaires. Les pertes totales russes dépassaient 85.000 soldats, en tués, prisonniers et blessés graves. Plus de 1.800 chars avaient été détruits sur 4.000 engagés (2.500 dans une première vague, et 1.500 de renfort) et 800 avions avaient été descendus. Les pertes allemandes étaient beaucoup moins fortes : 20.000 tués, blessés et disparus, 600 chars et canons d'assaut et 300 avions. Elles n'en étaient pas moins graves pour des armées en pleine reconstitution et aux effectifs déjà largement inférieur à ceux des Soviétiques.

Mais le point essentiel était que l'offensive allemande se soldait par un échec stratégique, sinon tactique. Les forces du Reich avaient été consommées dans une attaque qui n'avait pu leur donner Koursk, base indispensable de toute offensive russe. Il était sûr que la roue de la fortune était en train de tourner contre l'armée allemande qui s'avérait inapte à reprendre pleinement l'initiative, malgré la belle victoire de Kharkov.

Ce gigantesque effort, où se livrèrent les plus importants combats de chars de la II^e Guerre Mondiale, était une attaque préventive contre les projets russes. Ceux-ci n'allaient pas être entamés puisqu'un mois plus tard éclatait la victorieuse offensive russe sur Orel et Kharkov. La bataille de Koursk n'avait pas spécialement été perdue sur le terrain, particulièrement au sud, où les Waffen SS étaient parvenus à percer. Son échec était dû, pour la plus large part, aux menaces en Méditerranée, et pour une part beaucoup plus minime, en raison de l'échec tactique, au nord, de la 9^e Armée.

Les Chefs et les Exécutants.

On peut aussitôt noter que les deux auteurs (avec l'exécutant Hausser) de la victoire de Kharkov ne se montrent pas très efficaces dans la crise de la bataille de Kursk. Hitler perd trop de temps à vouloir doter à tout prix ses soldats des meilleures armes possibles, alors que Zitadelle ne pouvait réussir que si l'on ne laissait pas aux Russes le temps de se renforcer. Manstein, qui est, dès le début, très sceptique sur les chances et l'intérêt de Zitadelle, ne montre pas assez d'énergie et se laisse convaincre de la diriger, sans y croire. La direction de l'offensive n'est pas assez énergique et les officiers responsables ne sont pas suffisamment aiguillonnés par Manstein.

Du côté russe, les fautes commises lors de la bataille de Kharkov ne se reproduisent pas. Il est vrai que les Soviétiques, sont alors beaucoup plus à l'aise dans la défensive que dans l'offensive. Leurs plans de défense sont fort bien conçus et les moyens mis en œuvre tout à fait adéquats. Staline bloque fermement toute velléité de retraite, au moment critique du 11 juillet, et joue cette fois-là, un rôle très positif. La stavka (Etat-Major Soviétique) a visiblement amélioré ses techniques et manie avec beaucoup plus de souplesse ses troupes. Elle joue avec brio de l'artillerie considérable qu'elle a fait masser dans la poche. Son contrôle sur les exécutants du 1^{er} Front Ukrainien est moins étroit qu'auparavant et, finalement, infiniment plus rentable. La bataille de Kursk est un tournant décisif dans l'histoire de l'Armée Rouge, car elle y fait preuve, plus qu'à Stalingrad, de ses aptitudes à la guerre moderne.

Au niveau des soldats, Kursk est ressentie, comme la plus effroyable des batailles de la II^e Guerre Mondiale. Pendant des jours, dans le fracas des explosions, des milliers de chars s'affrontent dans des sortes de joutes. Sous des barrages d'artillerie d'une intensité jamais vue, les soldats de la Wehrmacht et de la Waffen SS doivent progresser en arrachant le terrain mètre par mètre. Dans ces luttes sauvages, les actes d'héroïsme les plus fous deviennent courants : c'est ainsi qu'un servant d'un 88

Pak
mir
con
A
lan
fiée
sur
l'an
tou
me
L
Rei
can
per
cho
for
mes
lanç
leus
Pa
surh
cett
que
est
Rus
poin
pou

Pak de la Wiking détruit 13 chars russes en quelques minutes, au moment où ceux-ci fonçaient sur la pièce, complètement isolée.

A plusieurs reprises, les Waffen SS de la Totenkopf se lancent à un contre cinq, à l'attaque des positions fortifiées russes de Protchorovka, certains continuant à courir sur l'ennemi bien que blessés à mort. Dans cette ville, l'ampleur des combats est telle qu'il est impossible, malgré tous les efforts, de relever et de soigner les blessés, qui meurent brûlés vifs, dans les maisons qui s'écroulent.

Lors du Passage du Psel, le bataillon de pionniers de la Reich passe le fleuve sous un épouvantable barrage de canons, de mortiers et de mitrailleuses, en subissant des pertes énormes. A peine passés, les petits groupes de choc Waffen SS sont furieusement contre-attaqués par des formations blindées soviétiques. Bien que dépourvus d'armes antichars lourdes, les Waffen SS les bloquent en leur lançant, à bout portant, des grenades, malgré les mitrailleuses qui fauchent ces volontaires de la mort.

Partout, sur tout le front, se manifeste un héroïsme surhumain, du côté russe comme du côté allemand. Dans cette bataille de deux semaines tous les soldats savent que le résultat en sera décisif. L'échec final de l'offensive est durement ressenti chez les Allemands, tandis que les Russes sentent qu'ils vont pouvoir passer à l'attaque. Au point de vue psychologique, le bilan de Zitadelle est lourd pour le Reich.

François DUPRAT.

Sur Nietzsche

Les pages que nous présentons ci-dessous font partie d'une conférence prononcée par Alfred Rosenberg sur Nietzsche et inédites en France jusqu'à présent. En raison de la longueur de ce texte, nous en avons résumé certains développements. Ces résumés sont présentés dans notre texte en italiques.

Il ne s'agit point, déclare d'abord Rosenberg, d'analyser ici la pensée de Frédéric Nietzsche, mais de s'attacher à l'homme lui-même. C'est là chose d'autant plus judicieuse que le thème de l'attitude en face du destin domine l'œuvre entière du philosophe dont il a déterminé le cheminement depuis la « Naissance de la Tragédie » et les « Considérations inactuelles » jusqu'à « Par delà le Bien et le Mal » et jusqu'à son assaut toujours plus violent contre le monde du XIX^e siècle.

Aussi l'expérience de la vie occupe-t-elle chez Nietzsche une place plus grande que chez beaucoup d'autres penseurs ou modeleurs de pensées ; bien plus, seule cette expérience vécue permet de saisir véritablement son œuvre. La question primordiale, et qu'il a d'ailleurs formulée : « La grandeur est-elle encore possible ? » a imprégné sa pensée et ses actes. Rares sont les philosophes qui ont lutté avec un problème aussi redoutable ; car lui, qui voulait la grandeur, la noblesse, la distinction dans la

tenu
tions
que
de te
de c
mém
qu'il
le m
tuel
secr
gnos
conf
temp
coins
les p
men
droit
à un
peup
le si
le pl
tures
scien
celui
rade
pour
verti
beson
plus
assin
son
Le
entre
ner u
après
l'unit
Reich
réalis
blém
conce
doctr

tenue et dans la mentalité, lui, qui recherchait les conditions d'une hiérarchie assurant le respect de ces valeurs, que voyait-il autour de lui ? — Précisément la décadence de telles possibilités et la montée toujours plus évidente de ce qu'il ressentait et considérait comme l'antithèse même de la grandeur et de la distinction. Cette question qu'il a posée à la vie et la réponse négative donnée par le milieu de son époque, voilà le drame humain et spirituel de Frédéric Nietzsche et voilà, du même coup, le secret de son analyse brutale et — fondée sur un diagnostic impitoyable — de sa prophétie des inévitables conflits mondiaux. Nietzsche fut le Prométhée de son temps. Son flambeau a éclairé, jusqu'aux moindres recoins, les traditions les mieux gardées et souvent aussi les plus poussiéreuses. Mais un flambeau dangereux qui menaçait même des valeurs légitimes, conservées à bon droit en tant que pont vers l'avenir !... Nietzsche est né à un moment où nos connaissances quant au passé des peuples s'enrichissaient d'une manière prodigieuse. Outre le siècle de la technique, le XIX^e siècle fut celui qui amassa le plus de données sur les nations antiques et sur les cultures, celui qui pouvait contempler, dans leur ordonnance scientifique, toutes les formes et tous les styles de l'art, celui que le philosophe appelait l'époque de la « mascarade des styles ». Des bâtiments industriels surgissaient pour s'unir aux réminiscences artistiques en un carnaval vertigineux. Mais l'« homme européen disparate » avait besoin d'un tel costume, car, plus son âme s'appauvrissait, plus il croyait indispensable de s'affubler de trésors mal assimilés empruntés au passé, cherchant ainsi à cacher son vide croissant.

Le XIX^e siècle vit naître un nouvel équilibre de forces entre les nations européennes. La France parvint à donner une forme à peu près viable à la Révolution ; l'Italie, après des siècles de déchirement, trouva le chemin de l'unité ! l'Allemagne connut une nouvelle fondation du Reich, et le rêve éternel de ses meilleurs enfants sembla réalisé... La montée de ce nationalisme s'alliait aux problèmes d'une nouvelle ère industrielle, problèmes que la conception libéraliste était impuissante à résoudre. Cette doctrine prêchait la liberté de l'économie, du commerce

en particulier ; elle se complaisait dans un optimisme borné, comme si des facilités dans le transport, dans l'échange de biens avec d'autres continents, comme si l'augmentation des commodités techniques, notamment, représentaient un progrès de la culture et de la civilisation : un progrès entravé parfois par des conflits militaires et politiques, mais malgré tout jugé inarrêtable. On appréciait dans l'art un moyen de se détendre ou de se distraire ; on imita ou l'on s'efforça d'imiter d'anciens styles, et seule une infime minorité comprit que cet amas de savoir historico-artistique ne pouvait remplacer la force créatrice... Les antithèses sociales qui s'annonçaient passaient pour d'inévitables perturbations du progrès économique. On fermait les yeux devant ce fait que les industries ravalait par millions les hommes dans une classe acceptant elle-même le nom de prolétariat. On ignorait délibérément qu'une telle classe, opprimée et constamment croissante, pouvait devenir victime de doctrines sapant les fondements sur lesquels repose la grandeur des peuples, des Etats, des cultures. Un regard prophétique discernait déjà la dissolution, l'effondrement, les guerres et les révolutions montant à l'horizon. Ce même regard, dans cette ambiance d'activité mercantile, prétentieuse et à courtes vues, devait rencontrer d'autant plus de solitude que les mises en garde comme les programmes nouveaux se perdaient dans le désert, à peine écoutés, incompris et sans écho. Esquisser l'histoire de cette évolution équivaut à décrire *du dedans* la vie de Nietzsche et à rendre intelligible sa position à l'égard de l'Allemagne, de l'histoire, de l'Europe, de la religion, de la question sociale. Nietzsche savait fort bien qu'on ne l'entendrait pas entièrement ; il savait aussi qu'il n'appartenait plus au XIX^e siècle et il se disait un « Européen d'après-demain », un « précurseur du XX^e siècle. Mais ce savoir ne guérissait ni ne faisait oublier ses plaies — toujours renouvelées lorsque ses analyses et ses prophéties heurtaient son époque et demeuraient sans effet. Et cela, sa vie entière. Plusieurs ont eu le même sentiment. Plusieurs ont espéré en l'Allemagne héroïque de 1871 — et ils ont dû voir s'élever à l'ombre de l'Empire les Bleichröders, les Ballins et consorts. Plusieurs ont élevé la voix, et nous les

plaçons aujourd'hui parmi nos prophètes ; plusieurs sont passés près de Nietzsche, les autres ont agi loin de lui : Ils ne se sont pas unis en une force spirituelle et politique. Sous le règne d'une éthique commerçante et bourgeoise, il manquait une chose indispensable à la prise de conscience des peuples : la souffrance commune.

Cela, Nietzsche le savait, qui a relevé le rôle de la souffrance dans l'ascension humaine. Son milieu le condamnait à figurer parmi les précurseurs méconnus, et il a d'autant plus souffert de cette destinée qu'il se refusait à l'accepter. D'autres, voyant surtout la petite bourgeoisie, se réfugiaient dans un humour souriant ; Nietzsche, lui, voyait plus loin : la grande bourgeoisie tentaculaire face à la montée du prolétariat. Ces deux forces dénaturées constituaient l'obstacle principal entre le philosophe et le peuple. Et l'élite intellectuelle se trouvait trop au service des puissances de l'heure pour jouer le rôle d'intermédiaire.

Inévitablement, une solitude toujours plus grande poussait Nietzsche à des attaques toujours plus violentes contre son siècle.

Or cette solitude et ce don de prophétie ont arraché Nietzsche aux contingences de son temps pour le placer au centre même du drame de ce ^{XX}^e siècle qu'il avait scruté, au centre de la lutte gigantesque imposée aujourd'hui au peuple allemand, mais au centre aussi de ce processus où tout ce que Nietzsche rejetait comme ignoble et bas s'est coalisé contre une Allemagne libérée des forces décadentes du ^{XIX}^e siècle, une Allemagne qui apportait au ^{XX}^e siècle une idée nouvelle, une nouvelle attitude devant la vie, une conception du monde et des grands espaces véritablement allemande et européenne.

Dans ce contexte, la position de Nietzsche quant à l'Allemagne et à l'Europe prend une signification particulière. Il est facile de réunir sur ces deux thèmes des citations apparemment contradictoires ou même s'excluant formellement. Mais en détachant certains fragments écrits à des époques et dans des perspectives différentes, on né-

glige la clef du problème, qui est l'homme et son attitude devant la vie. Certaines attaques contre l'Allemagne, par exemple, visent en réalité la décadence qui dominait alors. Ce qui a pu sembler de la haine n'était que de l'amour déçu. Et Rosenberg le montre par une importante citation où Nietzsche exprime sa conviction que l'esprit allemand saura se libérer des influences contraires à son être, retrouver sa patrie mythique et anéantir les « dragons » et les « nains ». De même, la célèbre attaque contre la « superficialité judéo-française », bien entendu, ne vise pas la partie saine du peuple français.

Comme le soulignent de nombreux textes, Nietzsche attendait et exigeait un renouveau de la pensée allemande. Mais il constatait que son époque ne voulait rien savoir d'un tel renouveau, préférant idolâtrer les conquêtes de la technique : « Cette prétendue culture allemande qu'on voit surnager me paraît hautement suspecte ». Sa lutte contre les formes de la décadence se heurtant à l'incompréhension générale, il se réfugie dans une solitude qui exaspère ses sentiments, jusqu'à ce texte de 1888 : « En toute modestie, je me permets de signaler que l'esprit, ce qu'on appelle l'esprit allemand, est allé se promener et qu'il se trouve en villégiature quelque part, en tout cas pas dans le Reich... »

Nietzsche a consacré la majeure partie de sa vie à l'analyse de la pensée allemande, puis européenne.

Cette pénétration et cette appréciation de la pensée allemande et européenne, il ne les pratique pas dans le style de l'indifférence scientifique. Au contraire, il proclame d'emblée son horreur de tout « talent sans nostalgie » qui, lorsqu'il se montre chez des savants ou simplement chez des hommes cultivés, nous inspire « la répulsion et le dégoût ». Il veut au contraire qu'on s'attache de toute son âme à l'analyse des choses humaines et, à la différence de nombreux doctrinaires de son temps, il estime nécessaire que l'« homme schopenhauerien », c'est-à-dire le chercheur en profondeur, brûle d'un feu intérieur dévorant et ignore « la froide et méprisante neutralité de prétendus savants ». Une telle force, Nietzsche

l'a ressentie sa vie entière ; une telle « flamme », selon sa propre expression, caractérise assurément son existence. Il savait, au cours de ses recherches, que les eaux de la religion s'étaient retirées, laissant derrière elles des marécages et des étangs ; que les nations, hostiles et divisées, aspiraient à s'entre-tuer ; que les sciences, pratiquées sans mesure ni discernement, se perdaient dans la spécialisation après avoir ruiné les croyances ; que les classes cultivées, les Etats eux-mêmes se trouvaient entraînés par une « économie mercantile grandiose et méprisable ». Jamais le monde n'avait été plus « monde », plus pauvre en amour et en bonté qu'à son époque ; les érudits et les savants n'étaient plus des « phares » ou des « asiles », et chaque jour les diminuait dans leur assurance, dans leur pensée et dans leur amour. Tout, l'art et la science compris, préparait l'« avènement de la barbarie ». L'homme cultivé était devenu le plus grand ennemi de la culture, car il cherchait à nier la maladie de son temps et, par là, faisait obstacle à chaque thérapeutique. Mais la « vérité », dont la froide société libérale se gargarisait, était devenue d'une manière générale un être fort peu farouche, dont les maîtres du jour n'avaient à craindre aucun désordre ni aucun ordre nouveau. Nietzsche voyait en cette « vérité » de l'ère libérale une créature facile et de bonne composition, passant son temps à promettre aux forces dominantes qu'elle ne leur causerait jamais d'ennuis. Pour les gêneurs, une nouvelle forme de censure et d'inquisition fonctionnait : le silence total.

C'est à ce mur que se heurtaient les fortes personnalités. Les philosophes d'université se complaisaient à un discours habile et insignifiant. Nietzsche, lui, déclarait que le philosophe devait faire preuve d'une virilité « rude et indomptable »... L'irrésistible processus du déclin avait réduit au désespoir un Hölderlin ou un Kleist ; seules résistaient « les natures d'airain comme Beethoven, Goethe, Schopenhauer et Wagner ».

Mais précisément de tels solitaires ont besoin d'amour, de camarades envers lesquels ils puissent se montrer simples et ouverts, comme ils le sont pour eux-mêmes,

de camarades en la présence desquels cesse la contrainte du silence et de la dissimulation. Supprime-t-on ces camarades, alors on crée un danger toujours plus grave pour l'esprit allemand. Car voici la plus terrible mesure contre des hommes exceptionnels : les condamner à rentrer en eux-mêmes de façon si totale que leur retour à la surface soit chaque fois une éruption volcanique. Et Nietzsche ajoute cette parole émouvante : « Pourtant, il se trouve toujours et de nouveau un demi-dieu supportant de vivre sous des conditions aussi terribles — de vivre victorieusement ; et si vous voulez entendre ses chants solitaires, écoutez la musique de Beethoven ».

Nietzsche déplore la division du peuple en une classe cultivée, empoisonnée d'une fausse culture, et la masse inculte, inapte à saisir les messages. La perte de la conscience que le peuple avait de lui-même isole le « grand esprit productif », obligé désormais à enfouir ses trésors.

Dès lors, déclarer la guerre à la décadence est la condition première d'une restauration de la conscience du peuple. « Cette faille doit disparaître sous les coups de marteau de la détresse ». Nietzsche veut « l'unité de la vie et de l'esprit allemands après la destruction de l'antithèse forme-contenu, vie intérieure-convention ».

Le recours à des mesures toujours plus fortes se justifie par l'impuissance du monde libéral face à la décadence. L'inévitable menace de l'Europe par l'Asie, Nietzsche ne la souhaite pas, mais il estime qu'il faut l'utiliser pour insuffler à cette Europe une volonté, un plan pour plusieurs millénaires. « L'ère de la petite politique est révolue : déjà le siècle prochain apporte le combat pour la domination de la terre ; on se verra acculé à la grande politique ».

Dans cette perspective, il fonde ses espoirs sur le cœur allemand, sur la sévérité, sur la forme allemande du scepticisme, sur un « Frédéricianisme spirituel ». Et il l'écrit plus d'une fois : Aujourd'hui où, partout en Europe, seul l'animal de troupeau se voit porté à l'honneur ou dispose des honneurs, il faut promouvoir un type humain tout à fait différent, si l'on veut affronter le destin. Du

mêm
dre
denc
à en
quer
parf
supe
en f
et d
pose
cela
vie
se n
conr
à ur
«
forti
l'enr
aux
du c
et c
qui
Et
«
l'ou
mise

Ni
liste
lors,
se s
çaien
exig
dans

Pa
Mos
nett
que
disc
la p

même coup, nous avons là une profonde critique de l'ordre social, une critique du marxisme, déjà faussement dénommé socialisme à l'époque, comme on aurait peine à en imaginer, même à l'heure actuelle, de plus conséquente et de plus terrible. Pour lui, le marxisme est la parfaite tyrannie des petits et des stupides, c'est-à-dire des superficiels, des envieux et des demi-comédiens ; il tire en fait les dernières conclusions des « idées modernes » et de leur anarchisme latent. Avant tout, Nietzsche s'oppose à la tentative de supprimer l'idée de propriété, car cela déclencherait, destructive, une intense lutte pour la vie : à l'égard des biens qu'il ne possède pas, l'homme se montre imprévoyant et léger, il les exploite, les rançonne ou les gaspille... Mais déjà cette critique conduit à une issue :

« Il faut ouvrir au travail tous les chemins de la petite fortune, mais il faut empêcher la fortune sans travail, l'enrichissement subit ; qu'on enlève aux particuliers et aux sociétés privées toutes les branches du transport et du commerce propices à la formation des grosses fortunes et que l'on considère comme dangereux aussi bien ceux qui possèdent trop que ceux qui ne possèdent rien ».

Et, avec logique, il ajoute :

« Comme on le comprend désormais, l'exploitation de l'ouvrier fut une bêtise, un attentat contre l'avenir, une mise en danger de la société humaine ».

Nietzsche place au même niveau, inférieur, les socialistes et les nationaux de son temps. Rien d'étonnant, dès lors, que ses aphorismes, blessants pour tous les milieux, se soient perdus dans l'hostilité, même lorsqu'ils dénonçaient l'hypocrisie du paradis marxiste : « Le marxisme exige un asservissement du citoyen devant l'Etat absolu dans une mesure encore inconnue de l'histoire ».

Pareil pressentiment de la dictature marxiste, qui, de Moscou, nous menace mortellement, ne manque pas de netteté. Cet ennemi mortel s'est allié à cette autre force que Nietzsche dénonce comme très dangereuse, mais sans discerner probablement dans le détail la structure et la psychologie de l'Orient européen. Nietzsche prévoit ce-

pendant que, malgré les avertissements, l'évolution commencée ne saurait s'enrayer de sitôt, que ce mélange de libéralisme, de ploutocratie et d'anarchie doit provoquer la grande crise de l'Allemagne et du continent européen tout entier. Il est profondément convaincu que le chaos instauré par le monde libéral — et il ne cesse de dénoncer Rousseau comme l'auteur spirituel du phénomène — conduira un jour l'Europe au plus effroyable et au plus généralisé des conflits, peut-être même aux plus dures tyrannies :

« La démocratisation de l'Europe prépare, sans le vouloir, l'avènement de tyrans — à tous les sens du mot, également au sens spirituel ».

Cette claire vision des possibilités extrêmes distingue Nietzsche, penseur actif, pour ainsi dire philosophe-soldat, des diverses tendances de son époque. Sa constatation de la confusion des styles artistiques et sa conscience lucide d'une actualité désorientée, s'accrochant sans discernement à toutes les traditions possibles et contradictoires s'unissent en une critique de son siècle, comme on ne saurait en imaginer de plus acérée et de plus corrosive. Et ici, ne nous laissons pas prendre à l'alternative que voudraient imposer les disciples des grands hommes : tout ou rien. Nietzsche, qui, incompris et méconnu durant des décennies, accède enfin à la célébrité sur le plan national, partagera le sort de tous les génies : Ce qui est contingent, ce qui s'explique uniquement par sa destinée personnelle, ce qui est en quelque sorte accidentel pourra tomber dans l'oubli ; en revanche, le fond de sa pensée, sa critique impitoyablement juste dans un monde superficiel lui vaudra notre profonde reconnaissance et notre admiration. Du même coup, nous saisissons la tragédie humaine de Frédéric Nietzsche (...).

Cette voix de la compréhension et de l'amitié, il l'a cherchée. Il a eu un certain nombre d'amis. Mais, peu à peu, à mesure qu'il voit mieux venir les fatalités spirituelles et politiques, ses anciens compagnons de route se retirèrent. Ses camarades d'études s'enfoncent dans la vie bourgeoise. Richard Wagner lui-même lui semble rebrousser chemin, et la douloureuse séparation qui s'ensuit — et

qui ne peut détruire une admiration nostalgique — constitue sans doute la crise majeure dans la vie de Nietzsche, lorsqu'il déclare que l'artiste Wagner, son adversaire désormais, lui enlève en Allemagne les seuls hommes sur lesquels il vaudrait la peine d'agir (...).

Plus tard, ses appels restant sans écho, il s'écrie : « Préférons mille fois la solitude ! Et, s'il le faut, périssons seul ! »

Telle est sa dernière attitude devant le monde : un adieu à toutes les espérances de sa jeunesse, la conviction d'être seul et de ne plus atteindre personne de son vivant. Sous cette emprise, il nous raconte les heures sombres où sa vie paraît sans issue, où un noir désespoir, jamais connu, le saisit. Pourtant, il le sait, aucune échappatoire n'existe, ni en arrière, ni à gauche, ni à droite. Plus aucun choix ne lui reste. Et voilà justement ce qui le soutient encore en face du destin... Il ajoute ces mots que nous voulons recueillir aujourd'hui comme le dernier message d'un grand solitaire :

« On ne doit plus attendre de moi de « belles œuvres » : on ne peut exiger d'une bête souffrante et affamée qu'elle déchire gracieusement sa proie. L'absence, durant de nombreuses années, de toute affection humaine apportant réconfort et guérison, à tel point que chaque reste de contact avec les hommes devient cause de blessure : tout cela est ce qu'il y a de pire et ne se justifie que par sa nécessité ».

Cette dernière parole exprime la force qui, toujours et encore, a soutenu Nietzsche à travers les misères et les luttes. Il savait que son message s'adressait aux temps à venir, « ...car il faut bien qu'une génération commence le combat où une autre vaincra ». *Il fallait quelqu'un*, au milieu de ce monde démocratisé, spirituellement désespéré, à la fin du XIX^e siècle, pour planter malgré tout le drapeau d'une nouvelle espérance et d'une nouvelle foi

D'autres aussi avaient souffert de la bassesse ambiante et, devant la décadence, s'étaient retirés dans l'amertume et dans la douleur.

Mais aucun n'a ressenti les vibrations de cette menace souterraine, de cette menace totale, aussi profondément que Frédéric Nietzsche. Certes et dans maint domaine, tel ou tel de ces prophètes nous touchent de près. Par l'ensemble de sa personnalité et par sa lucidité incorruptible devant une époque de déclin, Frédéric Nietzsche a été, sans aucun doute, la plus grande figure de la pensée allemande et européenne.

Quant à ses attaques contre l'Allemagne décadente d'alors, il faut considérer que, si le hasard l'avait placé dans un autre pays d'Europe, en France ou en Angleterre, il aurait agi de même.

Partout, en effet, on voyait les mêmes forces du déclin s'attaquer aux vieilles traditions, historiquement mûries, sans pour autant les remplacer par de nouveaux impératifs et de nouveaux idéaux. Le monde entier encensait les valeurs inférieures. Préparer la transmutation de ces valeurs d'une humanité libérale sur le déclin en un idéal de la personnalité dure, noble, de la grandeur, voilà pour l'essentiel l'enseignement de Nietzsche. Si, aujourd'hui, on insiste sur sa « Volonté de Puissance », c'est à bon droit : cette partie centrale de son œuvre, révélatrice de ses forces caractérielles dominantes, fait mieux comprendre ses ouvrages didactiques, les proclamations extatiques du « Zarathoustra » ou les violentes attaques de ses derniers écrits. Il convient ici de mentionner les tentatives de nos adversaires actuels d'interpréter la conception Nietzscheenne de l'existence comme un appel à l'agression militaire permanente contre la société démocratique occidentale, si pétrie de moralité, en quelque sorte comme une incarnation de ce « militarisme prussien », éternel fauteur de guerre. Ce qui s'exprime est au contraire une loi de la vie. Chaque grande œuvre dans le monde cherche à se faire reconnaître, chaque grande pensée étatique veut s'inscrire dans les faits, chaque découverte de la science tend à se faire accepter de tous, chaque création de l'art cherche son public et chaque penseur attend un écho spirituel et espère la venue de disciples. Tous les phénomènes vitaux, en effet, trahissent

une volonté de mettre en valeur dans le monde extérieur les forces créatrices disponibles. La compétition générale a toujours été le fait décisif de la vie, et il a fallu l'immense hypocrisie d'une ère démocratique pour présenter au monde, comme une activité pacifique et bienfaisante, la volonté de puissance camouflée des pirates de la bourse et de la haute finance. En réalité, aucune institution politique n'a jamais égalé en rapacité ces hyènes que sont les froids capitalistes des bourses internationales; jamais pareille narcotisation de peuples entiers ne s'est vue comme sous l'emprise de la presse enjuivée, et jamais encore attentat contre la culture d'un continent n'a été préparé plus sournoisement, sur la base de ces influences, que par la dictature marxiste. Ce que Nietzsche a prophétisé, l'anarchisme européen, se trouve en route : novembre 1918 pour l'Allemagne, les brumes sanglantes d'une guerre civile bestiale pour divers peuples. Le diktat de Versailles a été la tentative infernale de réduire un grand peuple à une situation ne lui offrant que désespoir, anarchie et division de son être. Quant aux autres pays, des dangers semblables planaient sur eux. Mais, surprise générale, on vit précisément se réveiller cet esprit allemand dont Nietzsche, plein de pressentiment et d'espoir avait parlé au début de son œuvre. Du fond de la trahison, une nouvelle et noble idée de la vie, une conception du monde respectant les lois de cette vie entra dans l'arène de notre temps. Cette volonté vitale ne se bornait pas à contempler et à connaître, mais, alliée aux forces instinctives les plus profondes de l'âme allemande, elle se constitua, malgré les obstacles, en une puissance politique. Lorsque celle-ci, entrée aujourd'hui dans l'histoire mondiale, fit sa première apparition, on vit se coaliser contre elle tous ceux qui ressentaient le seul exemple de la noblesse comme une attaque visant leur propre ignominie, tous ceux qui voyaient dans cet idéal aristocratique, conforme aux lois de la vie et néanmoins formateur d'une communauté populaire, un danger pour les gigantesques profits des rois de la finance et pour leur laquais : la deuxième déclaration de guerre à l'Europe nouvelle ouvrit la deuxième guerre mondiale. Les forces actuellement aux prises ne sont donc point

surgies du néant ; elles se trouvaient préfigurées dans les mouvements libéraux du XIX^e siècle, dans l'hypertrophie de la technique caractérisant cette ère, dans la dictature absolue de la finance et de l'or, dans la monopolisation, aux mains d'une race étrangère, de tous les moyens d'information en Europe. Les bourgeois européens, cultivés, fatigués, diminués dans leurs forces de résistance, se trouvent sans réaction devant les flots déchaînés, trop longtemps contenus, d'une propagande orientale qui, par sa curieuse alliance avec le marxisme judéo-occidental, a ébranlé non seulement l'Allemagne, mais le continent tout entier. Si nous déclarons avec fierté qu'aujourd'hui encore l'Allemagne nationale-socialiste défend seule cette Europe et si, comme Nietzsche au XIX^e siècle, peut-être dans un sens légèrement différent mais d'une manière encore plus profondément vécue, nous pouvons dire que nous autres sommes les « bons Européens », c'est bien là un droit historique honnêtement acquis au combat. Mais aussi et en toute modestie, pour ne point tomber dans cette hypocrisie que Nietzsche stigmatisait à juste titre, nous tenons à déclarer que bien des phénomènes de l'ère révolue sont encore sensibles chez nous, qu'une étroitesse de petite bourgeoisie répand toujours l'atmosphère qui étouffait Nietzsche, qu'une mentalité schématique, bornée aux petits espaces, n'a pas encore accédé à cette liberté dont Nietzsche rêvait et dont nous rêvons également, que plus d'un se croyant Faust demeure philistin. Cela, nous le savons. Et pourtant, nous sentons dans notre aventure la grandiose approche d'une ère nouvelle : ce qui nous pousse, ce qui donne à la nation allemande la volonté d'une résistance inflexible, c'est la même force profonde qui a porté Nietzsche à travers son existence douloureuse ; la solitude, souvent, arrachait des paroles de désespoir ou de révolte, mais il avançait, toujours entraîné par l'absolue nécessité de son dialogue avec l'avenir.

En un sens véritablement historique, on voit aujourd'hui, dans son ensemble, le mouvement national-socialiste devant le monde comme autrefois le Nietzsche solitaire devant les puissances de son temps. Au cours d'une formidable expérience de la nature et de la vie se renou-

vell
mé
ché
son
pas
d'êt
forc
cent
une
nan
à le
exer
si e
doct
sure
c'est
bles,
qui
ties
naut
pas
peup
nent
millie
Mais
ques
mont
l'impe
c'est
milieu
bloc
avec
res de
nous
accuei
démoc
qué le
geants
trice
haine
ont ces

elle la guerre de deux principes. Un monde de financiers méprisables faisant agir ses laquais, des millions de bolchévistes envieux et haineux, la conspiration juive et son travail rageur de dissolution, toutes ces forces, à deux pas de leur victoire, semblèrent soudain sur le point d'être balayées d'Europe. Depuis lors, sous l'action des forces évincées, des flots d'hommes et de matériel menacent le cœur du continent, menacent une doctrine et une attitude devant la destinée; une doctrine ramenant les formules de combat spirituel et politique à leur vraie valeur; une doctrine ne considérant, par exemple, une liberté comme digne d'être défendue que si elle se fonde sur le sentiment de l'honneur; une doctrine accueillant le libéralisme dans la stricte mesure où il va de pair avec une attitude aristocratique, c'est-à-dire avec la condamnation d'une sélection des faibles, des malvenus et des insociables; une doctrine enfin qui salue une justice sociale s'étendant à toutes les parties de la communauté populaire ainsi qu'à la communauté des peuples d'Europe; une doctrine ne se bornant pas à proclamer et à défendre les besoins vitaux d'un peuple, mais élevant aussi la voix pour tout un continent: afin que disparaissent les causes qui lancèrent des millions d'hommes à l'assaut du Reich et de l'Europe. Mais si, autrefois, voici de nombreuses décennies, quelques solitaires durent se borner à prophétiser l'anarchie montante et ses guerres, et se brisèrent finalement devant l'impossibilité de se faire entendre, à l'heure actuelle, c'est le Grand Reich allemand national-socialiste qui, au milieu de cette lutte gigantesque, se dresse en tant que bloc de 90 millions unis par une seule volonté, également avec la claire conscience d'obéir aux nécessités supérieures de la vie et de servir les destinées de l'Europe. Et si nous voyons les démocraties dites humanitaires saluer et accueillir le bolchévisme, mieux, l'autoriser à se dire démocratique, cela signifie qu'elles ont elles-mêmes marqué leurs fronts bas du signe de la bassesse. Des dirigeants se plaçant au même niveau que cette rage destructrice de tous les biens supérieurs du passé, que cette haine contre une nouvelle volonté créatrice, ces dirigeants ont cessé d'être des Européens.

Et ainsi, nous autres nationaux-socialistes voyons à l'œuvre ces forces venues du fond des temps et qui, au XIX^e siècle, ont accompli un dangereux travail de subversion, pour aboutir en ce moment à une effroyable et purulente maladie de la substance européenne, et nous voyons aussi, au milieu de ce courant maléfique, quelques prophètes exigeant la destruction de ces valeurs contre-nature pour faire place à une nouvelle hiérarchie de la vie. Parmi eux, nous honorons en cette heure le solitaire Frédéric Nietzsche. Abstraction faite de quelques contingences du moment et de quelques traits trop humains, cette grande figure se tient en esprit à nos côtés, et nous le saluons par delà les années comme un proche parent, comme un frère dans le combat pour la renaissance de l'esprit allemand, pour la promotion d'une mentalité ouverte sur les grands espaces — et comme annonciateur de l'unité européenne, nécessité pour la vie créatrice de notre vieux continent qui se rajeunit par une grande révolution.

Alfred ROSENBERG

LEURO

Par sc
de ses p
vue dans
enfin res
comme l
l'année 1
Conseil c
Tchécoslo
ques œu
haut, cet
être le g
Requér
culture, e
que l'on
logue —
30 peintu
ivoires, a
sélection
trésors le
sembleme
ou hors d
nisées par

Chronique des Arts

L'EUROPE GOTHIQUE AU PAVILLON DE FLORE

Par son ampleur, par son niveau artistique, par la qualité de ses présentations l'Exposition de « L'Europe gothique », vue dans le cadre des nouvelles salles du Pavillon de Flore, enfin restaurées et rattachées à celles du Louvre, s'affirme comme la plus importante manifestation muséographique de l'année 1968. Organisée avec le concours de douze pays du Conseil de l'Europe, auxquels se sont joints la Finlande et la Tchécoslovaquie, les Etats-Unis ayant consenti à prêter quelques œuvres, cette manifestation préfigure, au plan le plus haut, cette unité européenne retrouvée qui pourrait et devrait être le grand événement de l'Histoire contemporaine.

Requérant l'attention de tous les hommes épris d'art et de culture, elle est esthétiquement un des plus beaux spectacles que l'on puisse voir. Comprenant 548 numéros à son catalogue — 200 sculptures, 30 vitraux, 70 manuscrits à peinture, 30 peintures, 218 objets d'art divers (orfèvreries, bronzes, ivoires, armes, tissus, tapisseries, médailles...) soumis à une sélection sévère par la mise à contribution des musées et trésors les plus célèbres — elle évoque ces prestigieux rassemblements d'œuvres et d'objets d'art déjà opérés en France ou hors de France, et spécialement, les deux expositions organisées par le Conseil de l'Europe, à Barcelone-Compostelle en

1961, sur le thème roman, à Vienne en 1962 sur « L'art européen aux alentours de 1400 ». Ainsi, coiffant la période, qui va du XII^e au XIV^e siècle, elle nous propose le volet central d'un tryptique ouvert sur cette Europe médiévale, si longtemps l'objet des plus injustes dénigrement et qui, malgré de légitimes révisions historiques et critiques, nous reste si mal connue, victime d'opinions péjoratives aussi mal fondées en fait qu'en droit.

Ces préjugés, conséquence d'une rupture de tradition intervenue à la période dite de la renaissance, consommée à la période dite classique, s'inscrivent encore dans la terminologie, ne serait-ce qu'en ce vocable de « gothique », appliqué à la détermination d'un art dont ni les origines, ni la grandeur, ni l'étonnante richesse n'ont strictement rien à voir avec ces tribus d'origine scandinave, qui par la Germanie septentrionale, et à l'époque des grandes invasions barbares, déferlèrent sur l'Europe envahissant la Romanité. Ce vocable de dérision donné par les historiens humanistes est devenu par le jeu de la sémantique un des plus nobles. S'il ne peut désormais être effacé, il n'en reste pas moins inadéquat, ne serait-ce que par ses références, pour définir, caractériser un mouvement d'art s'échelonnant sur près de quatre siècles et qui dans ses résurgences a pris une importance et une signification nouvelles.

Ses origines effectives prêtent encore, après plus d'un siècle et demi d'études, à maintes hypothèses. Les travaux des grands médiévistes du XIX^e siècle (en particulier l'admirable somme que constituent les grands recueils de Viollet Le Duc, dont le « Dictionnaire d'architecture raisonnée », en dépit de ses lacunes et surtout de ses systématisations abusives, n'en reste pas moins un monument d'érudition et d'analyse qu'on ne saurait surestimer), ceux plus récents des historiens d'art français, allemands, britanniques, italiens, espagnols, néerlandais, scandinaves, joints aux découvertes des archéologues mettant à jour, un peu partout en Europe et dans le Proche-Orient, de nombreux vestiges, aux documents d'archives, aux objets d'art de toute catégorie, retrouvés, inventoriés et décrits, toutes ces contributions ont permis de formuler des propositions à la fois plus explicites et plus satisfaisantes.

La m
des do
constitu
au moie
L'Opus
la prem
dant au
la Seine
minants
architec
à une t
racines
résultan
ques, co
avec sa
remonte
laquelle
d'assez
ments q
mettant
sulmans
plus ha
largemen
phénom
mondes
ne pouv
l'Occiden
principa
allait co
gnent se
Syrie

La gr
ment de
d'accom
ves (1),
et la gé

(1) Le
géré de
forcer)

La moins contestable est celle qui a trait à la primauté des données architectoniques, à partir desquelles se serait constitué, ordonné cet art dit « gothique », lequel fut, tout au moins à sa source, un art assez spécifiquement français. L'Opus francigenum des anciennes chroniques apparaît dans la première moitié du XII^e siècle sur un territoire correspondant aux provinces du Nord-Ouest de la France, bassins de la Seine et de l'Oise, berceau du royaume capétien. Ses déterminants furent, sans doute, multiples, aussi bien sur le plan architectural initial que sur le plan esthétique. Ils se réfèrent à une tradition, à des acquis successifs, qui plongent leurs racines dans un tuf profond à travers mutations, novations résultant d'apports ethniques, sociaux, économiques, techniques, conséquence des migrations de peuples ayant provoqué avec sa chute le démembrement de l'Empire romain. Ils remontent, ainsi, jusqu'à cette civilisation antique, gréco-latine, laquelle avait rayonné sur tout l'Occident, laissant partout d'assez ineffaçables empreintes, aussi bien dans les monuments que dans les mœurs. Les Croisades, dès le XI^e siècle, mettant les nations chrétiennes en contact avec les pays musulmans du Proche-Orient, réservoirs de traditions encore plus hautes, devaient exercer une influence, elle aussi très largement déterminante : suite de l'effet de choc, puis du phénomène de symbiose succédant à l'affrontement de deux mondes distincts mais qui à un stade d'évolution parallèle ne pouvaient que s'enrichir réciproquement. En cet échange l'Occident chrétien fut très largement bénéficiaire et dans les principautés et baronnies franques d'Outre-Mer l'art nouveau allait connaître de singuliers épanouissements, dont témoignent ses admirables vestiges, à Chypre, en Asie Mineure, en Syrie

La grande innovation, qui devait entraîner le renouvellement des structures architecturales et, avec lui, celui des arts d'accompagnement, fut celle de la voûte sur croisée d'ogives (1), non, comme on l'a cru assez longtemps, l'utilisation et la généralisation de l'arc brisé, dès longtemps connu des

(1) Le terme **ogive** ne dériverait pas, comme l'avaient suggéré de premières étymologies, du verbe latin *augere* (renforcer) mais du bas-latin *obviatia* (carrefour).

bâtitseurs romains et de leurs successeurs. En allégeant singulièrement les systèmes de voûtes en blocage, en permettant l'élargissement des travées et des portées, en dégagant l'édifice de ses massifs supports intérieurs, en introduisant dans les structures d'ensemble une économie de moyens, une rationalisation des procédés de construction, le maître d'œuvre médiéval élaborait une architecture fonctionnelle qui avec le seul recours à la pierre de taille allait lui permettre d'aller jusqu'aux limites de l'audace, adoptant ces solutions auprès desquelles celles de nos constructeurs actuels, utilisant le béton armé et précontraint, apparaissent timides. Cette innovation architectonique et ses conséquences devait entraîner l'ajouement des murs portants avec l'invention du vitrail, la normalisation de la sculpture décorative, le recours à la sculpture-objet quittant la paroi pour s'installer en haut-reliefs sur les piédestaux, les consoles, les gables, les corniches, l'abandon de la fresque substituant à la paroi peinte le tableau de chevalet (panneau mobile isolé dans son cadre), une transformation de l'orfèvrerie adoptant les structures articulées et cloisonnées de l'architecture dont elle répète les programmes et les motifs, aussi celle du mobilier et, suivant les mêmes voies, tous les éléments d'une nouvelle grammaire décorative appliquée aux arts mineurs.

De cet épanouissement d'un art rénové en toutes ses disciplines et modalités d'expression, dans une communauté de style, la présente exposition témoigne, comme elle témoigne de cet universalisme de l'Art gothique à travers l'Europe médiévale et chrétienne, réalisant son unité spirituelle — unité qu'elle tente de retrouver aujourd'hui par les voies de l'Économie — cette Europe qui, aussi hétérogène politiquement qu'elle puisse apparaître, sur nos atlas historiques, offrait à travers la variété de ses visages ethniques et de ses coutumes une communauté d'aspiration qu'elle est encore très loin de pouvoir réaliser aujourd'hui.

Une telle communauté impliquait, au XII^e et au XIII^e siècles, une perméabilité, un courant ininterrompu d'échanges que nos historiens ont très longtemps paru sous-estimer. Au Moyen Age on voyageait beaucoup : artisans des divers corps de métiers passant les frontières des Principautés, des États, créant des ateliers à la disposition des souverains, des sei-

gne
bou
en
le
auc
Chr
et
n'ét
nai
par
vas
Réf
et
œcu
le
les
sièc
que

“
car,
le c
nos
indu
nous
grès
vrais
ache
faill
nons
nous

Il
de c
dépa
devic
créés
tous
catal
et la

gneurs, des municipalités, des communautés religieuses, des bourgeois ; clercs, étudiants et professeurs allant d'universités en universités et trouvant partout grâce au latin, qui était le langage international du monde savant, des maîtres et des auditeurs ; pèlerins se rendant aux grands sanctuaires de la Chrétienté — Lieux saints — tombeaux des apôtres à Rome et à Saint-Jacques-de-Compostelle. Les courants économiques n'étaient pas moins actifs ; changeurs, courtiers, commissionnaires, banquiers, guildes de marchands et de transporteurs par terre et par eau exerçaient leurs activités sur une très vaste échelle. Avant que ne se déclenche le mouvement de la Réforme, la religion catholique, dans l'unité de ses dogmes et de ses disciplines, était un lien puissant, la base d'un œcuménisme de restaurer. C'est pour toutes ces raisons que le XIII^e siècle fut beaucoup plus que le XVI^e, déchiré par les contestations religieuses et idéologiques, un très grand siècle, connaissant un épanouissement spirituel et artistique que l'Occident ne retrouvera plus.

« L'Europe gothique » : exposition qu'il faut voir et revoir, car, au-delà des témoignages qu'elle nous propose, elle ouvre le champ à de capitales et salutaires réflexions. En dépit de nos conquêtes scientifiques et techniques, d'un développement industriel, qui est bien près de nous accabler et sur lequel nous prenons le change, confondant progrès matériels et progrès spirituels, technologie et culture, il est possible, il est vraisemblable que l'âge d'or vers lequel nous pensons nous acheminer soit derrière nous et que pour le retrouver il y faille d'autres efforts que ceux en lesquels nous nous obstinons, d'autres prises de conscience que celles dans lesquelles nous prétendons nous cantonner et nous suffire.

Il convient de rendre hommage au commissaire général de cette exposition, Pierre Pradel, conservateur en chef du département des sculptures au Musée du Louvre (auquel nous devons déjà les deux très remarquables expositions consacrées à L'Art roman et à l'Art gothique français), ainsi qu'à tous ses collaborateurs et aux rédacteurs du remarquable catalogue — 344 pages de texte et 147 pl. — qui l'explique et la commente.

« LA BATAILLE DE L'IMPRESSIONNISME », à la Galerie Bernheim-Jeune.

Exposition organisée par la Galerie Bernheim-Jeune, à l'occasion de la sortie en librairie du livre de Henry Dauberville, un des co-directeurs avec son frère Jean Dauberville de la célèbre galerie « Saint-Honoré-Matignon », dont les cimaises ont vu défiler tant d'œuvres et de chefs-d'œuvre modernes et contemporains. Et ce n'est pas sur l'exposition elle-même, qui nous propose une sélection de tableaux appartenant au fonds de la galerie, dont la plupart sont connus des amateurs, que je veux mettre l'accent, mais sur le **Recueil** qui en est le prétexte. Il s'agit, en fait, d'un recueil de souvenirs et d'anecdotes se rapportant à un certain nombre d'artistes, beaucoup plus que d'un ouvrage historique ou critique dont ce livre ne prétend avoir ni l'enchaînement, ni la rigueur.

L'ayant lu avec attention et intérêt, je dirai tout de suite qu'il ne convient pas de le lire avec une loupe, au risque d'y relever maintes erreurs ou inexactitudes qu'on pardonnerait difficilement à un historien ou à un critique objectif, qui, se référant aux sources et utilisant une documentation précise, prétendrait nous donner une nouvelle histoire de l'Impressionnisme, de ses origines, de ses développements, de ses conflits et de ses suites. Non, nous sommes ici entre gens de bonne compagnie, sans prétention et sans pédantisme, égrenant des souvenirs : souvenirs personnels, souvenirs d'autres souvenirs recueillis de la bouche de gens qui furent des familiers ou des proches et qui tous vécurent cette ambiance de galeries d'art, de relations mondaines, dans laquelle s'est manifestée — sinon accomplie — toute une phase glorieuse de la Peinture française contemporaine.

Ainsi s'agit-il quelquefois, pour ne pas dire souvent, de ces légendes qui en se substituant à l'histoire — mais où donc rencontrer l'Histoire ? — sont plus significatives que l'histoire, qu'elles évoquent sans prétendre l'écrire. Livre très inégal, autant par la forme que par la distribution, où souvent il y a double emploi dans le relais pris par Jean Dauberville dans la séquence « En encadrant le siècle », abus d'anecdotes dont beaucoup sont faites d'emprunts, mais livre écrit comme purent l'être ces recueils d'historiettes, ces

ana do
mand
tant d'
très po
son mo
Certa
culière
graphie
replaç
et de
certair
blemen
nemen
qui en
C'est
heim-J
elle d
trente
grand
celui
sacré
de la
tions
ler a
perm
de le

ana dont les siècles précédents furent si friands avec Tallemand des Réaux, Bachaumont, Chamfort, Jules Renard.. et tant d'autres ; livre qui, s'il n'apporte rien de très neuf ou de très positif, nous fait respirer l'air du temps et ce n'est pas son moindre intérêt.

Certains chapitres nourris de souvenirs plus précis, particulièrement celui concernant Bonnard, ont une valeur biographique certaine. En définitive et lorsqu'on le feuillette en remplaçant ses récits et ses mots dans le contexte d'époque et de milieu, un livre qui nous en apprend plus sur une certaine manière de pratiquer le rôle difficile et incontestablement utile de marchand de tableaux, pratiqué avec discernement et une certaine élégance morale, que sur les artistes qui en bénéficièrent.

C'est, en tout cas, une justice à rendre à la Maison Bernheim-Jeune, de reconnaître le rôle de premier plan joué par elle durant les dernières décades du siècle précédent et les trente premières années de celui-ci, en nous révélant quelques grands noms de l'art français contemporain, particulièrement celui de Cézanne. J'ai déjà relevé, dans la série d'essais consacrés au maître d'Aix, le rôle capital, et on peut dire décisif, de la Galerie Bernheim, par ses publications, par ses expositions successives — parmi les toutes premières — pour révéler au grand public le plus grand peintre français moderne, permettre à tant d'artistes qu'il a heureusement influencés de le connaître, de l'étudier, de le comprendre.

F.-H. LEM

LES LIVRES DU MOIS

SPILLMANN G., « Du protectorat à l'indépendance », Plon, 1967, 251 pages.

A mi-chemin entre l'étude didactique et le genre des Mémoires, l'auteur a choisi de retracer ici l'histoire du Maroc de 1912 à 1955 par une suite de tableaux portant sur 50 ans de protectorat.

On s'intéressera aux précisions apportées quant aux menées nationalistes consécutives à l'affaire du « dahir berbère » et surtout au rappel circonstancié de l'intervention américaine qui, dès 1943, poussait le Maroc sur la voie de l'indépendance.

Les différences de méthode coloniale avec l'Algérie et l'œuvre diversifiée des différents Résidents sont habilement nuancées. Mais peut-être aurait-il fallu, ne serait-ce qu'en appendice, présenter un tableau du Maroc après l'indépendance ?

Au reste l'ouvrage n'échappe pas à l'écueil du genre qui tend à transformer les mémoires en autant de justifications. L'auteur prend soin de tourner à son avantage les événements auxquels il a été mêlé. On fera des réserves sur sa façon de juger du conflit entre le sultan ben Arafa et le futur Mohamed V et plus généralement sur son approbation quasi constante de la politique marocaine de la IV^e République.

L'ouvrage reste cependant à lire tant pour les informations apportées par ce témoignage que pour l'agréable manière de les présenter.

F. E.

LURAGHI R., « Histoire du colonialisme », Marabout-Université, 1967, 320 pages.

Le titre est déjà tout un programme : en Afrique, en Asie, en Amérique, la colonisation occidentale est décrite des origines à nos jours dans ses seuls aspects négatifs afin de

dress
ronné
soign
arabe
accus

La
raine
ler d
aucun
l'Algé

Né
des
Un m
fois
inter
sa le

WAT
196

Le
tion
d'hu
pend
par
de l'
lame
de l

Du
furer
optim
fense
à Da
de n
pour
équi

Or
et n
leme
certa
der,
lisme
men
la le
pas
pers

dresser un réquisitoire. Inutile de dire que cet ouvrage, couronné on ne sait pourquoi par l'Academia dei Lincei, « omet » soigneusement de traiter des colonisations et colonialisme arabes, africains ou asiatiques : seule compte la mise en accusation de l'homme blanc.

La dénonciation devient délire avec l'époque contemporaine : le texte, qui conservait une certaine tenue pour parler du passé, se transforme en pamphlet « antifasciste » et aucun de nos compatriotes ne pourra lire les passages sur l'Algérie sans trouver que M. Luraghi y va tout de même fort.

Néanmoins l'ouvrage met bien en évidence le rôle essentiel des U.S.A. dans la décolonisation politique du tiers-monde. Un mélange, donc, de montage à sens unique, de récits parfois passionnants et de mensonges effrontés et hargneux qui interdisent de prendre cette « histoire » au sérieux sans que sa lecture soit pourtant inutile.

F. E.

WATSON J.-A., « Echec à Dakar » (Septembre 1940), Laffont, 1968, 270 pages.

Le récit de la participation du général Watson à l'expédition anglo-gaulliste de Dakar n'est évidemment pas dénué d'humour ni de flegme tout britanniques. On regrettera cependant que l'auteur, peut-être par courtoisie, et en tout cas par bonne conscience, n'ait pas insisté assez sur le résultat de l'expédition non plus que sur les causes réelles de l'échec : lamentable précédent de Mers-el-Kébir, mauvaise organisation de l'expédition, forte puissance défensive de Dakar.

Du moins fait-il judicieusement la part des gaullistes, qui furent à la base du projet et dont les renseignements trop optimistes (sympathie de la population, faiblesse de la défense), voire même faux (présence d'Allemands et d'Italiens à Dakar) ou pudiquement silencieux (affectation au Sénégal de nombreux militaires de carrière par Pétain) contribuèrent pour une large part à transformer cette expédition en folle équipée.

On appréciera donc à sa juste mesure ce récit intelligent et mesuré qui, s'il ne laisse guère place à une réflexion réellement critique, éclaire çà et là avec beaucoup de doigté certains aspects du passé gaullien. On en vient à se demander, en fin de compte, en songeant à l'irréductible machiavélisme de M. de Gaulle, si la faiblesse des services de renseignements gaullistes, par « l'autosatisfaction » permanente qui fut la leur, était tout à fait involontaire ou si les Anglais ne furent pas purement et simplement abusés à des fins de politique personnelle...

F. E.

« **L'armée Est-allemande** », par Thomas M. FORSTER (Nouvelles Editions Latines).

Le livre de Thomas Forster est extrêmement important, car il représente la meilleure monographie jamais publiée en France sur l'armée d'un état satellite.

L'auteur apporte des renseignements intéressants sur l'histoire de la N.V.A. (National Volks Armee), ses origines et ses premiers chefs. Il note à ce propos le rôle des spécialistes du III^e Reich, récupérés par les soins du Comité Allemagne Libre dans les camps de prisonniers soviétiques.

Le livre place ensuite la N.V.A. dans le cadre plus large du Pacte de Varsovie, où cette armée, hier parent pauvre du Bloc militaire socialiste, joue un rôle sans cesse grandissant.

L'étude de la N.V.A. au point de vue matériel, idéologie et formation montre les points de force et de faiblesse de cette armée.

L'analyse du rôle de la N.V.A. contre l'Allemagne de l'Ouest est révélateur de l'action subversive de celle-ci contre les pays de l'Ouest.

Le tableau final nous montre une N.V.A. solidement tenue en main par le régime de Pankow, assez bien équipée mais souffrant finalement de maux assez graves (cadre officier insuffisant, nombreux cas de désertion, aviation pas assez moderne, etc.).

A ce tableau objectif de la N.V.A. se rattache une pénétrante étude des forces de sécurité de l'Allemagne de l'Est et, tout particulièrement, des Kampfgruppen der SED (groupes de combat du Parti communiste Est-allemand), déjà étudiés dans une brochure intitulée « Les K.G. du SED, une armée de guerre civile ».

Le remarquable ouvrage de Forster est à lire, car il est bourré de faits inconnus et très révélateurs de la technique subversive des pays de l'Est. Au moment où paraît se réamorcer la crise permanente de Berlin, il est nécessaire de connaître les possibilités de la N.V.A. et de ses moyens d'action. Pour ce faire, la meilleure chose est de lire le livre de Thomas Forster.

« **Les Guerriers Solitaires** », par Walter HARTFELD (France-Empire).

Ce livre est une excellente étude sur la guerre contre les partisans, menée par les Allemands en Russie. Sous une forme romancée, nous suivons l'action d'un Jagdkommando (Commando de chasse) qui traque les partisans communiste en Bielorussie. Toutes les recettes, que devra réinventer l'armée française en Indochine et en Algérie, ont été mises au point par les Jagdkommandos, et le récit de leurs actions est fort intéressant.

Traitant d'un aspect presque inconnu de la II^e Guerre Mondiale, le livre de Hartfeld est à lire.

« Nasser en procès », par Ali SABER (Nouvelles Editions Latines).

Le livre de Ali Saber (nom collectif d'un groupe d'intellectuels égyptiens hostiles au régime nassérien) ne se cache pas d'être une attaque en règle contre le chef de l'état égyptien. Toutes les tares du régime sont mises à nu, dans un réquisitoire nourri de faits et sans concession. L'attitude de Nasser face à Israël est flétrie, avec raison d'ailleurs, car les déclarations nassériennes ont permis aux Israéliens de se présenter en agneaux menacés par des loups, tandis que le chef de l'Egypte empêchait son armée d'adopter la seule tactique sensée : l'attaque vers Israël. Nasser est l'un des grands responsables de la défaite arabe devant l'agression sioniste, et sa lourde responsabilité est parfaitement mise en évidence dans ce livre.

Nous ne pouvons que faire un seul reproche à cet ouvrage : il est trop partial à l'encontre de Nasser et néglige les aspects positifs du régime, aspects évidents malgré la rageuse propagande sioniste contre le Raïs.

Le livre « Nasser en procès » est nécessaire pour comprendre comment les phalanges impérialistes de l'état sioniste se sont élancées à la conquête du monde arabe le 5 juin 1967. En tout cas, il contient un bel aperçu de toutes les fautes commises par le représentant-type des chefs arabes.

Robert CAZENAVE

L'ARME POLITIQUE N° 1

« Toutes les révolutions modernes ont été préparées et réunies grâce aux livres », écrit Saint-Paulien dans *Lectures Françaises*. Car, ajoute Pierre Dominique, « l'écrit est l'instrument le plus efficace de la propagande politique ». Dans ce numéro spécial, outre Saint-Paulien et P. Dominique, plusieurs grands écrivains et hommes politiques expliquent pourquoi « le livre est le meilleur facteur de vérité » : l'ambassadeur J.-B. Barbier, le professeur B. Fay, André Figueras, Pierre Fontaine, Jean Haupt, M^c Jacques Isorni, Jacques Ploncard d'Assac, Pierre Sidos, Xavier Vallat et deux grands disparus disent pourquoi, face à la dictature qui impose par la radiotélévision ses amis, féaux et séides, l'écrit peut seul lutter. Ce numéro exceptionnel, qui contient la nomenclature des livres nationaux qu'il faut lire, vous sera envoyé contre 2 timbres-poste. Se recommander de notre journal (*Lectures Françaises*, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-VI^e).

La Mort d'Abel Bonnard

La mort en exil d'Abel Bonnard nous a rempli d'une immense tristesse. C'était un homme d'un immense talent : quand on le lisait, quand on avait le bonheur de l'écouter, on avait même l'impression que le mot de talent avait été inventé exprès pour lui et pour ceux qui lui ressemblaient, qu'on ne devrait l'appliquer à personne d'autre. Tout ce qu'il écrivait, tout ce qu'il disait — car il fut un des plus spirituels *causeurs* de sa génération — était d'une force et d'une élégance, d'une justesse et d'un bonheur dans l'expression qui causaient un immense plaisir à tous ceux — s'il en reste encore — qui ont quelque idée de plaisir qu'on peut éprouver d'un usage imprévu et juste des mots. Par cette élégance, par cette qualité même, c'était un homme d'un autre temps.

Cet excellent écrivain fut aussi un homme d'un rare courage. Au lieu de jouir tranquillement des honneurs qui lui étaient venus fort tôt, il prétendit défendre ce qu'il regardait comme le bon sens et la vérité. On sait de quelles épreuves fut payé cet « engagement », qu'on loue aujourd'hui chez l'écrivain et même qu'on exige, pourvu qu'il soit dans un autre sens.

Abel Bonnard n'avait pas voulu revenir dans un pays qu'il avait profondément aimé et qui maintenant lui paraissait méconnaissable. Ceux qui se sentent des exilés de l'intérieur dans la sentine appelée France le comprendront. Nous nous sommes habitués à l'odeur ignoble qui monte des latrines sur lesquelles nos petits commerces sont installés. Lui, elle lui montait à la gorge dès qu'il mettait le pied dans ce malheureux pays. Il a voulu mourir, sinon près des siens, du moins loin du ghetto dont l'odeur fétide nous empeste et nous fait penser avec nostalgie à des temps abolis.

Le gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux
N° D'IMPRIMEUR : 821

UN
NO
1, ru

François DUPRAT

LES JOURNÉES DE MAI 68

les dessous de la Révolution
les origines de la subversion
le P. C. et la Révolution
les sauveteurs de De Gaulle

UN VOLUME ILLUSTRÉ 232 pages . . 15 F.

NOUVELLES EDITIONS LATINES

1, rue Palatine - PARIS - VI^e - Tél. ODE 77-42

Les Sept Couleurs, B.P. 46.06, Paris-VI^e
CCP 2182-19 Paris

François DUPRAT

HISTOIRE DES S.S.

Ce livre constitue la première étude d'ensemble sur la SS qui ait paru en France. L'auteur a étudié tous les rouages de la tentaculaire organisation SS. Il s'est penché aussi bien sur la mystérieuse société de l'Ahenerbe, que sur les complexes services de sécurité du III^e Reich. Alors que jusqu'à présent, les livres traitant de la SS n'étudiait celle-ci que de « l'extérieur », on se trouve ici en présence d'un travail de « l'intérieur ».

Une part importante du livre est consacrée à la Waffen SS et comporte un bon tableau d'ensemble comparé de la participation des pays européens à la croisade contre le bolchévisme, et surtout, des monographies très complètes de toutes les unités de la Waffen SS.

Le long travail de recherche de l'auteur lui a permis de situer les généraux de la Waffen SS, leurs fonctions et leur rôle respectif.

L'Histoire des SS apporte de nombreuses révélations, en particulier sur des maquis inconnus de Waffen SS dans les pays communistes après la défaite allemande.

Une très bonne bibliographie commentée accompagne l'ouvrage, permettant au lecteur non spécialiste de s'orienter à coup sûr dans ses lectures sur la question.

Livre solide, donc, et pouvant servir d'ouvrage de référence par la précision, l'exactitude et l'exploitation des sources.

Un beau volume, in-8°, 440 pages, broché, 40 illustrations, cartes 27 F